

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADEMIE DE PARIS

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FLORAC

AVANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le 25 juillet 1896, à 9 heures

PAR

PAUL ARNAL

VALS-LES-BAINS

IMPRIMERIE ERNEST ABERLEN

1896



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE FRANCE — ACADÉMIE DE PARIS

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FLORAC

AVANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE

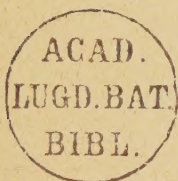
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le grade de bachelier en théologie

et soutenue publiquement le 24 juillet 1896, à 3 heures

PAR

PAUL ARNAL



VALS-LES-BAINS

IMPRIMERIE ERNEST ABERLEN

1896

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. BONET-MAURY, Président de la soutenance.	
MM. BONET-MAURY,	}
S. BERGER,	
ALLIER.	
	Examineurs.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

A M. Elie BRUGUIÈRE

Pasteur de l'Eglise Réformée de Marseille

A MES PARENTS

A. M. Auguste BOYER

Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris

P. A.

AVANT-PROPOS

C'est ici une modeste contribution à l'histoire du protestantisme français. Ecrire la vie d'une Eglise, montrer par le détail comment elle est née, comment elle a prospéré et surtout comment elle a pu échapper aux mille tempêtes qui ont éclaté sur elle, n'est-ce pas écrire une page de l'histoire de la Réforme? Chacune de nos Eglises a son histoire qui vaut la peine d'être racontée. Sans doute ces histoires se ressemblent, mais elles ont bien aussi leur caractère propre, un certain goût de terroir. L'histoire d'une Eglise cévenole? En est-il de plus passionnante! Aucune guerre, aucune mesure de rigueur qui n'ait eu un profond retentissement dans son sein. Nous avons choisi celle de Florac, parce que, enfant de cette Eglise, il nous était doux d'en faire revivre le glorieux passé.

Loin de nous la pensée de réveiller des haines, que l'on dit mal éteintes, et des passions mauvaises qui sont d'un temps heureusement loin de nous. Si une leçon pouvait se dégager de cette étude, nous voudrions que ce fût une leçon de tolérance, inspirée par le dégoût que fait naître le récit des excès commis par un fanatisme aveugle. Avouons-le, nos ancêtres ne connaissaient pas la tolérance, ils ne la pratiquaient pas plus que leurs ennemis. Les actes de violence se rencontrent dans les deux camps : Ils nous paraissent plus odieux chez le vainqueur qui abusa de sa victoire avec un raffinement de cruauté.

Il faut déplorer cette suite interminable de destructions et de représailles, de désordres intérieurs, ces guerres civiles où la politique jouait un si grand rôle : C'est une guerre de partisans et son histoire en est fastidieuse. Il faut regretter surtout que le sort de nos Eglises ait été ainsi subordonné à l'issue d'une bataille.

Nous faisons une exception pour la guerre des Camisards qui fut avant tout une protestation violente contre les oppresseurs. Malgré les excès que commirent les révoltés, nous ne pouvons nous empêcher d'admirer le courage de ces héros : la protestation d'une conscience est toujours un spectacle qui nous attire et nous captive.

Nous nous arrêterons plus volontiers à l'histoire de la vie intérieure de l'Eglise. Nous la montrerons naissant de la réunion d'âmes révoltées par la conduite d'ecclésiastiques qui songeaient moins à faire paître leur troupeau, à l'édifier qu'à le tondre. Nous verrons l'Eglise « plantée », puis « dressée », avec son organisation presque parfaite du premier coup, son Consistoire, ses Colloques et ses Synodes ; les fidèles s'abritant sous un temple qu'ils ont construit à leurs frais, ou bien, une fois leur temple démoli, se réunissant sous la voûte du ciel, pour prier et chanter les louanges de Dieu ; puis, traqués comme des bêtes fauves, obligés de renoncer au culte public, se renfermant chez eux, lisant en cachette leur Bible, murmurant les Psaumes qu'il est défendu de chanter trop haut, et faisant monter vers Dieu d'ardentes prières. Obligés de signer une abjuration qu'on arrachait à leurs lèvres, mais contre laquelle ils protestaient du fond de leur cœur, tenus d'assister à la messe, nous les verrons s'y rendant par force, mais trouvant là encore le moyen de prier, sans le secours du prêtre, le Dieu qu'ils ont appris à connaître et à aimer, avec Lequel ils entrent dans une communion intime et vivante. Prosternés devant les images, ils fermeront les yeux pour ne pas voir l'idole et ils adoreront en « esprit et en vérité. »

Nous assisterons enfin au relèvement de nos Eglises, à leur restauration, sous l'impulsion du courageux organisateur que fut Antoine Court. C'est la période du « désert » sans doute, de la souffrance et de la lutte, mais c'est aussi celle d'une merveilleuse délivrance.

Nous aurions voulu montrer après l'Edit de Tolérance, et surtout après la Révolution de 1789, les tentatives de nos pères pour réunir les éléments de l'Eglise. Nous avons dû nous borner et nous arrêter à regret au seuil des temps nouveaux dont on n'aperçoit que l'aurore. Aussi bien c'eût été l'histoire contemporaine qu'il nous aurait fallu raconter. Nous en sommes les témoins : Nous ne pouvons en être les juges. Quand les événements se seront succédé, quand les hommes auront disparu, l'œuvre accomplie permettra de juger de la qualité des matériaux employés : Nos aïeux ont bâti avec de l'or et des pierres précieuses, voilà pourquoi leur édifice n'a pas été détruit : Dans un esprit de respect pour les traditions qu'ils nous ont léguées et d'attachement à l'Evangile, nous avons le devoir de les suivre et de les imiter, si nous voulons que notre œuvre subsiste.

SOURCES

Les *Archives du département de la Lozère*, si intelligemment inventoriées par M. André, aujourd'hui archiviste honoraire.

Les *Minutes* des notaires de Florac.

Les *Archives du département de l'Hérault*, très riches pour la période du Désert, parce qu'elles renferment les archives de l'Intendance du Languedoc.

Les *Archives de la ville de Nîmes*, pour les guerres de Rohan.

Les *Archives du greffe de la Cour d'appel de Nîmes*, qui, malgré les patientes recherches et les essais de classement de M. Teissier, sont encore dans le plus grand désordre. La moisissure a déjà rongé des liasses de documents. Il en est cependant qui mériteraient d'échapper à cette destruction lente.

Les copies des *Actes des Colloques et des Synodes* qui se trouvent à la *Bibliothèque de l'Histoire du protestantisme français*.

Nous avons utilisé aussi quelques pièces de la collection des papiers du pasteur Farelle, dont nous avons opéré le classement cet hiver.

A la *Bibliothèque nationale*, au Cabinet des Estampes, le plan de Florac en 1627, et le château au XVIII^{me} siècle.

Aux *Archives nationales*, les Actes du Synode des Cévennes de 1681 et quelques documents inédits dans la série TT.

Parmi les documents imprimés, nous avons surtout consulté l'*Histoire du Languedoc*, par Dom Devic et Dom Vaissete, Privat, Toulouse, 1889, et l'*Histoire ecclésiastique des Eglises Réformées*, dite de Th. de Bèze, édit. Baum et Cunitz, Paris, 1889. Nous avons pris comme modèle le beau livre de notre ancien maître, M. le pasteur P. de Félice : *Mer. Son Eglise Réformée*, Paris, 1885. Nous indiquons d'ailleurs, par des notes, les citations ou les emprunts.

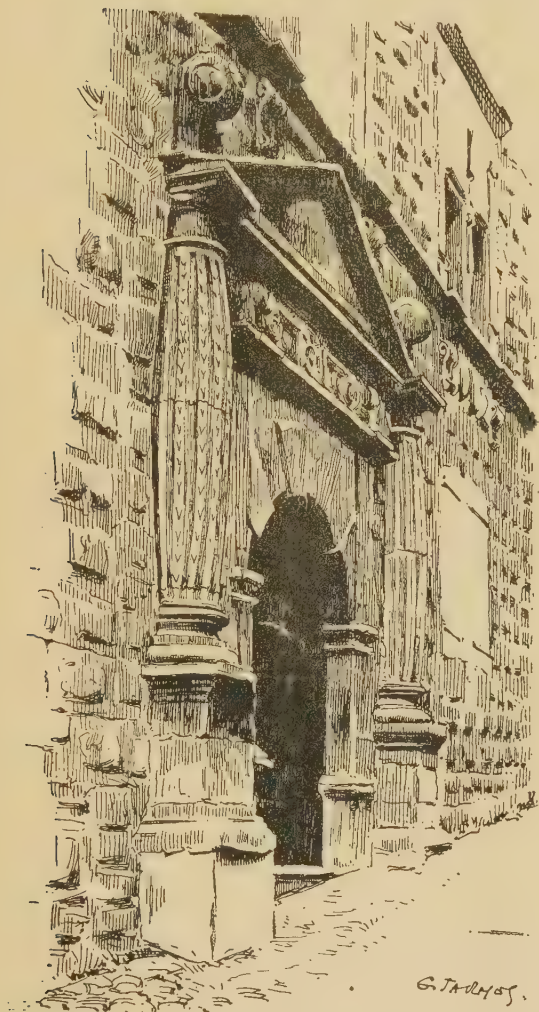
En terminant cette énumération, nous avons à nous acquitter d'un devoir de reconnaissance envers les personnes qui ont bien voulu faciliter nos recherches. A M. Aug. Boyer, qui nous a commu-

niqué les copies d'un certain nombre de documents inédits; à M. André, qui nous a orienté dans nos archives départementales et a bien voulu nous aider à déchiffrer plusieurs manuscrits; à M. Antonin Bourbon, ingénieur des Arts et Manufactures, qui a exécuté les plans que nous plaçons en tête de ce travail; à M. Parisot, qui a gracieusement contribué à son illustration; à tous ceux enfin qui se sont intéressés à notre étude, nous exprimons toute notre gratitude. Les renseignements et les documents dont nous leur sommes redevables, nous ont été d'un grand secours; ceux qu'ils nous adresseront encore nous permettront de rendre moins imparfait un *essai* qui servira peut-être à celui qui voudra écrire l'*Histoire d'une Eglise Cévenole*.

CHAPITRE I

FLORAC AU XVI^{me} SIÈCLE

SITUATION DU CLERGÉ CATHOLIQUE ET INTRODUCTION DE LA RÉFORME



LE VIEUX FLORAC : PORTE DU COUVENT

les habitants pour la défendre contre les gens de guerre ou les

Florac est situé dans la chaîne des Cévennes, « en un pays rude et aspre s'il y en a en France » dit Th. de Bèze, sur les limites du haut et du bas Gévaudan que trace la rivière du Tarn ; près du confluent des trois rivières le Tarnon, le Mimente et le Tarn, il en commande les vallées, de là son importance. Bâtie en amphithéâtre au pied de l'un des contreforts les plus imposants du Causse Méjean, la petite ville est dominée par l'immense rocher de Rochefort, vieille citadelle noircie par le temps qui semble veiller sur elle. Des remparts et des tours, élevés par

bandes de voleurs, si nombreux et si forts à ce moment, entouraient la ville proprement dite. Des maisons petites et basses s'entassaient au dessous de l'Eglise, quelques rues étroites et mal percées les traversent, entre autres « *la rue qui descend du cimetière à la ville* », la rue Bouaric, la rue Droite, etc. Suivons les murailles en partant de la porte Thérond située au *Planet* actuel ; elles montent à l'Eglise et au cimetière qu'elles entourent, descendent la rue de Remuret jusqu'au « *Pont du Pesquier* », où se trouve la porte « *del Peschier* » ou « *del Rymuret* » à côté de la fontaine de ce nom, (c'est là que vient aboutir le chemin des Cévennes), puis elles longent l'Esplanade actuelle. Plusieurs faubourgs ont été bâtis en dehors des remparts : ce sont le faubourg de Mende, le faubourg des « *Sevenes* » et le faubourg Neuf. Enfin le château se défend seul avec ses hautes tours et ses fossés qu'on peut inonder.

Nous devons une visite au Seigneur du lieu. La ville est sous la dépendance de l'évêque de Mende, comte de Gévaudan, mais elle appartient à la famille de Roure, qui descend par les femmes de Guillaume de Grimoard, seigneur de Grizac, père du pape Urbain V. Leur blason est formé d'un chêne d'or, englanté d'or, à trois racines et quatre branches passées en sautoir avec la devise : *A vetustate robur*.

La population est composée de « *tisserands de cadix* » et de marchands. Beaucoup de petits seigneurs, qui portent le nom de leurs terres, vivent là fort modestement des revenus qu'ils en retirent. Il y a tout le monde judiciaire : notaires, officiers, juges, huissiers ; quelques soldats logés dans les dépendances du château et les gens d'Eglise qui nous intéressent particulièrement.

L'étude de l'organisation de la paroisse de Florac, au début du XVI^{me} siècle, nous fera voir comment la multiplicité des emplois et la conduite de ceux qui les occupaient favorisa les progrès de la Réformation.

Un document de 1145 nous apprend que, dès cette époque, Florac était le siège d'un prieuré dépendant de l'abbaye des Bénédictins de la Chaise-Dieu. Le personnel du couvent, dont les bâtiments étaient attenants à l'Eglise paroissiale, dédiée à saint Martin, se composait du prieur, lorsqu'il ne résidait pas à la Chaise-Dieu, d'un moine sacristain et d'un simple moine. Un curé, prêtre séculier, était chargé du service paroissial et de l'administration des sacrements. Il était logé et nourri aux frais du prieur et recevait en

outre une pension en blé, dont la modicité donna lieu à de fréquentes discussions entre cet ecclésiastique et le prieur. Un autre prêtre séculier, dit secondaire, était le vicaire du prieur; à ce titre, il devait exécuter les charges pieuses : messes, prières, etc., imposées à l'Eglise de Florac par les personnes qui, à diverses époques, lui avaient fait des donations ou des legs.

A la veille de la Réforme, le prieur n'était plus un religieux mais un prieur commandataire, c'est-à-dire un clerc séculier qui percevait les revenus de l'Eglise dont il ne devait compte à personne. Il était seulement tenu de rémunérer le curé, d'entretenir les deux moines et de faire face aux autres charges de son bénéfice. Il jouissait des recettes provenant de la dime, du produit de la ferme des domaines et des droits seigneuriaux qui relevaient du prieuré. Tout cela constituait un fort respectable traitement qu'il avait bien soin de dépenser ailleurs; il ne faisait à Florac que de rares apparitions.

Il y avait en outre une quinzaine de prêtres séculiers qui formaient entre eux une société dite : « Université des prêtres de l'Eglise de Saint-Martin de Florac. » Ils étaient attachés à l'Eglise et vivaient maigrement du produit de leurs messes, de la rémunération qu'ils recevaient des fidèles pour leur assistance aux enterrements et aux services de « neuvaïne », de « quarantaine » et de « bout de l'an », qu'on célébrait pour le repos de l'âme des défunts.

C'était beaucoup de pasteurs pour un troupeau qui n'était certainement pas supérieur à 1.000 âmes. Les fidèles devaient pourvoir à leur entretien, en échange de la nourriture spirituelle qu'ils en recevaient. Pour se conformer à l'usage et éviter le refus de la sépulture ecclésiastique, auquel ils se seraient exposés en négligeant d'ordonner des prières pour leur éternel repos, les testateurs ne manquaient jamais d'imposer à leurs héritiers l'obligation d'appeler à leurs funérailles tous les prêtres de la paroisse; ils fondaient en même temps des « obits perpétuels » (1).

L'instruction de ce clergé était nulle (il n'y avait pas alors de séminaires), ses mœurs peu recommandables, la considération dont il jouissait au XV^{me} et au XVI^{me} siècle fort petite.

Le culte était célébré dans plusieurs édifices. Indépendamment de l'Eglise paroissiale qui avait été reconstruite, au moins en partie,

(1) C'étaient des services religieux qui devaient être célébrés annuellement à leur intention.

vers la fin du XIV^{me} siècle, dans le style ogival, il y avait au faubourg de Thérond une chapelle dite « Notre-Dame de l'Hôpital » et sur chacune des deux places du Pêcher (1) et du Thérond (2), un « oratoire » devant lequel s'arrêtaient les convois funèbres, pour réciter des prières ou chanter des hymnes, lorsque les familles consentaient à payer « ces menus suffrages. » Pendant les processions, ces oratoires servaient aussi de « reposoirs. »

L'évêque de Mende était le chef de ce nombreux clergé. Valait-il mieux que ses subordonnés ? A l'époque qui nous occupe, il séjournait à la Cour (suivant en cela l'exemple de ses prédécesseurs), laissant à son vicaire général le soin de diriger son diocèse et de gérer ses riches revenus (37.000 livres) (3). Ici, pour ne pas être accusé de partialité, laissons la parole à l'historien catholique Dom Vaissete. Dans son « *Histoire du Languedoc* » (4), il attribue les progrès de la Réforme « à la corruption des mœurs, au relâchement de la discipline ecclésiastique, à l'ignorance du clergé et à la négligence des évêques qui, la plupart dévorés par l'avarice et l'ambition, cherchaient à accumuler bénéfices sur bénéfices et s'embarrassaient fort peu du soin de leurs diocèses dont ils étaient presque toujours absents. »

La Réforme ne réussira pas à les retenir dans leur palais épiscopal. En 1583, les consuls de Mende adresseront une requête (5) à leur évêque Renard de Beaune, pour l'inviter à participer aux charges de la ville. « Ils vous supplient très humblement, puisque *depuis quinze ans* il a plu à Dieu vous ordonner sur eux pour prélat et pasteur, ils n'ont peu jouir que *durant ung mois* du fruit de votre présence, laquelle eust, par sa providence, zèle et bonne affection, détourné d'eux l'orage de tant de malheurs et tristes accidens... »

Adam de Heurtelou, le successeur de Renard de Beaune, dans un mandement de février 1587 (6), essaye d'excuser cette absence de

(1) La Place.

(2) Le Planet.

(3) La livre d'alors représente aujourd'hui 6 francs environ.

(4) T. XI, p. 280.

(5) Archives de la ville de Mende, FF6. Voir aussi Doc. Hist. sur les guerres de religion en Gévaudan, t. III, p. 101.

(6) « Le long temps qu'il y a que nos prédécesseurs n'ont fait aucune résidence tant à l'occasion des troubles, que pour estre appelez et retenus par le Roy en son conseil a esté cause, ensemble l'occupation que faisaient les hérétiques de la plupart des villes et places de notre diocèse, et que

leur diocèse de ses prédécesseurs, mais il reconnaît qu'elle a été funeste au catholicisme.

Le clergé catholique avait besoin d'une réforme sérieuse pour reconquérir la confiance des fidèles. Ceux-ci se détachèrent facilement d'une Eglise dont les représentants remplissaient si mal leurs devoirs, et ils acceptèrent avec enthousiasme la simple prédication de l'Evangile et la pratique du culte en esprit et en vérité.

A quel moment les Cévenols donnèrent-ils leur adhésion à la Réforme? Nous ne pouvons le déterminer exactement. Nous devons nous contenter des indications précieuses que nous fournissent quelques rares documents. Dans leur « *Manifeste sur leur prise d'armes* » (1), les « habitants des Sévennes » déclarent « qu'ils ont toujours fait profession de la Religion », avant même la Réforme, « aux temps des Vaudois et des Albigeois, nos montagnes étaient remplies de ces gens-là, et l'on voit, par divers actes, qu'ils professaient une même religion que les Réformés d'à présent. Les grandes croisades des papes excitèrent contre eux quelques persécutions, mais ils demeurèrent toujours fermes dans leur foy; leur zèle se ralluma au commencement de la Réformation; en moins de rien, tout ce pays se vit réformé et l'a toujours esté depuis. » Nous n'avons trouvé aucune trace de la présence des Vaudois dans les Cévennes. Cependant nous admettons que les Vaudois, chassés du Lyonnais après la condamnation prononcée contre eux par Lucius III, au Concile de Vérone, en 1184, aient pu se réfugier dans ces montagnes, comme ils se répandirent dans le Dauphiné, la Franche-Comté et la Bourgogne. Ils purent échapper aux persécutions du clergé catholique et rester en même temps fidèles à leur foi, en se réunissant en cachette au tour d'une vieille Bible après avoir assisté à la messe. On s'explique que la bonne semence ait vite germé dans une terre aussi bien préparée.

Les premiers missionnaires furent des colporteurs venus de Genève par le Dauphiné. Sous prétexte de négoce, ils parcouraient le pays distribuant des bibles ou d'autres ouvrages religieux. Ils

les ecclésiastiques pourvez de bénéfices, ayant charge d'âmes, et autres, ont à ceste même occasion, peu de moyens de faire résidence en leurs dicts bénéfices, pour donner la pasture spirituelle au peuple que nos dicts prédécesseurs et nous leur avons commis. » Pièce non inventoriée. Arch. départementales de la Lozère, citée par M. J. Roucaute.

(1) Imprimé à Amsterdam en 1703, 27 p. in-4^o. Archives départementales de la Lozère, G. 1007.

allaient de village en village, de ferme en ferme, offrant des marchandises diverses ; après avoir engagé la conversation sur les nouvelles du jour : la dernière bataille livrée par nos armées, ou encore les récents méfaits des bandes de voleurs qui infestaient le pays, ils en arrivaient habilement à la question religieuse. Ils déploraient la conduite des ecclésiastiques, leur amour pour le gain et pour les procès, et ils soupiraient après un enseignement plus fidèle de l'Evangile. S'ils étaient écoutés, compris, approuvés, ils offraient aussitôt la Bible, qu'ils cachaient au fond de leur ballot, et ils ne quittaient pas la maison avant d'avoir appris au maître comment on lisait le saint Livre, comment il fallait le comprendre et quel trésor il renfermait. Ils instituaient ainsi un culte de famille qui était continué après leur départ. C'était là une pierre de l'édifice ; quand plusieurs prosélytes se réunirent dans un même village pour prier ensemble, l'Eglise sera dite *plantée*.

Les colporteurs purent continuer leur prédication discrète de l'Evangile jusqu'au jour où le clergé remarqua des absences trop fréquentes à la messe. Quand il se fut assuré que les livres hérétiques ou « luthériens » en étaient cause, il s'en émut et devint impitoyable. Des plaintes furent portées à l'Evêque, qui résolut de faire cesser cette propagande. Le 27 mai 1533, Raymond de Grandmont et Guy de Montpeyrour, vicaires généraux et administrateurs du diocèse de Mende pendant la vacance du siège épiscopal, com-mettaient Antoine Coignet, chanoine et frère Jean Johanen, de l'ordre des Carmes, à l'effet d'enquérir contre les hérétiques qui pourraient se trouver dans le diocèse (1).

Au commencement de 1539, les officiers de l'évêque firent des informations contre Jean Maurin, fils d'un notaire de Florac, qui était soupçonné « d'avoir dit ou profféré des parolles et propositions hérétiques et contre la sainte foy catholique. » Pour détourner le coup dont il était menacé, Maurin, assisté d'un chanoine de Bédouès et de deux prêtres ses parents, se présentait, le 14 février 1539, devant Albi (Leblanc) notaire, et, après avoir prudemment nié les faits qui lui étaient imputés, il ajoutait : « et au cas que par les dires et despositions de tesmoings dignes de foy consterait le dit Jehan Maurin avoir dict et profféré aulcunes parolles et propositions hérétiques et contre la sainte foy catholique, non voulant en icelles persévérer ne persister, mais de bon cœur icelles avoir dictes soy

(1) Archives de la Lozère, G. 1089.

repentant et icelles révoquant et annulant, a demandé pardon à Dieu, protestant qu'il croyt et veult croire en la sainte foy catholique et de sainte mère Eglise et vivre et mourir en icelle. »

Un hérétique aussi prompt à se rétracter ne pouvait être bien dangereux : Jean Maurin ne fut pas inquiété.

Sous le règne de Henri II, on rencontre partout des assemblées religieuses présidées par des prédicants. Aussi l'évêque, par une ordonnance qui nous a été conservée dans les « *Statuts synodaux de l'Evêché de Mende* » (1), somme-t-il les ecclésiastiques qui ont charge d'âmes de dénoncer sans retard les hérétiques « semeurs d'erreurs et de fausses propositions », soit qu'ils les répandent en secret, soit qu'ils les proclament publiquement.

Le roi, dans ses *Lettres patentes contre les hérétiques des Cévennes* (2), (1557), signale certaines assemblées de deux ou trois mille personnes tenues par « certains prescheurs qu'ils ont fait venir de Genève », à Saint-Maurice, à Saint-Privat. « Les commissaires du Roy » qui furent désignés avaient pleins pouvoirs pour les réduire par la force. Ceux qui leur prêteraient main forte ne devaient pas être inquiétés même « si aucuns délinquants font résistance et se trouvent blessés et tués. » L'expédition qu'ils firent dans les Cévennes fut sanglante. Ils surent profiter de l'amnistie qui leur avait été accordée. Des bûchers et des gibets se dressèrent partout. Des protestants cévenols, au nombre de 40 environ, coupables d'avoir assisté à une assemblée, furent arrêtés, conduits à Mende et jugés par la chambre de justice nommée par le roi. Elle était composée de MM. Malras, président; Dalzon et Fabri, conseillers au Parlement de Toulouse et Sabatier, procureur général près le même siège. Trois des prévenus, dont un gentilhomme nommé Calvet,

(1) Archives de la Lozère, G 703. « *Sequentia requirit procurator officii curie spiritualis Mimatensis in presenti synodo pascali publicari et observari per subditos sub penis juris.* »

« *In primis quod moneantur animarum curam habentes nec non veri christiani ut si quos sciant seminatores errorum et falsarum propositionum qui tam in publicum quam secrete contra religionem nostram christianam aliquod dogma in publicum quam secrete contra religionem nostram christianam aliquod dogma falsum hereticum et scandalosum et contra ordinationes sanctæ nostræ matris ecclesiæ tenuerunt, quod infra brevissimum tempus revelent sub penis juris et declarationis fautorum hereticorum.* »

(2) Histoire du Languedoc, T. XII. Preuves, N° 232, LXVII.

seigneur de Fontanilles (1), et un habitant de Florac, furent condamnés à être brûlés, et leur exécution eût lieu sur « l'aire d'Angirand. » La peine de bannissement fut prononcée contre les autres prisonniers.

Ces mesures de violence, ces supplices n'arrêtèrent pas les progrès de la Réforme. Les conversions au protestantisme devenaient de jour en jour plus nombreuses et bientôt des villages entiers déclarèrent « renoncer pour toujours à la messe et vouloir vivre dorénavant selon la règle de l'Evangile. » Beaucoup de moines et de prêtres suivirent l'exemple de leur troupeau et prirent le même engagement (2). Ceux qui voulurent persister dans la foi catholique furent chassés, leurs bénéfices confisqués, leurs Eglises démolies.

La mort de Henri II, le 10 juillet 1559, amenait sur le trône son fils François II, à peine âgé de seize ans. Ce fut sous son règne que l'on vit surgir une quantité d'Eglises. Dans les Basses-Cévennes, Anduze, Mialet, Saint-Etienne-Vallée-Française; dans les Hautes-Cévennes, Saint-Germain-de-Calberte et Pont-de-Montvert dans la même année 1560.

C'est sous la régence de Catherine de Médicis que l'Eglise de Florac fut « dressée », c'est-à-dire que la population de Florac, depuis longtemps déjà protestante de cœur, fit ouvertement et publiquement adhésion aux principes de la Réforme et se donna une organisation conforme à la discipline de ces Eglises. Nous n'avons sur cet événement important qu'un seul témoignage, celui de Th. de Bèze; nous citons ce passage qui est assez obscur et peut

(1) La Réforme pénétrait en même temps dans le haut et dans le bas Gévaudan. Dans un *Mémoire des choses les plus remarquables survenues dans le Gévaudan au commencement de l'hérésie*, nous trouvons les précieux renseignements qui suivent : « Le premier qui a dogmatisé le Calvinisme en ce diocèse fut un carme de Mende, sous le voile de la religion faisant glisser parmi la noblesse et autres personnes de distinction de petits livres de la R. P. R., et le premier prêche qu'il fit, fut à Serverettes, dans une grange à foin, en la présence de M. de Tournel et de M^{lle} de la Tremili, sa sœur, déjà corrompue par le venin de ce carme. Il y avait aussi vingt-cinq personnes. Cela arriva en 1553. Après s'être fomenté pendant quelques années à découvert, MM. de Fontanille et Mejanelle et quelques autres de Sevenes furent pris par M. de Trélans qui était gouverneur de ce pays. Ils furent brûlés. »

(2) Le *Bulletin du Protestantisme* publiera sous peu un document inédit que nous lui avons communiqué, relatif à la Réforme à Millau et à la conversion des ecclésiastiques de cette ville.

être différemment interprété. « Plusieurs Eglises se dressèrent en même temps, environ le mois de décembre, comme à *Riouperoux*, la *Guepie*, *Sarignac*, *Froissac*, et en *Gévaudan*, *Valfrancesc*, *Barre* et *Florac*, et pareillement à *Marmejoux*, par François Terond, par le moyen du sieur Castelnau de Levezou... » (1)

On a attribué à François Terond la fondation des Eglises de Valfrancesc, Barre et Florac alors que, selon nous, il s'agit uniquement ici de l'Eglise de Marmejoux (Marvéjols).

L'Eglise aussitôt constituée demanda un conducteur. Elle s'adressa par lettre au Consistoire de Nîmes et sollicita le ministère du sieur Coppier : La question fut discutée dans la séance du 10 décembre 1561 et Viret, alors de passage à Nîmes, fut chargé de répondre. L'Eglise de Cardet ayant aussi fait la même demande, la décision fut renvoyée au prochain Synode. En 1562, Coppier fut accordé à l'Eglise de Florac, dont il fut le premier pasteur.

Lorsqu'il y arriva, il trouva la ville dans la plus grande effervescence. Pour attester leur zèle et manifester l'horreur que leur inspirait le culte des images, les protestants avaient détruit la vieille Eglise Saint-Martin, dont le clocher restait encore debout, la chapelle de Notre-Dame-de-l'Hôpital, et les deux oratoires, « de sorte, a écrit un moine de la Chaise-Dieu (2), que de tous ces beaux édifices il ne resta qu'un triste monceau de ruines. » Toutes ces sculptures si curieuses, ces animaux aux formes bizarres et ces saints, dans lesquels le Moyen Age avait représenté les êtres qui hantaient son imagination, disparurent avec la religion qui les avait inspirés.

Il n'est pas suffisamment prouvé que des actes de cruauté aient été commis contre les personnes. Il est vrai que les rares familles restées attachées à la foi catholique et les ecclésiastiques s'empresèrent de quitter la ville (3).

(1) *Histoire ecclésiastique*, tome I.

(2) Archives de la Haute-Loire.

(3) Archives départementales de la Lozère G. 971. Dans ce mémoire déjà cité, nous trouvons des renseignements sur la conduite des nouveaux convertis à l'égard des catholiques. « M. de Miral assure que M. son père voyant les grands abus des ecclésiastiques et leurs vies dépravées, leur étrange ignorance, fut sur le point de se faire huguenot. Il l'aurait fait s'il n'eut vu les grandes cruautés que les ministres exerçaient contre les catholiques ; ceux qui ne voulaient pas venir ouïr leur prêche étaient battus, emprisonnés et leurs biens confisqués ; on tuait les prêtres, ren-

Les gentilshommes, à une ou deux exceptions près, avaient embrassé la Réforme avec autant de zèle que le peuple. Peut-être leur foi n'était-elle qu'apparente et leurs vues intéressées. Parmi eux se trouvaient plusieurs membres de la famille de Roure. Le plus connu est Claude de Roure, prieur des Vans, qui venait de quitter la robe et de prendre femme.

Les protestants sont maîtres de Florac. Ils vont l'affirmer en construisant un temple avec les ruines de l'Eglise, sur l'emplacement occupé par la cour de l'ancien Prieuré, (1) et en s'emparant du cimetière, voisin de l'Eglise et devenu contigu au temple.

versait les églises, foulant aux pieds les sacrements, les images, les croix et toute chose sainte, ce qui fit conclure à ce gentilhomme que cette religion ne pouvait aucunement procéder de Dieu, ennemi des dissensions, et il persévéra en la foi catholique. »

(1) C'est exactement la place où s'élève aujourd'hui le clocher de l'église catholique.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION ET LA VIE INTÉRIEURE DE L'ÉGLISE

§ 1. — LE CONSISTOIRE : SON BUDGET ; LE TRAITEMENT DES PASTEURS AU XVI^me ET AU XVII^me SIÈCLES

Conformément à la *Discipline des Églises Réformées de France*, dès que l'Église de Florac fut « dressée », elle eut son Consistoire et envoya ses représentants, un pasteur et un laïque, au Colloque et au Synode provincial dont elle faisait partie. Nous savons peu de chose du Consistoire de Florac ; les registres de ses délibérations sont malheureusement perdus. Rappelons seulement que le Consistoire correspondait à notre Conseil presbytéral actuel et qu'il dirigeait l'Église de concert avec le pasteur. Nous aurions voulu étudier le rôle de ce corps, le mode de nomination de ses membres et leurs attributions : cette étude serait intéressante pour Florac parce que, ville entièrement protestante, le conseil politique paraît avoir prêté le concours le plus actif au Consistoire (1). Nous verrons les Consuls traiter avec les Ministres, leur assurer un traitement et un logement, s'occuper de l'observation du dimanche et prendre plusieurs délibérations à ce sujet (2). Les réunions du Conseil avaient lieu dans le temple et les Consuls étaient presque toujours en même temps membres du Consistoire. Il ne pouvait donc y avoir conflit.

(1) Il faudrait faire une étude de l'organisation politique des Cévennes, conforme au règlement adopté par l'assemblée de Nîmes, le 10 février 1575, et qui « fut en vigueur jusqu'à la tenue de l'assemblée de La Rochelle (novembre 1588) ». Les Réformés avaient formé une circonscription ayant ses ressources financières et militaires distinctes, ses assemblées particulières.

Il y avait un receveur particulier des Réformés du Gévaudan, en résidence à Florac ; c'était en 1589 un nommé François Durand. Voir Roucaute, p. 90 et ss.

(2) Le Synode d'Anduze en 1675 défendit non seulement de vendre et d'acheter les dimanches, mais encore de se faire raser, et enjoignit aux Consistoires et aux Magistrats de tenir la main à l'exécution de ce règlement.

Un ou plusieurs diacres étaient spécialement chargés des finances de l'Eglise. « L'entretien du Ministère » et les « deniers des pauvres » en formaient les principaux chapitres.

Les « deniers des pauvres » provenaient surtout des dons ou « légats », faits par testament. Ces dons consistaient souvent en « cartes de blé ou de seigle », en « cestiers » de châtaignes blanches ou fraîches, et aussi en « livres et sols » (1). L'ancien ou le diacre du Consistoire avait à rappeler aux héritiers négligents les dispositions testamentaires prises par leurs parents défunts en faveur des pauvres. Quand ils s'étaient mis en règle, ils leur délivraient un reçu. Les distributions de blé ou de châtaignes étaient faites aux pauvres devant la porte de la maison de l'ancien.

Mais la plus grosse charge de l'Eglise était ce qu'on appelait « l'imposition pour le Ministère. » A combien s'élevait-elle ? Quelle était la situation matérielle d'un pasteur de Florac au XVI^{me} siècle ? Nous possédons la convention passée entre les Consuls de la ville et paroisse de Florac et François du Croy, le 2 mai 1593, qui nous permettra de nous en rendre compte exactement.

Par acte notarié, François de Croy s'engageait à exercer le ministère dans l'Eglise de Florac et à y demeurer « tout le reste de ses jours. » De leur côté les consuls Antoine Malzac et Jacob Pagès, procédant de l'avis de leur conseil, s'engageaient à donner et payer tous les ans au dit sieur de Croy la somme de 166 écus deux tiers or sol de 60 sols pièce (500 livres) « à payes égales d'un cartier chacune à cartiers avancés..... et en outre lui bailler et tenir une maison habitable et d'avantage un jardin », à faire transporter ses meubles

(1) Voici le testament d'une veuve de Saint-Germain-de-Calberte (1640). « En premier lieu, a recommandé son âme à Dieu le priant luy faire miséricorde et luy pardonner tous ses péchés, au nom et par mérite de nostre Seigneur Jésus-Christ, qu'elle a reconnu et invoqué pour son seul Sauveur et redanteur, eslizant sépulture de son corps, l'hors que son âme en sera séparée, au cimetière du dit lieu de Saint-Germain en la forme en manière accoustumée en l'Eglise..... réformée (*le notaire n'a pas osé mettre la formule ordinaire exigée dans les documents officiels : prétendue réformée*) et venant à la disposition de ses biens a donné et légué d'iceux aux pauvres du dit lieu et paroisse de Saint-Germain la quantité d'un cestier châtaignes blanches, mesure du dit Saint-Germain, payable un an après son décès par l'héritier cy après nommé aux anciens, diacres du Consistoire du dit Saint-Germain. » Dans d'autres testaments les légats sont payables « à la prochaine récolte. » *Bibliothèque du Protestantisme français*. Papiers Farelle.

de Meyrueis à Florac, à lui fournir un cheval pour se rendre aux Colloques et Synodes et à l'indemniser de ses frais de voyage. Il était stipulé que « au cas que ci-après par le roy ou règlement des esglizes de ce royaume ou du présent pays seraient constitués gualges aux pasteurs sur le général les dits Consuls et Esglize de Florac seraient déchargés d'autant que le dit de Croy prendra du dit général en déduction de ce qui lui est cy promis par les dits sieurs Consuls. » Enfin les Consuls s'engageaient à faire réparer, pour y loger le pasteur, une maison dite « des Chapellenies », qui avait appartenu au clergé catholique... « le tout sous bon plaisir, tant du Colloque de Saint-Germain que du Synode du Bas-Languedoc, auxquels tant la dite Esglize du dit Florac que le dit sieur de Croy sont soumis pour la ratification. »

Soit qu'il y ait eu opposition de la part du Colloque, soit que l'Eglise de Meyrueis se soit montrée plus aimable avec lui, de Croy ne vint pas à Florac. Le 25 janvier 1594 les Consuls passaient un traité avec Abraham Junin. Les conventions n'étaient pas les mêmes : on lui offrait 400 livres seulement et ses frais de voyage pour aller aux Colloques et Synodes. Il y avait donc plusieurs classes de traitement dans la même Eglise : il variait selon la capacité, ou plutôt la réputation des ministres. De Croy était installé dans son Eglise de Meyrueis, il fallait pour le décider à quitter lui offrir de réels avantages matériels.

Mais nos Consuls ne pouvaient pas toujours faire face aux dépenses qu'ils avaient engagées : les charges de la ville étaient très lourdes, les guerres fort coûteuses et souvent on négligeait de payer le pasteur. Celui-ci se plaignait au Colloque qui prévenait le Consistoire et l'invitait à « régler les arrérages. » Si l'Eglise ne s'exécutait pas, on en référait au Synode et le pasteur pouvait être envoyé ailleurs. L'Eglise restait sans pasteur aussi longtemps qu'elle n'avait pas payé ses dettes.

Henri IV, par son brevet du 3 avril 1598, avait « octroïé » à ses sujets de la R. P. R. la somme de quarante-cinq mille écus, chaque année. Louis XIII, le 1^{er} octobre 1611, « de l'avis de la Reine régente sa mère, désirant de gratifier, autant qu'il lui sera possible, et de traiter favorablement les dits sujets et de leur faire ressentir les effets de sa bienveillance, de sa grâce et pure libéralité, accorde à ceux de la R. P. R., outre les dits quarante mille écus, la somme de quarante-cinq mille livres par an, par forme de gratification. » Ces fonds devaient être pris sur l'état général des finances. Ils

étaient accordés pour l'entretien des Ministres et des Universités. Les dispositions bienveillantes de Louis XIII, à l'égard des Réformés, ne durèrent pas longtemps. La subvention fut supprimée en partie, puis tout à fait. Au Synode national de Châtillon en 1627, on constate que les Eglises en sont privées depuis 1624.

Au XVII^{me} siècle Jérémie Robert, pasteur, par suite d'un acte passé avec Albaric Liquière, consul assisté de son Conseil politique et du juge de la ville, reçoit « pour son estat 400 livres par an », plus 50 livres pour le transport de sa famille et de ses meubles. Il jouit en même temps d'une maison « propre et commode. » La ville a fait des réserves « sy appartiendra à la dite ville ce qui proviendra des aydes qui contribuent à icelle pour l'entretien du pasteur. » Ces « aydes » étaient les cotisations payées par les habitants protestants de Cocurès, de Bédoués, des hameaux du Causse Méjean et autres localités qui venaient assister au culte à Florac.

Suivant acte passé, le 26 juin 1645, devant Ayral, notaire, entre François Brès, consul et Pierre Barjon, les gages de ce dernier étaient fixés à 400 livres par an et en outre « une maison pour son logement où il habite et le jardin dont il jouit ou autre de semblable prix et afferme. » Les voyages aux Synodes seront à ses frais, mais il sera chargé de l'annexe de Saint-Laurent dont « *il tirera ce qu'il pourra* » (1).

En 1663, quand le culte sera définitivement interdit dans les annexes de Florac, St-Laurent, Prunet-Montvaillant, la contribution que payaient les habitants à l'Eglise de Florac fut si notablement diminuée que le Colloque s'en émut, et il les fit exhorter par le sieur Chavanon, pasteur de Vébron, accompagné par un ancien, à plus de générosité.

L'Eglise devait ensuite payer les frais généraux et ordinaires du culte. Le lecteur, qui faisait en même temps fonction de chantre, était payé. « Le 12 avril 1656, pendant l'absence de François Sauvage,

(1) Voici le rôle de ce qui est payé par les habitants de Saint-Laurent (Papiers Farelle) : Pierre Bancilhon 3 l.; Antoine Meinadier 3 l.; Claude Boudon 2 l. 10 s.; Jean Boudon 2 l.; Claude Velai 2 l.; Jacques Belugon 2 l.; Jean Hours 2 l.; Fernand Alcais 2 l.; Pierre Lauzon 2 l.; Estienne Boudet 2 l.; Jacques Lapize 2 l.; François Puech 1 l.; Louis Privat 1 l.; Isaac Hours 1 l.; Pierre Chabrol 1 l.; Antoine Lieutard 10 s.; la veuve de Jacques Daudé 10 s.; Diane Dulme 10 s..... suivent les contributions des habitants de Nozières, Ferrières, Lebosc, Peirastre, le Mazel, Vernagues, Cratagal, Féreirettes. En tout 128 livres,

Vidal Pellecuer s'engageait envers le Consistoire et les consuls à servir comme chantre en l'église de Florac, à tenir les registres de baptêmes, mortuaires et épousailles, et à faire les prières en l'absence du ministre, moyennant 120 livres par an. » D'ordinaire le chantre-lecteur recevait de 40 à 50 livres seulement. « L'avertisseur pour le Consistoire » chargé de convoquer les membres de ce corps, recevait 6 livres. On donnait aussi quelques livres à celui qui « tenait les clés du temple », à celui qui fournissait le pain et le vin de la sainte Cène. Comme dépenses extraordinaires, nous rencontrons l'achat d'une corde pour la cloche, les réparations au temple, l'acquisition d'un drap mortuaire, de plats et d'une coupe pour la sainte Cène, etc.

Le rôle des impositions était établi en séance du Consistoire et en présence des principaux habitants de la ville. On déterminait quelle somme chacun des membres de l'Eglise aurait à payer. Quand il était établi, l'ancien s'occupait du recouvrement (1). La rentrée des fonds s'opérait bien lentement et souvent l'ancien était obligé d'avancer ce qui était dû pour le traitement du pasteur ou pour telle autre allocation à payer au Colloque ou au collège d'Anduze.

Au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes, le Consistoire était assez riche, ainsi que nous pouvons le voir d'après « l'Etat des biens des Consistoires » qui se trouve dans les archives de l'Hérault (C. 276).

« Le sieur Boyer, ci-devant secrétaire du Consistoire, a déclaré

(1) Voici le rôle de l'imposition pour la Communauté de Barre, établi le 18 juin 1654 par devant Antoine Bonnet, sieur de Masméjan, viguier, et M. Pierre Salenc, bailif en la baronnie de Barre, assemblés Pierre Combet, consul, Antoine Roux, Pierre Alegre, conseillers politiques de la communauté du dit lieu et autres habitants de la communauté : 400 l. pour les gages du pasteur pour la courante année, 31 l. dues par la communauté pour la subsistance de l'université de Die suivant le despartement fait au Synode dernier tenu en la ville de Florac, 40 l. pour la subsistance du collège d'Anduze, 11 l. 2 s. pour despense faite par MM. les Commissaires envoyés par le Colloque tenu à St-André pour terminer le différend entre l'Eglise, le sieur pasteur et autres, 5 l. pour les gages des sieurs consuls accoustumés, 4 l. 10 s. au greffier; 200 l. pour les affaires occurrentes, 2 l. au sieur de la Croix pour une poutre pour servir à la grille du temple, 5 l. à Bernard Valat pour avoir fourni le pain et le vin à la sainte Cène, 3 l. au sieur Sauvage, marchand, pour de poudre employée à la chasse des loups. Total 2.234 l. 6 s. Pour lever les impositions, 20 deniers par l., 186 l. 3 s. 4 d. En tout, 2.420 l. 9 s. 4 d. (Archives départementales, Lozère, Série E, lettre B).

n'avoir aucun effet d'iceluy et qu'on distribuait les aumônes à proportion qu'on les levait (1).

1^o Suivant l'estat tiré des nottes de feu M. Malafosse, notaire du dit Florac, les légats faits au Consistoire reviennent à 77 sextiers bled ou châtaignes à raison de 4 livres le sextier, monte 308 l. — Argent en divers légats, avec estats 367 l. — Les légats faits au Consistoire des pauvres de Florac reviennent suivant l'estat des notes de feu M^e Louis Airal, notaire, 31 sextiers de châtaignes 175 l. 2 d. plus une carte sel. — 2^o Par l'estat de M^e Leblanc, notaire : Bled quinze sextiers 4 cartes, 62 l. — Argent 219 l. — Châtaignes quinze sextiers 2 cartes 10 l. — 3^o Par l'estat de Rampon argent 80 l. 10 d. — Bled ou châtaignes, toutes en cosse, à raison que dessus 124 l. — 4^o Par l'estat de Malafosse, notaire, argent 233 l. — Bled ou châtaignes 15 sextiers six quartes 63 l. — 5^o Par l'estat fait par Adam Malafosse les légats faits aux pauvres reviennent 133 l. — 6^o Par l'estat fait par Gout, notaire, les légats faits aux pauvres 46 l. 3 d. — Châtaignes 100 l. — 7^o L'estat de Meinadier monte 13 l. 2 d. Bled neuf sextiers 2 cartes 37 l. — 8^o Par l'estat de Blanc argent 142 l. 1 d. — Bled 13 sextiers 5 cartes 54 l. 10 d. — Est dû au Consistoire par Jean Airal 24 l.; par le sieur Gentil 60 l.; par les héritiers du sieur Volpilhioux 40 l. par ceux de Vaisse 60 l.; par ceux de la d^{lle} de St-Martin 100 l. Total : 3.264 l. 12 d. »

Ces biens devaient revenir à l'Hôpital de Florac. Nous n'avons pu savoir s'ils n'avaient pas été employés ailleurs, versés par exemple dans la caisse des capucins, chargés de soigner dans leur couvent les maladies du corps et surtout celles de l'âme. Nous verrons qu'il fallait beaucoup d'argent pour assurer l'efficacité des soins spirituels qu'ils prodiguaient aux Réformés qu'ils voulaient guérir de leur lèpre : l'hérésie.

Les bienfaiteurs du Consistoire n'avaient assurément pas pensé qu'on pourrait jamais faire un emploi aussi contraire à la destination primitive de leurs dons, mais on ne pouvait observer les usages avec des gens mis hors la loi; celui qui consiste à observer les dispositions testamentaires des défunts devait être violé comme les autres.

(1) Il s'agit ici des quêtes faites dans les rangs de l'assemblée ou à la sortie.

§ 2. — LE TEMPLE ET LE CIMETIÈRE

Le premier temple édifié, vers 1561, avec les ruines de l'Eglise et des chapelles, devait contenir de 1.500 à 2.000 personnes. Situé sur le point le plus élevé de la ville, près de l'ancienne Eglise catholique, il indiquait l'importance que la Réforme avait prise à Florac. Les Réformés s'étaient emparés des biens ecclésiastiques : l'emplacement du Prieuré, celui de l'Eglise, et le cimetière leur appartenaient. Ils ne pouvaient songer à établir ailleurs leur nouveau lieu de culte et leur cimetière.

Malheureusement ils ne purent continuer à disposer des biens ecclésiastiques. Dès 1609, François de Ranchin, professeur à la Faculté de droit de Montpellier et prieur de Florac, fit élever une chapelle à la place occupée par le chœur de l'ancienne Eglise, et tout près du temple. Ce fut là un voisinage dangereux qui donna lieu à des disputes. Les protestants, il est vrai, furent les premiers à démolir cette chapelle, mais les catholiques prirent leur revanche. Après la paix d'Alais, ils obtinrent du Roy la démolition du temple, sous prétexte que cet édifice avait été élevé sur un terrain appartenant à l'Eglise catholique. Ils s'emparèrent de l'horloge et de la cloche qu'ils utilisèrent pour leur Eglise qui s'enrichit ainsi des dépouilles du temple, comme le temple lui-même s'était enrichi autrefois de celles de l'Eglise. Il fut interdit aux Réformés d'enterrer leurs morts, comme ils l'avaient fait jusque-là, dans l'ancien cimetière (1). Ils durent faire creuser leurs fosses dans les jardins ou enclos, qui étaient des propriétés privées.

Les prédications ont lieu dès lors sous la halle aux grains. Puis, pour ne pas être inquiétés par les capucins, ils se réunissent dans une maison particulière, ou à la campagne, en attendant que les ressources de la ville et du Consistoire permettent la construction d'un nouveau temple.

C'est en 1645, pendant le ministère de M. Barjon, que les Réformés purent rentrer en possession d'un lieu de culte. Par divers actes passés en 1645, le conseil de ville, se rendait acquéreur de plusieurs petites maisons situées entre la grand'rue de la ville et les remparts.

(1) Archives départementales de la Lozère. *Requête des Huguenots de Florac* adressée à M. Machaut, intendant de Languedoc, « contre les catholiques de cette ville qui s'étaient saisis de leur temple, cimetière, horloge et cloche, et refusaient de laisser prêcher leur ministre. » G. 979.

L'entreprise fut donnée à Jean-Baptiste Saltet, notaire, ainsi que le constate un acte de *prix fait* passé le 27 avril 1645, devant M^e Airal, entre cet entrepreneur d'une part, et François Brès, consul, assisté de son conseil et de Barthélémy Boniol, sieur de Bieysse, juge, d'autre part. Le travail consistait notamment à faire un arceau de la largeur de trois pans et des « encoulles » (contreforts) d'une cane de longueur, refaire les murailles du côté du fossé (1) faire huit fenêtres « de la haulteur de six pans et largeur de trois pans »..... deux portes de pierre de taille de la largeur et grandeur nécessaire... Item faire du bâtiment sur la muraille du côté du fossé de dix pans pour y loger une cloche. 3 galeries (tribunes), « les deux longues de la largeur de six pans, et l'autre, du bout du temple, de douze pans avec les ballustres carrés dans lesquelles galeries il y aura deux portes pour communiquer de l'une à l'autre... faire des degrés de pierre qui soient propres pour s'asseoir sous la galerie qui aura 12 pans de large, lesquels degrés iront jusques à 3 pans du plancher de la dite galerie, et du côté de la porte qui est devers la muraille, il y aura deux degrés aussi de pierre de chaque côté des portes pour monter aux dites galeries, percer le dit arceau en deux parts pour servir les dites galeries et entrer dans icelles. »

Nous pouvons nous représenter, d'après ces indications, un édifice rectangulaire, avec son campanile, ses deux entrées et ses huit fenêtres. A l'intérieur, ce qui nous frappe tout d'abord c'est l'immense arceau qui soutient la charpente (2), les galeries qui entourent le temple : dans le fond se trouve la chaire, à droite et à gauche, séparés par un passage, les bancs des hommes et ceux des femmes — puis les bancs réservés aux consuls, aux capitaines, aux catholiques, etc. Chaque famille « notable » a son banc et paye pour cela une redevance. Sous les galeries, des escaliers en gradins, s'élevant assez haut, peuvent recevoir beaucoup d'auditeurs.

Cet immense travail devait être exécuté pour la modique somme de 400 livres, mais le Consistoire ou le Conseil de ville devaient fournir la plupart des matériaux. Lorsqu'il fut terminé, il fallut le consolider à l'aide d'un puissant contrefort, « du côté du soleil levant et de l'entrée d'iceluy temple. »

(1) Ce fossé de la ville, c'est « l'Esplanade » actuelle.

(2) Le temple actuel du Collet, qui a pu échapper à la destruction en 1685, est construit sur les plans ordinairement employés au XVII^{me} s., et donne une idée de ce qu'étaient nos anciens Temples.

L'édifice put être inauguré au milieu de 1646. Les catholiques voulurent empêcher que le culte y fut célébré sous prétexte que le temple avait été bâti sur un fond dont le prieur était seigneur direct, mais l'affaire n'eut pas de suite (1). Le culte momentanément interrompu pour obéir à l'ordonnance rendue en 1646, par l'intendant de justice, fut toléré jusqu'en 1685.

Les Réformés de Florac ne pouvaient se consoler de la perte de leur cimetière. Tous les testaments que nous avons parcourus contiennent la disposition suivante : « désirant estre ensevely au simetière de ses ansestres et prédecesseurs. » Le besoin d'avoir un lieu commun de sépulture se faisait donc vivement sentir, mais les ressources faisaient défaut. Enfin le 30 août 1660, par acte passé devant le notaire Airal, le sieur Pierre Bancillon, consul, achetait moyennant un prix total de 370 livres des nommés Antoine Sevanier, lieutenant du juge, Robert Mazauric, Abraham Monenc, Antoine et Jacques Mazoyer, cinq pièces de terre dont la réunion forma le cimetière protestant. L'ensemble de ce terrain confrontait « du chef le chemin allant au Fourniol, du vent droit (Nord) le valat du Merdarel » (2) et des autres côtés, diverses propriétés. La surface totale était de 96 dextres.

Les protestants ne devaient pas jouir longtemps de leur temple et de leur cimetière. En 1685 le temple fut démoli et le terrain sur lequel il était bâti fut vendu à plusieurs particuliers. Le cimetière eut le même sort. Sur une requête qui lui fut présentée au nom de la ville, en vertu d'une délibération prise par le conseil général, le 18 octobre 1686, l'intendant de la province, de Lamoignon de Basville, rendit le 25 du même mois une ordonnance autorisant la communauté de Florac à vendre, outre divers autres immeubles, le cimetière protestant qui venait d'être désaffecté et à employer le prix à l'agrandissement du cimetière catholique.

M. Grégoire Vidal, archiprêtre des Cévennes et curé de Florac, possédait en cette qualité un petit jardin « de la contenance de 30 dextres joignant l'église du côté du midi et au-dessus du cimetière de M. le curé (3) se confrontant du midi avec le fondement de la muraille de la ville, ... de la bize avec la dite église, du levant avec

(1) Archives départementales, Lozère G. 984.

(2) Rue de Remuret, sur le plan cadastral actuel. C'est l'emplacement occupé aujourd'hui par le jardin de la cure et aussi en partie par les propriétés voisines.

(3) Le cimetière catholique.

le vieux cimetière et la place où était le vieux temple de ceux de la R. P. R. et du couchant avec un jardin de M^{me} de Montvert, le fondement de la muraille de la ville entre deux. »

On proposa au curé de céder ce jardin à la ville pour l'agrandissement du cimetière, et on offrit de lui donner en échange le cimetière « de ceux de la R. P. R. », d'une contenance de 96 dextres, confrontant « du chef à la maison de Jacques Rouquette, le chemin qui va de la dite Eglise au Fourniol, entre deux du pied les maisons et passages de Jean Chabrol, de la bize avec le valat appelé Merdarel et du midy avec les terres des hoirs d'Antoine Sevanier, des hoirs d'Antoine Fayet et en partie avec les terres des hoirs de Jean-Baptiste Saltet, passage et vial entre deux. »

Ces offres ayant été acceptées, l'échange fut réalisé par acte passé le 13 novembre 1686, devant Pierre Malafosse, notaire, et qui porte entre autres signatures celle du célèbre *abbé du Chayla*, récemment nommé inspecteur général des missions du diocèse. Il était stipulé par cet acte que les pierres de la muraille servant de clôture au jardin cédé par le curé, seraient employées à la construction d'une maison presbytérale. Enfin le sol du premier temple qui depuis la destruction de cet édifice avait été repris par le seigneur baron de Florac et inféodé en 1660 par François de Mirmand, alors possesseur de la baronnie, à François de Ranchin, docteur en médecine, fut aussi ajouté au cimetière (1). Ce sol diminué peut-être par des usurpations avait en 1687 une contenance de 8 à 9 dextres seulement.

Désormais, et pendant plus d'un siècle, les Réformés iront à la messe, recevront à leur lit de mort le « sacrement de pénitence et de l'extrême onction » et seront enterrés dans le « cimetière de la paroisse. » Ceux qui, voulant rester fidèles au culte de leur père, refuseront le secours des prêtres, seront trainés à la voirie.

§ 3. — LE COLLOQUE ET LE SYNODE PROVINCIAL

La réunion d'un certain nombre de Consistoires formait un *Colloque*. Florac fut tout d'abord rattaché au Colloque de Barre avec les Eglises suivantes : Saint-Martin-de-Cancelade, Molezon, Frutgères, Marvejols, Peyre, Saint-Léger, Le Roy. En 1571, une

(1) Cela résulte de l'acte analysé plus haut et d'un autre acte reçu le 4 juillet 1687, par le même notaire.

nouvelle division est ordonnée par le Synode de Nîmes. Les trois colloques de Barre, Saint-André et Saint-Germain ne formeront plus qu'un seul colloque qui prend le nom de Colloque de Saint-Germain et comprend 19 Eglises, savoir : Saint-Etienne, Saint-Privat, Saint-André de Lancise, Saint-Frezal et Saint-Maurice, Le Colet, la Melouze, Branoux, Barre, Saint-Julien, Frutgères, Marvejols, Saint-Léger, Saint-André, Valfrancesque, Saint-Marcel, Saumane et Saint-Martin, Gabriac. Le colloque devait se réunir quatre fois par an. Il avait pour but de recevoir les appels des Consistoires, il essayait de faire cesser les conflits qui pouvaient éclater entre les fidèles et le pasteur, ou entre fidèles. S'il ne pouvait réussir, il en référerait au Synode qui prenait toujours l'avis du Colloque de l'Eglise intéressée. Florac reçut souvent le Colloque. Il se réunissait en même temps que le Synode provincial. Pour nous rendre compte des travaux de ce corps, pénétrons le 26 juin 1667 dans la réunion du Colloque de Saint-Germain qui tient ses séances dans le temple de Florac, entre deux séances du Synode. Le Colloque s'est assuré la permission du roy, et un gentilhomme à perruque et épée, M. Jean de Bonnet, sieur de Vingt-Bouches, le représente. Les Eglises de Saint-Germain, Marvejols, Saint-Léger, Saint-Etienne, Saint-André-de-Valborgne, Barre, Vébron, Castagnols, Saint-Julien-de-Cassagnas, Saumane, Saint-Marcel, Saint-Flour-du-Pompidou, Saint-Frezal, Saint-Martin-de-Bobaux, Valfrancesque, Saint-Roman-de-Tousque, Fraissinet de Lozère, avaient envoyé leur ministre et leur ancien. Le Collet-de-Dèze, Frutgères étaient représentés par leur pasteur; l'Eglise de Saint-Privat par le sieur du Saut, ancien; celle de Saint-Hilaire-de-Lavit par le baron de Cadoine, ancien; Gabriac par Clément, ancien. Celles de Molezon, Brenoux, Saint-Martin-de-Lansucle, la Melouze qui étaient sans pasteurs, n'étaient pas représentées. Les absents qui n'avaient pas de motifs valables à fournir, étaient « mulctés », c'est-à-dire punis d'une amende. Ceux qui n'assistaient qu'à une séance du Colloque ou du Synode étaient censurés et mulctés de dix sols pour chaque séance.

Le sieur Roux, ministre, ouvre la séance et prononce la prière; puis prennent place au bureau M. Dapelly, pasteur du Pompidou, nommé modérateur, les sieurs Chavanon, pasteur de Vébron et Rampon, ancien de l'Eglise de Florac, comme secrétaires; le sieur Guichard, pasteur à Saint-Julien, comme porte-parole.

Le Colloque a à examiner la demande des habitants de l'Eglise de

La Salle et Montvaillant, qui se plaignent d'avoir été « surchargés dans le dernier tariffe. » Le Consistoire de Saint-Germain est chargé d'examiner l'affaire. — Des plaintes ont été portées contre les pasteurs qui négligent de visiter les malades : les familles doivent prévenir l'ancien de leur quartier ou le pasteur, sinon celui-ci ne sera pas blâmable s'il ne les visite pas. — Les Consistoires sont invités à veiller sur les légats des pauvres dont on ne prend pas assez de soin. — On blâme les changements trop fréquents de pasteurs. — Les Eglises devront se pourvoir de disciplines. — Enfin viennent les difficultés financières des Eglises. Nous relevons la suivante : « De l'Eglise de Vébron qui demande que les 25 livres que les habitants de Rousses donnent à Saint-Roman-de-Tousque soient données à Vébron vu la pauvreté et proximité du dit lieu de Rousses, qui jouit du ministère de l'Eglise de Vébron, et pour agrandir le temple du dit lieu. La Compagnie accorde pour cette année la subvention à l'Eglise de Vebron, mais le sieur Alméras, ancien de Saint-Roman, fait appel au Synode. »

Le Colloque s'occupait, on le voit, des objets les plus divers. Il avait aussi un budget. Il accordait des subventions au collège d'Anduze, à l'Académie de Nîmes (1) et même à celle de Die. Quand les échéances arrivaient, les impositions particulières dues par les Eglises n'étaient pas toujours rentrées : il fallait que l'ancien chargé des comptes du Colloque se préoccupât d'y faire face. En 1649, le sieur Saltet, de Florac, avance ainsi 100 livres.

Mais le Colloque ne peut prendre de décision définitive sans consulter le Synode provincial auquel peuvent toujours en appeler ceux qui ont à se plaindre des jugements prononcés par le Colloque sur les affaires de sa compétence. (2)

La réunion de plusieurs Colloques formait un Synode provincial. Florac fit partie jusqu'en 1612, du Synode de Bas-Languedoc,

(1) On possède quelques actes des Colloques de St-Germain, mais beaucoup sont perdus. Les actes des Colloques suivants ont été copiés par M. Auzière pour la Bibliothèque du Protestantisme : 1663 à St-André-de-V.; 1668 à Ganges; 1669 à St-Jean-du-G.; 1670 à St-Germain; 1671 à Sauve; 1672 à Lasalle; 1673 à St-André-de-V.; 1681 au Vigan (les actes sont aux *Archives nationales*, TT 240).

(2) Le Synode de St-André de 1663 décide que le Colloque de St-Germain payera au « sieur Darvieu professeur en l'Académie de Nîmes, la somme de soixante-sept livres quatre sols ». *Bibliothèque du Protestantisme*. Papiers Farelle.

lequel se divisait en classe basse et en classe haute ou Cévennes. Au Synode de Privas, « sur la remontrance des Colloques de Saint-Germain, d'Anduze et de Sauve, demandant d'être distraits du Synode du Bas-Languedoc pour faire une province à part », on décida de former le Synode du Gévaudan, qui prit plus tard le nom de Synode des Cévennes.

Plusieurs Synodes se sont tenus à Florac, en 1612, en 1654, etc. Le lieu de la réunion était fixé un an à l'avance. Au Synode de 1666 tenu à Florac, l'un des députés du Gévaudan demanda à la Compagnie de vouloir bien accorder la convocation du Synode de l'année suivante à l'Eglise de Florac. Il choisit en la personne de Montdrollet, pasteur à Molière, fut chargé du sermon d'ouverture.

Le samedi 25 juin 1667, et déjà la veille, on avait vu arriver, montés sur des mulets ou sur des chevaux, le seul mode de locomotion en usage alors, les ministres et les laïques députés au Synode. Ils furent accompagnés par un domestique chargé de ramener les montures. Tout ce monde s'installait comme il pouvait dans les mauvaises hôtelleries de la ville, quand il n'était pas reçu par des membres de l'Eglise. 30 pasteurs et 90 laïques trouvèrent réunis dans le temple où avaient lieu les séances du Synode. Beaucoup d'Eglises, surtout les plus éloignées, n'avaient pas envoyé d'anciens. Florac avait droit à deux députés laïques : c'étaient Arsal et Rancourt. M. de Montdrollet ayant prononcé la prédication d'ouverture, le Synode après la prière, ouvrit ses séances en présence de M. de Vingt-Portes, commissaire du Roy. M. Guillard père, pasteur de l'Eglise de Florac, fut nommé modérateur, M. de Méjean, pasteur de l'Eglise de Saint-Hippolyte, modérateur-adjoint, trois représentants des Colloques furent chargés de recueillir les actes.

Après l'installation du bureau, M. le Commissaire fit donner lecture des lettres qui l'accréditaient auprès de la Compagnie. Il prononça une allocution dans laquelle il exhorta à l'obéissance au Roy dont l'insubordination était de maintenir ses fides et sujets dans les libertés qui leur étaient accordées. Ils voudront bien se souvenir ne pas se réunir au Colloque dans l'intervalle d'un Synode à l'autre.

Le Modérateur répondit à M. le Commissaire en protestant de son attachement au Roy.

Des prédications devaient être données tous les jours, le Synode désigne ceux qui en sont chargés.

Les réunions du Synode étaient fort longues ; elles commençaient

à 6 heures du matin et la séance de l'après-midi « à 3 heures de relevée », mais de midi à 3 heures avait lieu la réunion des Colloques. C'étaient des journées bien remplies.

Le Synode s'occupe de la vérification des comptes des Colloques, des Eglises à pourvoir, de la discipline et des disputes entre pasteurs et laïques, des écoliers, des proposants, des appels des Colloques. Les directeurs de l'Académie de Puylaurens invitent le Synode à se faire représenter à l'examen de M. Gommarc, récemment nommé professeur. Le Synode remercie et répond qu'il sera satisfait de la délibération qui sera prise. Un représentant de l'Académie de Die réclame les arrérages dus par la province, il lui est donné satisfaction.

On le voit le Synode provincial ressemblait beaucoup au Colloque dont il ne différait que par le plus grand nombre de membres et l'importance de ses décisions.

Pendant ces délibérations onze écoliers sont admis à faire leurs compositions latine et française. Ils sont tous reçus sauf le sieur Dumas auquel on promet de « faire bonne considération de lui au prochain Synode. »

Les Eglises sont invitées à prendre plus de soin des « légats des pauvres » et un scindic est nommé pour y veiller... Les anciens devront être renouvelables par moitié chaque année ; les anciens sortants ne sont pas rééligibles. Un jeûne est prescrit le mercredi 23 novembre suivant « pour fléchir l'Eternel par nos prières et détourner par notre repentance son courroux et ses jugements. » La Compagnie s'occupe des moindres détails d'ordre intérieur : elle blâme et propose de censurer ceux qui resteraient couverts ou assis pendant la prière, de même les femmes qui affectent de s'asseoir au banc des hommes.

Le Synode se termina le 5 juillet ; il avait duré 10 jours. Bien des décisions concernant des Eglises particulières avaient été prises, des conflits avaient été tranchés, en général les partis acceptaient la décision du Synode avec une parfaite discipline. Quelques mécontents en appelaient au *Synode national* ; nous ne les y suivrons pas ; l'histoire et le fonctionnement de ce tribunal suprême des Eglises Réformées sont assez connus.

§ 4. — LES PASTEURS DE FLORAC DE 1561 A 1685

Antoine Coppié, ce ministre batailleur que nous verrons abandonner son Eglise pour guerroyer, fut le premier pasteur de Florac.

En 1562 *Dumas Louis*, ancien ministre d'Espaillon, nous est seulement connu par la mention qu'en fait Théodore de Bèze dans son récit du siège de Florac. Il ne dut pas y exercer longtemps les fonctions pastorales. En effet, le 14 août 1564, le baptême était administré à une fille du sieur Balmes, notaire, par M. *La Source*.

En juillet 1556, *Antoine Coppié* signait un testament.

En 1567 et le 9 avril, M. *François Porrelin* (ou *Porcelin*) « ministre de la Parole de Dieu », signait, comme témoin, le testament de Privat Rampon. L'acte ne dit pas s'il était pasteur de l'Eglise de Florac.

La même année 1567 on retrouve *Antoine Coppié* à la tête de son ancienne paroisse, et le 31 août il baptisait un autre enfant du notaire Balmes, ce qui semble indiquer que *Coppié* fut pour Florac un pasteur intermittent.

Justamond Etienne représente, en 1570, l'Eglise de Florac au Synode du Bas-Languedoc, tenu à Sauve. Il est « donné » à l'Eglise de Barre. Des difficultés financières semblent avoir occasionné son départ : « M. Justamond se plaint des arrérages. Il est décidé qu'il sera mis « à distribution ». C'était l'expression consacrée pour indiquer qu'un pasteur pouvait être réclamé par une autre Eglise.

Voici ses différents postes : Saint-Etienne-de-Valfrancesque, 1568; Barre, 1570-1572; Saint-Germain, 1581-1582; les Vans, 1582-1584; Cournonterral, 1587-1594; Vézenobres, 1594-1595.

Jean Malgoires figure sur « l'Etat général des ministres résidant dans les diocèses de Nîmes, Uzès, Mende, y compris Ganges » en juillet 1568.

Il y a 27 pasteurs dans le « Gévaudan » M. « Melgoyres » servait à Florac. « M. Jehan Fornier ayant femme et enfans », est à St-Laurent-de-Trèves, mais il est changé la même année à « Chamborigou du diocèse d'Uzès. » En 1570 Jehan Malgoires, ministre de Barre, assiste au Synode du Bas-Languedoc, tenu à Sauve, le 4 octobre. Les actes de ce Synode (p. 27) relatent un fait très important : « L'Eglise d'Espagnac redemande M. Malgoires par lettre. Conclud qu'il retournera à son Eglise d'Espagnac et pourra servir Florac, au préalable ayant satisfait les ministres qui l'ont

servy auparavant et jusques ce fait, n'y fera aucun exercice. » M. Justamond n'était donc pas le seul à ne pas avoir été payé. Il résulte de ce document que M. Malgoires aurait été pasteur à Ispagnac, vers 1569, puis aurait été donné à Barre et serait retourné enfin à Ispagnac.

Dès 1571, il est porté comme ministre de Florac et assiste au Synode du Bas-Languedoc à Nîmes.

De 1576 à 1581 nous le trouvons à Saint-Germain. En 1581, étant pasteur à Genolhac, il remplace pendant quinze jours M. de Chambrun à Nîmes. Il dessert ensuite les postes suivants : en 1584 Montagnac ; de 1587 à 1591, Florensac, et de 1592 à 1596, revient à Genolhac. Il meurt en 1596. Nous trouvons sa veuve inscrite au budget pour une pension.

Nous n'avons aucun détail sur la période de 1572 à 1579.

Jacques Berthet était marié à une demoiselle Escalier, de Bédouès ; il vint à Florac en 1579 et y exerça le ministère pendant plusieurs années. Il avait desservi successivement Saint-Aignan et Montrichard (1561). Saint-Ambroix (1568-1572). Nous le retrouvons à Florac en 1583 : Le 15 mars de cette année, assisté de Jean Sevanier, sieur des Chazes, Jean Bornie, syndic des pauvres, Antoine Malzac, Jacques Malafosse, Gabriel Despinassou, Jean Sevanier, de Salièges et autres du Consistoire, il passait avec Georges Maurin, notaire, un acte de transaction intéressant l'hôpital de Florac.

Le 22 novembre 1585 il était toujours pasteur de Florac, et achetait du sieur Escalier une partie de la métairie d'Arigès.

En 1587, l'Eglise de Florac était vacante depuis longtemps ; le Synode tenu à Saint-Etienne-de-Valfrancesque s'en occupe : « L'Eglise de Saint-Germain-de-Calberte a été exhortée examiner l'Eglise de Florac, et le Colloque est chargé de pourvoir par semestre de *M. Rolin* un temps, et après lui de *M. Guyot*, l'espace de trois mois les uns après les autres. »

En 1588, *Laurent Baldran* pasteur à Saint-Etienne (1569-1570) est installé provisoirement à Florac, au Synode du Bas-Languedoc : « L'ancien de Florac a requis confirmer à toujours M. Baldran à la dite Eglise. »

Il y avait plusieurs difficultés, d'abord, il changeait de Colloque ; mais « il s'en remet au Synode dont il dépend tant qu'il « sera au pays » car « il appartient au roy de Navarre ». Il avait dû être élevé aux frais de la province de Béarn qui l'avait « prêté » à la province du Bas-Languedoc. Il pouvait donc être rappelé. Il est confirmé à Florac

jusqu'au prochain Synode et le Colloque doit pourvoir à son « entretienement. »

En 1589, M. Baldran demande au Synode d'Anduze d'« estre deschargé de son Eglise de Florac pour raison des ennemis qu'il y a ». L'ancien ayant été entendu, l'affaire a été remise au Colloque, dont nous ne possédons, malheureusement pas les actes. L'affaire dût s'arranger. En 1890, il est appelé à faire un voyage en Béarn : il demande à jouir de son traitement et prie le Colloque de veiller à ce que son Eglise lui fournisse une maison commode pour son « estude ».

L'ancien répond que l'Eglise est décidée à lui régler 400 livres et une maison, plus cinquante livres pour son voyage, et le Colloque s'occupe de pourvoir à son logement. On lui continuera son traitement pendant les trois mois que durera son voyage, et on lui assurera « trois quartiers ». « Le Colloque aura soing de visiter l'Eglise en son absence. »

Comme M. Laurent Baldran doit accompagner M. de Châtillon à son voyage en cour, le Synode lui remet des lettres pour M. le comte de Turenne et autres, qu'il sera besoing, pour obtenir du roy de quoi pouvoir entretenir « le Ministère de l'Eglise. »

En 1591, M. Baldran n'est pas revenu dans la province. L'Eglise de Florac est déclarée vacante et le Colloque de Saint-Germain est invité par le Synode du Bas-Languedoc à « s'employer par tour à la servir. » Parmi les pasteurs chargés de la desservir, M. de Croy, ministre de Meyrueis, y fut appelé le premier, pour quinze jours. Il dût plaire à la population et trouver le séjour de Florac aussi agréable que celui de Meyrueis, où d'ailleurs, il avait reçu « plusieurs grandes indinités. » Le 2 mai 1593, noble personne, François de Croy passait avec les Consuls de la ville et paroisse de Florac, une convention par laquelle il promettait de venir exercer son ministère en l'Eglise de Florac, « et y demeurer tout le reste de ses jours. » Le traitement qu'on lui offrait était très avantageux (500 livres), mais le Colloque et le Synode ne durent pas ratifier le choix de l'Eglise et de Croy demeura à Meyrueis (1).

Le 25 janvier 1594, les consuls Jean Airal et Etienne Rodier traitaient avec *Abraham Junny* (ou Junin), ministre de la Parole de

(1) François de Croy était un ancien chartreux qui jouissait d'une grande réputation de savoir et d'éloquence. En 1596 il publia un *factum* intitulé : « Réplique à la réponse diffamatoire de maitre Adam Heurtelon, prétendu évêque de Mende, contre la réalité du sacrement de l'autel et le célibat des ecclésiastiques. »

Dieu, lequel s'engageait à desservir l'Eglise de Florac moyennant 400 livres de gages, un logement, et ses frais de voyages pour aller aux Colloques et Synodes. Junny était originaire de Montpellier. En 1589 il fut présenté au Synode du Bas-Languedoc : « M. Justamond a présenté le dit Junin pour estre reçu à la proposition. Le dit Junin ouy de ses conversations a requis la compagnie luy aider pour estudier... Les frères de Nismes s'employent pour lui trouver une condition à Nismes. » Il dut donc étudier à Nismes pendant quelque temps. Le 19 mai 1594, Junin assiste comme ministre au Synode du Bas-Languedoc, tenu à Nismes.

Le Colloque de Saint-Germain décida d'envoyer M. Robert, pasteur de Saint-Germain, à Florac et d'appeler M. Junin à Saint-Germain. L'ancien de Florac s'opposa à cette décision et M. Robert, déjà vieux, demanda à être mis « en distribution. » M. Junin est définitivement « donné » à l'Eglise de Florac : le traité du Consistoire était donc confirmé. Dès le 12 avril 1595, le Synode décide que M. Junin servira pendant six mois l'Eglise de Marvejols. Pendant ce temps le Colloque « aura soing de Florac. » — Ce temps écoulé, Junin revint à Florac, et le 2 août 1596 il assista au Synode qui le met, lui et son Eglise de Florac « en distribution. » Nous le retrouvons à Poussan de 1595 à 1598; à Montagnac de 1598 à 1602; en 1603 à Saint-André; de 1603 à 1605 à Montdardier et en 1606 à Saint-Pargoire.

Le 21 août 1596, le Synode de Montpellier décide que *M. Cailleteau* « sera donné à l'Eglise de Florac pour touciours pourveu qu'il n'y ait cause de l'oster. » Il était resté un an à Montfrin. C'était un homme « de petite taille, quarré d'épaules, ayant la face large et la vue courte. » En 1597 il assiste au Synode de Sauve dans lequel on lui rappelle qu'il est chargé de l'Eglise de Saint-Julien « pour la servir comme ayant esté jusqu'ici jointe à celle de Florac. »

M. Cailleteau avait été nommé pour la vie à conditions. Il eut une affaire malheureuse et le Synode le censura grièvement pour démentis et autres offenses envers M. de Chavanon : il fut exilé en Auvergne, pour desservir les Eglises de cette région qui se trouvaient sans pasteurs. M. de la Croix, gouverneur de Florac, « au nom de Monseigneur le Conestable » demanda que le ministère de M. Cailleteau fut continué à l'Eglise de Florac et supplia le Synode de ne pas changer si souvent les pasteurs. Le Synode se contenta de lui répondre qu'il voulût bien ne pas trouver « étrange » qu'on ne pût lui accorder sa demande. Cailleteau obéit au Synode et se

rendit en Auvergne où il fut très malheureux. Il en desservit pendant deux ans les Eglises, sans recevoir de salaire. Le Synode de 1601 lui paya « 60 escus sur les deniers du Roy » et il fut envoyé à Frugères. En 1603 nous le trouvons à Castagnols, puis au Pont-de-Montvert (1603-1605). De 1605 à 1606 il est au Collet-de-Dèze, et en 1607 revient au Pont-de-Montvert, puis retourne au Collet jusqu'en 1609. A cette date, il est à Castagnols. En 1617, au Synode national à Vitré, il figure parmi les ministres déposés « pour malversations. »

Une dispute théologique qui eut lieu en 1604, avec le P. jésuite Gabriel Voiret, nous révèle seule la présence à Florac de *Ricaud*, ministre; il y resta sans doute peu de temps.

Guillaumenc Pierre est pasteur à Florac dès 1604. Il était originaire de Saint-Jean-du-Bruel, en Rouergue. En 1595, le Synode de Montpellier lui avait donné la main d'association et l'avait appelé à Saint-Germain; il devait desservir en même temps Cassagnas et Saint-Martin. En 1596 il est à Aumessas et de 1598 à 1604, à Cournus. Le Synode de 1605, auquel Guillaumenc assiste comme ministre de Florac, « le perpétue à l'Eglise de Florac. » Il assiste ensuite aux Synodes d'Alais (1606), d'Aigues-Mortes (1607), d'Anduze (1608) et du Vigan (1609). — Dans les registres du Consistoire de Saint-Jean-du-Bruel on constate que Guillaumenc, pasteur à Florac, est venu prêcher dans cette Eglise, le 16 novembre 1616. L'année suivante il vient encore prêcher, mais est désigné comme ministre de Saint-André. Cependant, dans la liste générale des pasteurs de 1617, il est porté comme pasteur de Florac. Nous pouvons en conclure qu'il fut changé dans le courant de l'année 1617. Il y est encore en 1620. En 1626 nous le trouvons à Saint-Laurent-le-Minier et en 1637 à Avèze.

En 1611, *Thérond [Théodore]*, pasteur d'Aigues-Mortes avait été prêté à l'Eglise de Florac. Mais le sieur Thérond proteste devant le Synode national de Privas, qui ordonne de le pourvoir d'une autre Eglise. Thérond, proposant en 1605, était originaire de Meyrueis et fils de François Thérond. Il fut reçu au saint Ministère après avoir été examiné et « trouvé capable » par le Synode de Montpellier. Il est donné à l'Eglise d'Aimargues.

Garacol Jean figure sur la liste générale des pasteurs comme ministre de Florac en 1620.

En 1622 *Jacques Guizard*, ministre, assiste à l'élection des Consuls qui avait lieu au Temple, suivant l'usage adopté depuis la Réforme. Il figure comme ministre à Florac sur la liste générale de 1626 et y reste pendant toutes les guerres de Rohan. Très actif, il allait

prêcher hors de Florac, aussi le curé des Bondons, Pierre Sabajol, se plaint-il de ce que Jacques Guizard est venu prêcher dans le lieu de Colas « où ministre n'avait jamais presché » (1).

En 1637, d'après le catalogue général, *Jacques Repasseau* est nommé pasteur à Florac. Il y était déjà depuis l'année précédente. Nous avons son portrait : « C'était un homme de moyenne stature, il avait la face rouge et les yeux chassieux. » Reçu en 1606, il exerça successivement à Manas, en Dauphiné (1606-1615); à Châteauneuf-de-Mazenc (1615-1619); à Livron (1617-1623). Il fut déposé de 1623 à 1626, mais réintégré dans sa charge, et nommé à Pailhat (1626-1631). De Florac, il alla à Saint-Laurent-le-Minier. Il finit tristement sa vie, déposé pour des crimes « très énormes. » Au nombre de ces crimes figure celui d'avoir abandonné le ministère à l'âge de 70 ans! En 1638 le Synode provincial, tenu à Florac, accorde pour ministre à la dite Eglise *Jérémie Robert* et le 1^{er} août 1638 passe un acte avec Albaric Liquières, consul de la ville. Le 25 septembre 1640, Robert, encore pasteur de Florac, signait comme témoin, le testament de Louise de Belcastel, femme d'Antoine de Saint-Martin, seigneur de Vanmale, gentilhomme protestant qui avait embrassé le catholicisme.

Un pasteur *Guizard*, peut-être le même que celui dont nous avons déjà parlé, ou son homonyme, exerça, croyons-nous, à Florac de 1640 à 1644. Mais nous n'en avons aucune preuve absolue.

Au mois d'août 1644, *Pierre Barjon*, qui avait épousé une fille de la famille des Belcastel, seigneur de Montvaillant, vint exercer à Florac les fonctions pastorales, et fut définitivement admis, après un an d'épreuve. Son ministère fut très bienfaisant : il put contribuer à la reconstruction du temple, à cause de ses nombreuses relations et de sa situation de fortune personnelle. Pierre

(1) Dans les registres du Consistoire de St-Jean-de-Gardonnenque, le 10 Juin 1635, nous trouvons la mention suivante « a été proposé par M. Bony que jeudy dernier 7 de ce mois se serait adressé par devers luy un homme mandé par MM. du Consistoire de Florac, avec une lettre d'eux, et une autre de M. Barjon, ministre, pour le supplier de prêcher dimanche prochain à leur Eglise, ayant grand besoin de consolation à cause que le saint Ministère y a esté interrompu par l'espace d'un an environ... a esté conclu et délibéré que le dit sieur Bony s'en ira dimanche prochain, 17 de ce mois, à la dite Eglise de Florac, pour y prêcher, le dict jour ». Il en résulte que Barjon était déjà ministre à Florac, mais empêché de prêcher ce jour-là, il aurait fait prier le pasteur de St-Jean-du-Gard de le remplacer.

Barjon mourut à Florac le 18 octobre 1652 des suites d'une chute qu'il avait faite un an auparavant, en se rendant au château de Montvaillant. Pendant sa maladie, il fut suppléé par divers pasteurs des environs, notamment M. Roussel, de Saint-André-de-Valborgne, qui bénit, le 7 juin 1652, le mariage de Claude Gentil, seigneur des Faux. Il laissa un fils, Guillaume Barjon, qui fut pasteur au Pont-de-Montvert (1660-1663), à Vébron (1663-1666), à Barre (1666-1667), à Saint-Marcel-de-Fontfouillouse (1677-1685) et qui, à la Révocation, se réfugia à Aarau (Suisse) où il dirigea une Eglise française.

Le 21 juillet 1657, le sieur Héral, ancien de l'Eglise de Florac, requiert le Synode de la province des Cévennes et Gévaudan, réuni à Anduze, de « bien vouloir accorder le ministère du sieur Sauvage, fils, comme leur estant en très-grande édification; ouy le sieur Sauvage, se remettant à la volonté de la compagnie, sa demande a esté octroyée et ont été exortés de se rendre les devoirs réciproques. »

Sauvage était installé depuis peut-être plus d'un an à Florac, puisqu'il était déjà censuré par le Synode pour avoir desservi sans titre Saint-Laurent-de-Trêves. Il fut admis aux honneurs de la séance avec voix délibérative, malgré les protestations de ceux qui lui en contestaient le droit, sous prétexte qu'il n'était pas encore pasteur de la province. Il avait été pasteur à Vallon, et était fils de François Sauvage, de Saint-Hippolyte, docteur en théologie, et pasteur comme lui. L'un de ses frères, Maurice Sauvage, exerçait le ministère à Barre en 1657. Un autre frère, René, étudiait la théologie.

Le 26 novembre 1657, François Sauvage épousa Isabeau Liquière, fille d'Albaric Liquière, bourgeois de Florac.

En 1659 survint l'affaire des capucins (1). Sauvage fut condamné, mais non exécuté. Il continua l'exercice de son ministère pendant de longues années. En 1676 il est pasteur à Saint-André-de-Valborgne, en 1680 à Saint-Julien-d'Arpahon, en 1682 à Monoblet. En 1686 nous le retrouvons à Florac où il habite avec son fils, nommé, comme lui, François, lequel était docteur en droit et avocat, et fut bientôt investi des fonctions de bailli. L'ancien pasteur passa complètement inaperçu et mourut le 28 octobre 1703, âgé de 80 ans. Le clergé l'ensevelit en terre sainte. On ne dit pas s'il reçut les

(1) Voir au chapitre suivant.

derniers sacrements, mais c'est sous-entendu par le fait même qu'il fut enterré par les soins du clergé (1).

Jacques Guichard, qui signait de Guichard, était pasteur à Florac, en 1660. Nous le voyons assister, en 1663, au Colloque de Saint-Germain, tenu à Saint-André-de-Valborgne, le 23 mai. Il avait un fils, pasteur à Saint-Marcel. Il eut maille à partir avec les capucins qui dressèrent, ou firent dresser, contre lui, un mémoire relatif aux contraventions aux édits, qu'il aurait commises.

En 1667, au Synode de Florac, « le consul de la religion de la ville de Florac, ayant produit une délibération de certains habitants de la ville, qui demandent la décharge du ministère du sieur Guichard, et le sieur Guichard et l'ancien de l'Eglise de Florac ouïs, la Compagnie a ordonné que le ministère du sieur Guichard serait continué à la dite Eglise, la demande du sieur consul ayant paru frivole. » Toutefois, probablement après la consultation du Colloque, dans une autre séance, le Synode décida de prêter le ministère de Guichard, père, à Saint-André-de-Valborgne, pour un an, et celui du sieur *Blanc*, pasteur à Mandagout, à l'Eglise de Florac. Ce temps écoulé, l'un et l'autre seront libres de rester dans ces Eglises.

Jacques Blanc était originaire de Meyrueis; il avait le titre de docteur en théologie. En 1668, il assiste au Synode de Ganges. Il y fut chargé de l'une des prédications. Au Synode de 1669, le sieur Saltet, ancien, requiert la Compagnie d'affecter définitivement le sieur Blanc, à Florac. En 1670, il assiste au Synode de Saint-Germain-de-Calberte et il est nommé modérateur du Colloque. Nous le trouvons dans tous les Synodes : Sauve (1671); Lasalle (1672); Saint-André (1673). Meyrueis (1674). En 1675, il remplit les fonctions de secrétaire au Synode d'Anduze. En 1677 à Saint-Jean-de-Gardonnenque, en 1678 à Anduze. Il est secrétaire du Colloque de Saint-Germain en 1681 et la même année il est cédé, par le Synode du Vigan, à l'Eglise d'Aulas. Jacques Blanc fut interdit au mois de

(1) La descendance ne s'est éteinte, dans le pays, qu'au commencement de ce siècle. Voici le procès-verbal de l'état-civil : « Le 28 octobre 1703 décéda sieur François Sauvage, âgé de quatre-vingts ans, de Florac, dont le corps fut enterré au cimetière de la paroisse, en présence de l'assemblée et des soussignés avec nous *Barrandon*, curé; *Leblanc*; *Delapierre*. Une petite-fille du pasteur Sauvage fut mariée par l'évêque de Mende à Jean Vincent, apothicaire, *ancien catholique*; comme elle était *nouvelle convertie*, elle reçut une gratification de 400 livres (1731). Archives de l'Hérault, C. 389.

novembre 1684. Il abjura au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes.

Le dernier pasteur de Florac fut *Raymond Bastide*. Nous n'avons sur lui que fort peu de renseignements. Il s'éloigna de Florac dont le séjour lui avait été interdit, abjura et resta en France.

CHAPITRE III

LES GUERRES DE RELIGION

Florac, devenu l'une des plus importantes places fortes du parti protestant, en Gévaudan prit une part active à toutes les guerres de religion. Nous devons nous borner à énumérer les différentes phases de ces guerres, qui durent de 1562 à 1629, et dans lesquelles la ville joue un certain rôle.

Sous le règne éphémère de François II, tandis que les Médicis et les grands de la Cour, prompts à profiter de la faiblesse du roi, essaient de s'emparer du pouvoir, le parti protestant s'organise. Un conflit va naître qui livrera le pays, et en particulier le Gévaudan, aux horreurs d'une guerre civile. Après une soumission absolue et aveugle à un clergé ignorant, les cévenols soupirent après une liberté complète. Bientôt aigris par les inexorables édits renouvelés sans cesse contre eux par les Valois, les religionnaires excités par le prince de Condé et Coligny, rivaux implacables de la Maison de Guise, se soulèvent, et protégés par le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, ils se montrent puissants dans toutes les Cévennes.

Le massacre de Vassy (avril 1562) donna le signal de la révolte. Les protestants s'étaient bornés jusque-là à « tomber les croix » dans les villes ou villages des environs. Le 25 décembre 1561 ils s'étaient approchés de la porte de Soubeyran, à Mende, et avaient démoli la croix qui s'y trouvait. Profitant de la fête de Pâques, ils voulurent s'emparer de cette ville pour la « sortir hors l'obeyssance du Roy et la mettre à la leur » (1). Ils y réussirent, le mois de juillet suivant : après avoir pillé le trésor de l'Eglise de Quézac, brûlé « une image de Notre-Dame fort renommée », pris le château fortifié qui servait de résidence au chapitre de chanoines, fondé à Quézac par Urbain V, ils vinrent mettre le siège devant Mende qui dut capituler au bout de quelques jours. Cette troupe était commandée par Claude de Roure, ancien prieur des Vans, « premier apostat de la maison de

(1) V. *Documents historiques sur la Province de Gévaudan*, par G. de Burdin, Toulouse 1846, t. I, p. 4 et ss.

Roure » (1) et composée de 200 hommes. Parmi eux nous avons le regret de rencontrer le pasteur de Florac, Antoine Coppié qui, selon l'expression originale de Th. de Bèze, « faisait du capitaine, au grand scandale de plusieurs. » Il avait suivi ou peut-être entraîné ses paroissiens, prêchant contre les croix, les autels, les images; nous voyons cette bande iconoclaste s'acharner contre les couvents, les chapelles et tout saccager dans les Eglises. Du Roure laissa Coppié dans la ville avec une faible garnison; il en profita pour prêcher dans la cathédrale, mais son éloquence ne produisit pas grand effet sur une population composée surtout d'ecclésiastiques et de pauvres gens que le clergé catholique faisait vivre. Le 1^{er} août 1562, le capitaine Trélans, gentilhomme catholique, entra par surprise dans la place et fit prisonniers Coppié et les 25 soldats qui étaient avec lui. Ils furent heureusement délivrés le 27, par les troupes protestantes qui venaient de s'emparer de Chirac : elles ne purent rentrer dans Mende et elles se replièrent sur les Cévennes.

Les troupes catholiques, passant tout à coup de la défensive à l'offensive, allèrent les assiéger dans Florac. Le baron de Saint-Vidal, La Fare, Trélans et d'Apchier les commandaient. C'était du renfort que le Gévaudan envoyait à Joyeuse pour assiéger Montpellier (2). D'Apchier, apprenant la défaite de Saint-Gilles, au lieu d'aller en toute hâte soutenir l'armée catholique, préféra attaquer une ville dont il pensait pouvoir s'emparer facilement.

Il n'y avait en effet que peu de monde pour la défendre, ou du moins peu de gens capables de soutenir et de diriger un siège. « De faict, il n'y avait que huict soldats qui sceussent ce que c'estoit que la guerre », dit Th. de Bèze, qui nous a laissé le récit du siège de la ville (3). Un vaillant soldat, Boissi, de Montpellier, était leur chef. « Mais plus estoient foibles les assiegés, plus apparut la puissance de Dieu en leur delivrance vraiment miraculeuse; car ayant esté la ville assiegée l'espace de huict jours, batue, assaillie par escalades et tentée par la sappe, les assaillans n'y ayans gagné que des coups, furent finalement contraints d'abandonner le siège à leur grand'honte et confusion, aux premieres nouvelles qu'ils ouyrent que *Baudiné* (comte de Crussol) venoit au secours des assiegés. » Les femmes de Florac (et l'une d'entr'elles en parti-

(1) Archives départementales, Lozère G. 971, manuscrits cités.

(2) *Histoire du Languedoc*, t. XI, p. 420 et 421.

(3) *Histoire ecclésiastique*, t. III, p. 230 et 231.

culier), se révélèrent comme des guerrières de premier ordre. Elles faisaient elles-mêmes les rondes sur les remparts « tirans arquebouzades, outre la diligence incroyable à jeter pierres et bois sur les assaillans, faisant aussi un merveilleux devoir de prier Dieu et d'encourager chacun leur ministre nommé Louys Du Mas, auparavant ministre d'Espaillon. »

Boissi eut une conduite admirable. Blessé mortellement pendant le siège, il dissimula sa blessure pour ne pas décourager ses soldats. Après la victoire, il était trop tard pour la soigner : il mourut, victime de son dévouement, emportant les regrets de la population qu'il avait réussi à délivrer.

Le 19 mars 1563, Catherine de Médicis signait avec Coligny la paix d'Amboise. Elle eut pour conséquence l'établissement à Florac d'une garnison catholique chargée de faire exécuter les conditions d'un traité qui avait comme disposition principale le rétablissement des ecclésiastiques dans leurs églises, maisons, biens et revenus.

Les catholiques furent les premiers à violer le traité de paix. Le 5 avril 1563, (1) le baron de la Fare, commandant à Mende, vient mettre le siège devant Florac. Le motif de cette équipée était des plus frivoles : Il aimait une jeune fille d'une rare beauté, dont il voulait s'emparer à tout prix ! « Mais Dieu ne permit une telle meschanceté. » Le sieur de Beaudiné délivra encore une fois la ville et la jeune fille.

En 1568 les troubles continuent. Joyeuse dans une lettre à Damville (2) annonce que les protestants ont évidemment de mauvais desseins ; ils se réunissent en troupes nombreuses dans les montagnes ; ceux de Privas et de Florac défendent tout exercice de la religion catholique dans leurs villes ; la population entièrement protestante ne peut être maintenue dans l'obéissance à l'Edit de paix par la garnison.

Le 8 octobre 1569 les huguenots sont les seuls maîtres de la ville et du château autour duquel se livraient tous les combats. Il appartient tour à tour aux protestants et aux catholiques.

Les troubles continuent jusqu'au mois d'août 1570. Ils cessent avec « l'Edit de paix » pendant deux ans.

En 1572, après la Saint-Barthélémy, ils reprennent de plus belle.

(1) *Histoire ecclésiastique*, Th. de Bèze, t. III, p. 235. — *Histoire du Languedoc*, t. XI, p. 434.

(2) *Histoire du Languedoc*, t. XI, p. 505.

Les huguenots sont maîtres de la ville de Marvejols, du Château de Peyre, « Marchastel et toute la terre qui en dépend », de la ville de Florac « avec toutes les Cévennes qui sont de grande étendue. » (1)



LE CHATEAU DE FLORAC AU XVIII^{ME} SIÈCLE

La paix générale de 1576 ne dure pas longtemps. M. de Saint-Vidal qui a remporté quelques succès dans le Haut-Gévaudan, voudrait s'emparer des « forts restans encores audict pays ez mains des dictz ennemys, tenant le parti de la R. P. R. pour leur fere rendre l'obeyssance qu'ils doivent à sa dicte majesté... joint que si l'on diffère plus avant estant ce pays monteux et subject, advenant l'automne et l'hiver à pluies, neiges et froids » (2) et il signale Florac,

(1) *Histoire du Languedoc*, t. XII, p. 1021.

Charles IX écrit à Damville le 12 octobre 1572 : « Mon cousin, après l'exécution advenue en la personne de l'Admiral, craignant que ceulx de la nouvelle opinion ne se saisissent de quelques places du pays de Gévaudan, au préjudice de mon service, pour estre les plus forts en iceluy, je depeschay des lors le cappitaine Combelle pour se rendre au dict pays et pourveoir à la seureté des places d'iceluy; mais quelque diligence qu'il ait sceu faire, ayant asseuré les villes de Mende et chasteau de Chanac, il a esté prévenu des autres qui se sont emparés des lieux de Marvejolz et Florac et quelques autres dans les Cévennes, desquelles ils ont chassé la pluspart des catholiques, gens d'église et mes officiers mesmes, et d'autant que c'est un feu qui pourrait s'eslargir et estendre plus avant... » Le roi invite Damville à envoyer un député pour essayer de ramener par la douceur et la persuasion ceux qui tiennent ces places.

(2) Archives départementales, Lozère G. 813.

Quézac, Rocheblave etc., comme occupés par « les rebelles au Roy et turbateurs du repos public et faisans innumérables meurtres, massacres, bruslemens, pilleries, concussions, tyrannies et autres excès. »

Nous avons sur la politique de Henri de Navarre, en Gévaudan, de curieux documents (1). Il écrit le 2 août 1578 à l'évêque de Mende l'appelant son « meilleur et plus assuré amy »; il repousse toute la responsabilité des événements, mais il prodigue sans cesse aux chefs du clergé, des témoignages de sympathie; il leur fait part de son désir de les dédommager de tout son pouvoir du tort que leur causent ces luttes auxquelles il ne se laisse entraîner que par l'intérêt de sa race; mais toujours diplomate, en même temps qu'il accueille les plaintes de monseigneur de Beaune, évêque de Mende, il nomme de Merle, gouverneur de Gévaudan. On sait les excès que le fameux capitaine commit dans tout le pays et en particulier à Mende dont il s'empara vers la fin de 1579. Le 1^{er} janvier 1580, le Béarnais écrit encore : (2) « M. de Mende, vous pouvez bien penser que si j'avois autant de puissance sur ceulx qui ont surpris la ville de Mende et commis en icelle les excès et actions dont vous m'écrivez, je n'eusse pas attendu votre prière à y pourvoir et vous devez estre assuré que vous ne me requerez jamais de chose où j'aye moien de vous fêre plaisir, dont je ne vous grattifie tousjours de très bon cœur... » Il répond à une lettre de recommandation de « Madame sa belle-mère, Madame la princesse de Condé » qu'il « n'a aucun moyen de sévir contre ceux qui ont surpris sa ville à mon grand regret et *au scandale de la religion réformée...* » Merle n'en continue pas moins ses exploits. Il s'empare de Chanac, puis de Quézac et d'Ispagnac avec l'artillerie qu'il a fabriquée en faisant fondre les cloches de la cathédrale de Mende. C'est là qu'il opère sa jonction avec le capitaine Gondin chargé par le prince de Condé d'enlever la ligne des postes occupés par les catholiques entre Mende et les Cévennes.

Il vint ensuite dans le voisinage de Florac et s'empara de « l'Eglise collégiale de Bédouès, mit à mort tous les chanoines, capitaines, soldatz et autres personnes qui y estoient; il emporta tout ce qu'il y trouva à cause que ces trois lieux (Quézac, Ispagnac et

(1) Archives départementales, Lozère, carton A. 415. Cité par Burdin, t. I, p. 49.

(2) Archives départementales, Lozère, carton B. 27 bis.

• Bédouès) tenaient bon pour Sa Majesté et la religion catholique » (1).

Florac, occupé par les religionnaires, ne fut pas attaqué par le capitaine Merle, qui se contenta d'y faire faire de « grandes assemblées. » (2) Il s'agit évidemment de réunions politiques des députés des villes du Languedoc (3).

Le 26 novembre 1580 la paix était conclue à Fleix entre le duc d'Anjou et le roi de Navarre, les commis et députés du diocèse, au lieu de poursuivre l'exécution des moyens coercitifs résolus par les états de Saugues, ouvrirent les négociations. Merle refusa d'obéir aux ordres qui lui étaient apportés par M. le *Porte-manteau* du roi de Navarre et M. Lambert, un de ses gentilshommes. Il voulut connaître les intentions du prince de Condé et des Eglises Réformées des Cévennes. Il se décida à accepter la paix le 14 mai 1581 : il consentit à évacuer Mende, mais on devait lui donner 6.500 écus, quarante mulets pour emporter ses « ardes et meubles ». Enfin le baron d'Apchier devait lui vendre Salavas et Lagorce, moyennant un prix dont le pays se rendit solidaire pour 8.000 écus (4).

Les députés du Gévaudan, pour assurer la paix dans le pays, conclurent un accord que les deux partis devaient observer. Il était convenu que l'évêque de Mende pourrait « aler ou envoyer ses docteurs prescher la parole de Dieu tant en la ville de Florac que ez aultres endroicts des Cévennes » (5) où les ecclésiastiques pourront jouir de leurs bénéfices et demeurer sans être inquiétés. Par contre les réformés resteront libres d'exercer leur culte partout où il est institué. Les impositions pour les garnisons catholiques ne seront pas perçues sur les protestants et inversement. Les laboureurs, les marchands pourront vaquer à leurs affaires. Les voleurs devront être signalés, les étrangers ne devront pas être reçus.

Tout cela était très beau, mais il en fut de ce traité comme des autres : Montmorency et Joyeuse ne purent s'entendre et les intérêts de la politique les arma de nouveau.

Aux Etats du Gévaudan en 1583, les consuls de Florac et de

(1) *Histoire de la cruelle guerre de Merle*, cité par de Burdin, t. I, p. 21, 2 vol. in-8°, Toulouse, impr. Lachapelle (1866).

(2) *Histoire de la cruelle guerre de Merle*, cité par de Burdin, t. I, p. 37. Il y a beaucoup d'exagération ; il est certain qu'il tua tout au plus un ou deux chanoines.

(3) V. Hugues, *Histoire de l'Eglise réformée d'Anduze*, p. 135.

(4) Archives départementales, Lozère, reg. 353.

(5) Burdin, p. 39 et ss.

Marvejols se signalent des excès, meurtres, vols, commis tous les jours afin que le gouverneur soit invité à maintenir la sécurité publique. Les Etats apprenant en même temps qu'un rassemblement se formait à Florac pour marcher sur Langogne, font écrire à l'administration de la ville et à M^{gr} de Montmorency pour les inviter à observer les traités de paix.

Le 30 novembre le baron de Saint-Vidal écrit au roi (1) que les huguenots ont tenté de prendre Saint-Chély et la Canourgue : ils ont laissé des pétards auprès des remparts. Il demande qu'on en tire une punition exemplaire. Les commis des Etats de la province se plaignent de leur côté parce que les huguenots du pays, soutenus par ceux de Marvejols et de Florac, ont voulu s'emparer de Sauges et de Langogne.

Châtillon et d'Andelot occupent Florac avec de grandes forces en mai 1586 (2). Au mois d'août le duc de Montmorency envoie son infanterie et sa cavalerie, à Florac, où Leques avait déjà conduit des troupes rassemblées de divers côtés. Marvejols vient de tomber entre les mains du duc de Joyeuse ; les protestants qui avaient pu échapper à « la boucherie » étaient venus se réfugier à Florac où on les avait « charitablement recueillis et soulagez » (3). Le duc de Joyeuse avait envoyé à leur poursuite plusieurs de ses bandes. Le 5 octobre 1586 Montmorency impose une « levée » sur le diocèse pour venir en aide aux villes de Florac et de Meyrueis (4). Joyeuse quitta le pays, laissant derrière lui bien des ruines et beaucoup de sang versé.

La peste éclate au moment où Joyeuse s'empare de Marvejols et fait de terribles ravages : on évalua à cent mille âmes pour le Gévaudan le nombre de ses victimes (5). Florac fut aussi frappé : le 15 janvier 1587, les deux Consuls et les principaux habitants de la ville réunis sur le plan du Peschier décidèrent de faire venir de

(1) *Histoire du Languedoc*, t. XI, p. 706 (note).

(2) *Histoire du Languedoc*, t. XI, p. 744 et t. XII, preuves n° 404.

(3) Voir le récit de la prise de Marvejols dans l'*Histoire des Martyrs* de Crespin, édit. Lelièvre, t. III, p. 872. « La boucherie de Marvejols fut si grande, que de cinq mille personnes de la Religion, dénombrées quatre ou cinq jours avant le siège, n'y en rentrèrent depuis que quarante ou cinquante, le reste ayant été emporté de guerre, peste et famine. Partout on ne voyait que ruisseaux et rivières rouges du sang innocent, et les prairies et les campagnes jonchées de corps morts. »

(4) Hugues. *Histoire d'Anduze*, p. 128.

(5) André. Documents inédits sur les guerres de religion en Gévaudan, t. III, p. 461.

Saint-Afrique en Rouergue, suivant l'avis du capitaine Gentil, quatre « maîtres cureurs et nestorieurs » pour désinfecter la ville. Tous les malheurs s'abattaient à la fois sur le pays (1).

La scission entre catholiques et réformés est si complète qu'en 1588, les délégués du Bas-Gévaudan s'abstiennent d'assister aux Etats particuliers du diocèse. En juin ils se réunissent à Florac, sur les conseils du Maréchal de Montmorency. Il y fut beaucoup question de la situation des habitants de Marvejols réfugiés à Florac (2).

Les négociations à leur sujet n'aboutirent pas, mais elles prouvèrent les intentions pacifiques des deux chefs des factions royalistes, Damville et Adam de Heurtelou, évêque de Mende. Par le fait que catholiques et protestants traitaient d'égal à égal, on reconnaissait à ces derniers le droit de professer librement leur religion.

En 1589 les hostilités cessent presque complètement. Deux événements heureux pour les protestants se passent alors : la déchéance de M. de Saint-Vidal, leur ennemi acharné, et la restauration du protestantisme à Marvejols. Le Gévaudan jouit d'une période d'accalmie qui lui permet de relever ses ruines. Le 31 août Damville et Joyeuse, les deux gouverneurs du Languedoc, signent une trêve de quatre mois. Le traité de paix avec les représentants du Gévaudan comprenait dix articles (3). Ils vivront « en bonne amitié... pour la défense commune du pays. » Ils combattront ensemble les coureurs, « gens sans aveu » qui enlèvent le bétail pour le vendre dans le Bas-Languedoc.

Les Cévenols reconnurent Henri IV pour roi et Damville pour gouverneur. Les catholiques royalistes l'acceptèrent aussi sur les instances de leur évêque Adam de Heurtelou, qui fit beaucoup pour la pacification de son diocèse. L'entente sera définitive aux Etats de 1597; mais dès 1589, les guerres religieuses ont pris fin dans le Gévaudan.

A partir de ce moment, les Réformés conservent toujours leur

(1) Voir pour l'histoire de cette période l'excellent ouvrage bien documenté de notre ami M. le professeur J. Roucaute. « *Deux années au temps de la Ligue* » (1588-1589). Mende, impr. Ignon, 1894, et « Documents pour servir à l'histoire du Gévaudan de 1586 (expédition de Joyeuse) à 1593 » (conversion de Henri IV,) in-8°, A. Picard, Paris, 1894.

(2) Archives départementales, Lozère. « Documents sur les guerres, » par André, t. III, p. 395.

(3) Procès-verbaux des Etats de Gévaudan, t. I, p. 240.

administration financière particulière, mais ils subissent l'influence de Damville, qui avait épousé Antoinette de la Mark, baronne de Florac. Ils se feront régulièrement représenter aux assemblées des Etats.

La garnison catholique, en résidence à Florac, commandée par le sieur de la Croix, gentilhomme catholique, n'eut à réprimer que les brigandages des rôdeurs. En 1593, les troupes de Florac sont soldées sur les fonds communs de la province, mais en 1595 la garnison est supprimée « à cause de la misère du peuple. »

Enfin l'Edit de Nantes incorporait les protestants au reste de la nation. « Il ne faut plus faire de distinction des catholiques et des huguenots, répondit le roi au Parlement opposant ; il faut que tous soient bons français et que les catholiques convertissent les huguenots par les exemples de leur bonne vie. Je suis roi berger qui ne veux répandre le sang de mes brebis, mais je veux les rassembler avec douceur. »

L'Edit qui demeura loi de l'Etat jusqu'en 1685, respirait la tolérance et la justice. Les religionnaires remettaient les biens de l'Eglise qu'ils détenaient ; ils se soumettaient à payer les dimes aux curés et aux autres ecclésiastiques, et à souffrir le rétablissement du culte catholique dans les lieux où il était depuis longtemps interdit. Les biens confisqués sur les religionnaires devaient être restitués aux légitimes héritiers, et le culte protestant était conservé partout où il était établi en 1596 et 1597.

Le pays se releva : l'autorité du roi ne fut plus contestée, la vallée ne retentit plus des cris sauvages des soldats, et l'on cessa d'apercevoir sur les montagnes les lueurs de l'incendie des fermes et des villages. Les champs purent être cultivés, le commerce put être repris et l'on ne songea plus de longtemps à ramener les désastres de la guerre civile. Les protestants n'étaient pas entièrement satisfaits de la demi-liberté qui leur était accordée. Les catholiques regrettaient de voir les protestants aussi bien traités : tous devaient cependant convenir que ce régime valait mieux que celui qui venait de cesser.

L'Edit comportait le rétablissement du culte catholique à Florac. Rendre aux ecclésiastiques leurs bénéfices dont on jouissait depuis plus de vingt ans parut chose dure à ceux qui les détenaient : de là de longs et interminables procès.

La nouvelle de l'assassinat de Henri IV vint un moment jeter la terreur dans les Cévennes : à Florac on fit bonne garde sur les

remparts dans l'attente de la reprise des hostilités. Aucun soulèvement ne se produisit, l'Edit continua à être observé, il n'y avait semblait-il rien de changé dans le royaume (1). Et cependant l'agitation commencée dans le pays depuis la mort du roi ne cessait pas, les réformés étaient inquiets, ils désiraient la paix, mais ils se préparaient à la guerre, pour faire respecter leurs droits et les articles de l'Edit. Les assemblées politiques se réunissaient fréquemment et Florac est appelé à fournir des secours en argent et en hommes quand les villes protestantes Privas, Vallon étaient attaquées par les catholiques.

Florac eut à son tour besoin de l'appui des villes protestantes voisines.

Au mois de novembre 1627 (2), la ville fut cernée par le Marquis de Portes (3) à la tête d'un corps de troupes de 2.000 hommes; le sieur de Perault avait aussi 200 hommes. Les villes des environs en furent prévenues, mais elles ne purent envoyer à temps des hommes et des munitions. Malgré la résistance des habitants, la ville fut prise. Montredon, chef du Colloque de Saint-Germain, assisté par le Conseil de la province qui s'était transporté à Barre, réunit tous les contingents des Eglises de ces quartiers. Il écrivit à Anduze : (4) « Envoyez-nous des hommes de guerre le plus que vous pourrez avec des munitions pour cinq ou six jours. » Et encore « envoyez-nous quatre quintaux de mesches et de plomb. » Les lettres deviennent de plus en plus pressantes : une compagnie n'est pas suffisante, qu'on mette sur pied et qu'on fasse partir tous les hommes de bonne volonté. La demande fut accueillie favorablement. Les

(1) Archives nationales TT 240. Les catholiques et les protestants vivaient dans de bons rapports, témoin l'acte d'union entre la plupart des communautés du diocèse de Mende des Cévennes signé à Pompidou par des ministres et des consuls prévôts, notaires, catholiques et religieux tendant à former à frais communs une ligue armée pour défendre les propriétés contre les vexations des gens de guerre et autres brigandages impunis. Le Synode d'Anduze avait autorisé cette union. Jean Mazoyer, consul de Florac, y assistait.

(2) *Mémoires de Rohan*, livre IV, p. 336.

(3) Archives nationales TT 240. Le Marquis de Portes n'avait cessé de commettre des pillages au nom du duc de Montmorency, gouverneur de la province. En 1618, les Synodes du Languedoc envoient des députés au duc de Ventaldour pour le supplier de lui retirer tout pouvoir sur la province.

(4) *Histoire de l'Eglise Réformée d'Anduze*, par Hugues, p. 442.

Consuls firent battre le tambour et annoncer que les hommes qui voudraient se rendre à Florac seraient conduits par des chefs que les Consuls désigneraient.

Montredon, avec tous les renforts qui lui arrivèrent de divers côtés, avait pu reprendre la ville, mais la garnison catholique et les troupes du Marquis de Portes restaient les maîtres du château. Il fallut les y forcer : le marquis de Portes était revenu en personne et il s'approchait des remparts de la ville pour s'en emparer de nouveau. Les Consuls envoyèrent à Nîmes réclamer le secours des habitants (1).

On pratiqua des mines pour battre en brèche les murs de cette forteresse, mais la poudre manquait. Anduze fut encore mis à contribution. Cette ville n'en était guère pourvue, mais pour ne pas provoquer les plaintes du Conseil de la province, il fut décidé que la charge de poudre demandée serait accordée par les consuls. Le château tomba au pouvoir de Montredon avant que les troupes réunies à Nîmes eussent été mises en route.

Rohan comprit quel danger il y avait à laisser les faubourgs de la ville et le château en dehors des fortifications. Il fit contracter un emprunt par le Conseil de ville et on décida de construire des bastions et une seconde ligne de remparts. De nombreuses équiues d'ouvriers y travaillèrent pendant plusieurs mois, à la fin de 1628, et dans les premiers mois de 1629. On donna à chacun des bastions les noms suivants : Rohan, l'Evangile, Mativet, Madame, le Grand Pré, la Reine, Bertigny, Lozère.

Dans l'Edit de grâce de 1629, Louis XIII déclare qu'il était prêt à continuer sa campagne contre les villes des Cévennes, lorsque le duc de Rohan et les habitants des villes d'Anduze, Sauve, Gange, Le Vigan, Florac, Meyrueis, etc., envoyèrent des députés pour lui « témoigner le repentir qu'ils avaient d'être tombez en cette rébellion, promettant de nous rendre à l'avenir, envers et contre tous, l'obéissance et la fidélité que doivent à leur roy de bons et loyaux sujets » ; ils sollicitent le pardon et offrent de donner des otages. Le roi les reçut avec bienveillance. « ... Avons remis, pardonné et aboli, remettons, pardonnons et abolissons ausdits duc de Rohan et sieur de Soubise, et à tous les habitants des dites villes et lieux et ceux du plat pays qui leur ont adhéré pour les choses passées depuis le 21 juillet 1627, jusqu'au jour de la publication faite en

(1) Le Conseil de ville ordonna une levée de 200 hommes.

chaque sénéchaussée. Les articles de la grâce que nous leur avons accordée, le 27^e jour de juin dernier. Les avons déchargés et déchargeons de tous actes d'hostilité.... prise des châteaux Saint-Etienne, Valfrancesque et Florac et rasement d'icelui.... »

Il exigeait le rétablissement de la religion catholique et la démolition des fortifications. Les murailles anciennes de la ville furent démolies ainsi que les bastions récemment construits. Bien que la Religion Réformée fut laissée libre d'exercer son culte, elle eut à subir les funestes effets de cette paix. L'ère des guerres civiles est terminée. Le parti protestant n'existe plus comme parti politique. C'est par des arrêts, par des vexations de toute sorte que l'Eglise Réformée sera combattue et ruinée. Les forteresses derrière lesquelles les protestants pouvaient se retrancher étaient une garantie; ces forteresses sont tombées ils sont à la merci du roi qui a vaincu le parti politique protestant. Une armée de moines va livrer l'assaut aux consciences, mais elle rencontrera une résistance que deux siècles de persécutions, de séductions et de menaces, ne pourront vaincre.

CHAPITRE IV

LE TRIOMPHE DU CATHOLICISME

Nous avons vu dans le chapitre I, le clergé catholique chassé de la ville en 1561, et la population tout entière adhérant à la Réforme. Aussi longtemps que Florac resta au pouvoir des huguenots, les ecclésiastiques en furent rigoureusement écartés. Pendant les trêves un curé apparaît, mais au premier trouble, il s'empresse de déloger.

Après la paix d'Amboise, en 1563, une garnison catholique fut envoyée à Florac : le commandant, d'accord du reste avec les consuls protestants, fit venir un prêtre nommé Jean Bornie, qui avait autrefois résidé dans la ville, mais qui en était parti avant les derniers événements. Bornie ne fit pas un long séjour dans la ville. Il n'avait même pas de chapelle pour célébrer la messe. Sous le règne de Henri IV, en exécution de l'Edit de Nantes, le culte fut officiellement rétabli à Florac. En 1609, François de Ranchin, prieur de Florac, et professeur à la Faculté de droit de Montpellier, fit élever une chapelle sur la place occupée par le chœur de l'Eglise démolie en 1561. Cette chapelle fut détruite par les Réformés en 1622 (1). Elle ne renferma jamais beaucoup de fidèles : quelques soldats de la garnison et quelques habitants de la campagne s'y rencontraient le dimanche.

Le parti catholique devait prendre sa revanche après la paix d'Alais (1629). Le roi Louis XIII, par une déclaration ou brevet du 15 juillet 1629, établit une mission de 8 capucins dans la ville de Florac, pour la conversion des rebelles contre l'Eglise et l'Etat, et « pour rétablir la religion catholique dans ce pays où elle était entièrement éteinte. » Le roi se trouvait à Nîmes; la veille, il avait institué la mission de Nîmes, quelques jours après il établissait les missions du Vigan, Sauve, Alais, Aigues-Mortes. Il déclarait dans ses ordonnances, qu'étant informé de la vertu des capucins, de leur piété et de leur

(1) Archives départementales de la Lozère, G. 978. Articles de Nantes ordinairement enfreints par toutes les Cévennes. Le 86^{me} est enfreint..... « à Florac sans commission on a abattu l'église en 1622 ».

aptitude à faire de grands fruits pour l'avancement de la religion catholique, sa volonté était qu'il fut établi une mission de leur ordre dans les villes qui lui avaient été rebelles, pour y prêcher et faire l'exercice divin en toute sécurité, aussi bien qu'aux lieux des environs. Ensuite par le même brevet, il enjoignait aux consuls et habitants de recevoir une pareille mission de capucins de la province de Provence, et de leur fournir une maison propre pour célébrer les offices divins en attendant qu'ils puissent construire une Eglise et un couvent.

L'ordre des capucins n'était qu'une réforme de celui de Saint-François; il doit son institution à un observantin, appelé Mathieu de Bassi. Ce religieux obtint un bref de Clément VII, le 17 juin 1525, qui lui permit de vivre en solitaire. Croyant imiter le costume de Saint-François, il inventa un *capuce* long et pointu qui le distinguait des autres frères mineurs. De là l'origine du mot capucin qui a été donné par le peuple aux membres de cet ordre.

Le roi Charles IX, en 1573, pria Grégoire XII, d'autoriser les capucins à s'établir dans son royaume. On les rencontre d'abord au village de Picpus, près de Paris, où le cardinal de Lorraine leur donna un petit hospice. De là ils passèrent à Meudon, puis à Paris d'où ils s'étendirent sur toutes les provinces de France (1).

Les capucins arrivèrent à Florac au moment où la population était occupée à démolir les bastions et les vieux remparts. Les protestants étaient découragés. Ils allaient être traités en vaincus par les missionnaires royaux. « Ils furent reçus assez froidement, aussi se plaignent-ils de ce qu'on ne les a pas reçus comme des « envoyés du roy »; bien plus on les a « injuriés ». Les consuls eurent à pourvoir au logement de ces nouveaux arrivants. Ils ne paraissent pas y avoir apporté grand empressement; ils louent pour eux une maison fort petite qu'on leur fait « payer cinquante livres et qu n'en vaut pas trente ».

Ils vont se venger de toutes ces vexations. Ils rédigent une plainte dans laquelle ils s'attachent à relever les « articles de l'Edit de Nantes ordinairement enfreints. » (2) Ils énumèrent tous leurs griefs. « Le 2^{me} article défend que personne ne s'injure ni offense de fait ni de parole : contre lequel les ministres ne font que nous injurer et nous offenser en leurs prêches. » Le 3^e est enfreint à Florac; on les a empê-

(1) Hélyot, *Histoire des ordres religieux*, t. VII, p. 164 et ss.

(2) Archives départementales de la Lozère, G. 978.

chés de prêcher publiquement et on ne paye pas les dîmes. « On preche aux Eglises, cimetières et maisons des ecclésiastiques. Ceux de Florac notamment ont presché en la maison du Cloistre, on a abattu la chapelle qu'on y avait rebasty après les troubles et ont pris les pierres de l'Eglise. » Les articles 8^e, 17^e, 20^e, 22^e, 25^e, 26^e, 34^e, 69^e, 74^e, 75^e, 86^e, 87^e et le 90^e « sont enfreints par toutes les Cévennes. » Ils s'efforcèrent surtout d'obtenir la démolition du temple. Ils y réussirent en prouvant qu'il était construit sur un terrain ayant appartenu à des ecclésiastiques. C'était là un coup de maître (1). Bientôt ils leur défendent d'enterrer leurs morts dans le cimetière, enfin ils veulent obtenir l'interdiction absolue du culte réformé à Florac. « Selon les lois divines et humaines, ils ne peuvent pas faire leur prêche à Florac ni ez autres lieux des seigneurs catholiques haults justiciers sans leur permission et congé, et non autrement, comme l'a très bien ordonné le roy à l'art. 8 de Nantes. Selon les lois divines : Subjects sont obligez d'obéir à leurs supérieurs. » Les réformés auraient dû se munir d'une « permission et congé » de Madame d'Angoulême autorisant les ministres à prêcher dans sa baronnie de Florac : Comme ils n'ont pas pu « exhiber un établissement » M. de Machault, intendant, interdit le culte, mais il n'a pas cessé pour cela. La lutte est donc ouvertement engagée : Nous verrons la mauvaise foi de ces capucins fanatiques. Soutenus par le pouvoir civil, ils auront toujours le dessus.

Au moment où ces faits se passent (vers 1630), le nombre des catholiques est insignifiant. On compte à peine 3 ou 4 familles. Ce nombre va être augmenté par des conversions obtenues pour la plupart à prix d'argent ou par d'autres moyens aussi peu honorables. Les ministres mettront leurs fidèles en garde contre l'apostasie, ils feront de la controverse et après avoir montré les erreurs du catholicisme, ils flétriront les lâches qui se laisseraient séduire par des promesses d'emploi ou par de l'argent. Les capucins porteront plainte contre les ministres qui « insultent les nouveaux convertis. »

De plus en plus agressifs, ils chercheront à mettre obstacle aux prédications que le ministre prononçait, sous la Halle aux grains, le dimanche et les jours de fête, de foire et de marché, « au grand

(1) Archives de la Lozère, G. 979. « Requête des huguenots de Florac adressée à M. Machault, intendant de Languedoc, contre les catholiques de cette ville qui s'étaient saisis de leur temple, cimetière, horloge et cloche et refusaient de laisser prêcher leur ministre » (1630).

scandale des catholiques circonvoisins » qui peuvent être corrompus par ces paroles. Lorsque le pasteur Guizard voulait commencer son culte il trouvait la chaire occupée par un de ces moines qui déblatérât contre la religion réformée. Si quelque protestant plus zélé que prudent invitait le religieux à aller prêcher dans sa chapelle, il était dénoncé à l'autorité et condamné à payer l'amende. Ils voulurent faire interdire d'une façon absolue aux pasteurs et aux fidèles l'accès de la halle. Le P. Andéol, supérieur de la Mission, porta plainte contre Guizard, le 5 septembre 1632 (1). Les protestants n'attendirent pas l'arrêt de la justice : dans l'intérêt de la paix ils se retirèrent dans une maison particulière pour y célébrer leur culte.

Les aumônes servaient aux capucins à attirer dans la ville les pauvres des environs qui venaient ainsi grossir le petit troupeau catholique. Comme la distribution en est faite par les Consuls protestants, le curé de Florac la trouve mal faite. « Le froment est donné aux gentilshommes, aux ministres et aux notaires, et l'orge aux pauvres » (2). Il y a dans toutes ces plaintes une exagération volontaire, une accumulation de mensonges pieux, qui nous révoltent : Les capucins pratiquaient cette arithmétique fantaisiste qui consiste à déclarer bonne œuvre l'addition d'actes mauvais, en vertu du fameux principe jésuitique « la fin justifie les moyens ».

Les gentilshommes furent les plus facilement corrompus : le nombre d'emplois accessibles aux protestants était de plus en plus réduit et les places de faveur étaient réservées aux nouveaux convertis. M. de Vanmale, beau-fils de M. de Belcastel, paraît avoir été le premier prosélyte des capucins. Le ministre aurait traité « dans son presche » M. de Vanmale de « traître, apostat et mille autres pareilles injures contre les édicts de pacification. » Les capucins s'en plaignent, ils généralisent « les ministres, disent-ils, traitent ainsi tous ceux qui se veulent catholiciser. » M. de Belcastel ne manque pas d'accuser de complicité le juge et les officiers qui étaient protestants. Enfin comme le ministre Guizard s'est laissé aller à blâmer en chaire la conduite des missionnaires capucins, ceux-ci portent plainte.

Le P. Henri entreprit même un jour de réfuter le ministre Guizard, dans un discours qu'il prononça sur la place publique. Les protestants eurent le tort de ne pas l'écouter ou de l'interrom-

(1) Archives départementales de la Lozère, G. 974 et G. 976.

(2) Archives départementales de la Lozère, G. 975.

pre, il demanda qu'on agit contre eux avec la dernière rigueur. Enfin il appela en témoignage les officiers et le premier consul. Depuis quelque temps déjà (1) ces derniers étaient catholiques. Les protestants les auraient « menacés » à cause de leur empressement à seconder les capucins. Le ministre Guizard fut appelé à comparaître devant l'intendant de justice, M. Machaut, mais il obtint un ajournement et finalement ne comparut pas.

Les réformés, en 1645, étaient encore assez puissants et assez nombreux pour pouvoir faire construire un temple. Dès que les travaux furent commencés, M. Comte, vicaire de Florac, protesta et produisit deux titres, l'un de 1525, l'autre de 1627, pour prouver qu'il était bâti sur un fond du prieuré auquel il payait une censive (2). Il n'eut pas immédiatement gain de cause, mais en 1646 l'intendant fit défense aux huguenots de Florac de continuer l'exercice de leur culte dans le temple nouvellement construit. L'interdiction ne fut pas maintenue.

Les capucins comprenaient bien leur rôle de missionnaires. Pour se consoler des échecs nombreux que leur infligeaient les réformés de Florac, ils allaient dans les villages environnants, s'efforçant de gagner de bonnes âmes plus faciles à convertir. Ils les amenaient dans leur chapelle et là elles « faisaient abjuration de l'hérésie de Calvin. » Nous trouvons dans les listes qui nous sont conservées (3) les noms d'habitants de Bédouès, Sainte-Enimie, Fraissinet de Fourques, Saint-Julien-d'Arpaon, Barre, Cassagnas, la Brousse, la Parade, Meyrueis, Saint-André, etc. Voici quelques noms des nouveaux convertis de Florac : Guilhaume Chastan, Jeanne Combes, Chaptal, Anna Marquareysse, Adam, Bartholomée, Pierre et Adam de Malafosse, Pierre Jacob et Cœsar Robert, Jean Jourdan, Marie Turc, Gabriel Rodier et Pierre Leblanc, etc.

Les missionnaires proclamaient bien haut les victoires qu'ils remportaient sur les Réformés. Le ministre, de son côté, ne voyait pas sans quelque dépit des fidèles de son troupeau se laisser

(1) Archives départementales de la Lozère, G. 1003 et G. 1004. « Depuis longues années, les affaires ont été gérées par les consuls de la R. P. R. jusqu'en 1632, qu'en chacun des dits lieux la charge de premier consul fut remplie par un catholique. Ce changement et nouvel établissement n'a pas diminué l'autorité que ceux de la R. P. R. s'étaient injustement acquise. »

(2) Archives départementales de la Lozère, G. 976.

(3) Archives départementales, Lozère G. 980.

séduire par des promesses ou par des menaces. François Sauvage, qui eut le tort de dire un peu trop haut ce qu'il pensait du clergé catholique, faillit être victime de sa franchise. C'est en 1658 que se produisit ce conflit retentissant (1). Le 6 juin, dimanche de la Trinité, les trois missionnaires, le révérend père Marius, supérieur de la Mission et les révérends pères Valerian et Jean Marie vont assister au prêche.

Ils y avaient été invités, prétendaient-ils, par M. Sauvage lui-même. Le sermon fut loin d'être de leur goût. Ils entendirent des critiques fort sévères mais fort justes de la conduite du clergé catholique et une violente sortie contre le célibat des prêtres. Les exemples et les termes employés étaient d'une crudité fort peu édifiante, si nous en croyons le rapport des pères capucins. Ils nous choquent aujourd'hui parce que le goût a changé, notre langue s'est épurée, mais à ce moment le langage de Sauvage n'avait rien qui put scandaliser. Le succès qu'il obtenait prouve que le public ne dédaignait pas ces controverses passionnées, devenues nécessaires pour répondre aux attaques des capucins.

Le discours de Sauvage déplaisant à nos révérends, ceux-ci protestèrent de leur place. Dès qu'il fut terminé le père Marius se leva et cria au ministre qui était encore en chaire, et cela devant toute l'assemblée, qu'il était un « insolent et un brutal qui avait presché des faussetés et des bagatelles », en même temps il s'avancait vers la chaire criant qu'il voulait « prendre au collet le sieur Sauvage pour luy faire rendre compte de son action. » On juge du tumulte qui dut alors se produire : les protestants déjà mal disposés à l'égard des ecclésiastiques par le sermon qu'ils venaient d'entendre, ne pouvaient laisser ainsi insulter leur pasteur. Quelques personnes fort sensées se lèvent et invitent les capucins à se retirer, mais ils ne veulent pas sortir du temple avant d'avoir porté plainte au Consistoire et exigé que Sauvage soit censuré. On les entoure, on les presse et à ce moment ils auraient couru un réel danger, si on ne les avait secourus à temps. Ils sortent du temple en disant qu'ils sauront bien faire instruire le procès de leurs ennemis.

C'est au Parlement de Toulouse, l'ennemi acharné des protestants, qu'ils portent leur plainte. Ils ne manquent pas de représenter

(1) Voyez Elie Benoit. *L'Edit de Nantes*, t. III, p. 274 et 276. Bibliothèque nationale L. d. 175-176. Recueil des actes touchant l'affaire Sauvage. *France protestante*, art. *Sauvage*.

cette affaire comme un guet-apens tendu par le ministre dépité de voir son prêche abandonné. Ils se vantent d'avoir converti de 12 à 1.300 réformés ! (Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut en penser). Ils expliquent l'altercation qui s'est produite dans le temple par le désir de les empêcher de répondre au ministre, on redoutait les effets de cette propagande. Poussant les choses au tragique, ils se représentent comme traqués, persécutés par les Réformés, empêchés de continuer leur mission : La condamnation des coupables peut seule leur donner l'autorité que cette affaire leur a fait perdre.

Le Parlement de Toulouse aurait dû se déclarer incompétent ; ce procès, comme tous ceux qui éclataient entre catholiques et protestants pour les affaires ecclésiastiques, relevait de la chambre mi-partie de Castres : il ne le fit pas. Il reçut la plainte et fit informer contre le Ministre et les coupables.

Les accusés se pourvurent devant la chambre de Castres et chargèrent Antoine d'Arnaud, de Bédouès, de présenter une demande au Conseil d'Etat tendant à récuser la juridiction du Parlement de Toulouse. « Le Roy séant en son Conseil le 17 mars 1659 » ordonna de « différer l'exécution. »

Les protestants semblaient avoir gain de cause, mais les capucins ne se tinrent pas pour battus ; ils firent agir à la cour des influences secrètes et le 9 juin 1659, le Conseil d'Etat donna un arrêt qui reconnaissait que le précédent avait été obtenu par surprise et en tenant compte uniquement de la narration erronée de Sauvage qui se portait comme victime, alors que lui et ses amis avaient été agresseurs. Le Conseil renvoie les accusés devant le Parlement et leur interdit de présenter de nouvelles requêtes au conseil sous peine d'une amende de 3.000 livres.

Sauvage et ses amis n'en tiennent pas compte et le 21 août 1659 ils présentent une supplique au Conseil d'Etat contre la cassation obtenue par les capucins de l'arrêt du 12 septembre. Le roi fera surseoir encore une fois à l'exécution du dernier arrêt.

Les capucins reviennent à la charge : ils montrent les origines de leur mission en ce pays due à la fondation du père de Sa Majesté, leur zèle pour la conversion des hérétiques et les mauvais traitements dont ils sont l'objet : les Réformés les menacent, s'ils ne changent de religion, de les maltraiter, de les chasser de la ville et même de les assassiner. S'ils n'avaient pas reçu des avis sûrs, ils auraient déjà succombé. Leur attachement à la propagation de la foi les

retient seul à ce poste périlleux. Ils ont provisoirement abandonné leur mission, ainsi que les catholiques tellement il y a danger à habiter au milieu de cette population. Ils espèrent que le roi leur fournira les moyens de « présenter avec plus de repos leurs sacrifices pour les prospérités de Sa Majesté » (1).

Le 18 mars 1660 le roy ne fait que confirmer l'arrêt de juin et défend à Sauvage de « requérir » à son Conseil, et le rend responsable devant le Parlement de Toulouse.

C'était ordonner l'exécution de l'arrêt par coutumace rendu le 27 mars 1658 qui portait que :

« Les dits Sauvage, ministre de Florac, Liquière Albaric, autre Liquière, Prouzet, Brez, Manen, de Bedoez, Alcays et Le Blanc, vrays contrevenans et défailans, et comme tels atteints et convaincus des cas et crimes à eux imposez, pour réparation desquels la part où ils pourront estre apprehendez, les onst condamnés à estre délivrez entre les mains de l'exécuteur de la haute justice, et de faict le dit François Sauvage, ministre, teste et pieds nuds, et en chemise, ayant la hard au col, tenant un flambeau de cire ardente entre ses mains, du poids de trois livres, seroit conduit et amené par le dit exécuteur, audevant la grande porte de l'Eglise des dits religieux capucins, où illec en la présence et assistance de la dite Liquière, femme du dit Sauvage, ministre, autre Liquière, Brez, Prouzet, Manen, de Bedoez, Alcays et Le Blanc, demanderait pardon à Dieu, au Roy, à la justice, à Sa Sainteté et aux dits religieux capucins, de son méfait, dirait qu'il s'en repent : après quoy tant le dit Sauvage qu'autres susdits, montez sur des tombereaux ou charettes, leur feroit faire le cours par les places et carrefours du dit lieu de Florac et le conduirait à la place publique du dit lieu de Florac, où des potences qu'à ces fins y seroient plantées, les pendroit et estrangleroit, si eust acquis et confisque leurs biens au Roy, distrait la troisième partie pour leurs femmes et enfans, si point en ont, et la somme de quatre mille livres à l'ordonnance de la cour, et en outre aux despens envers ceux qui les auroient exposez, la taxe réservée.

« Eust ordonné aussi notre dite cour que Louis Ayral, notaire, Jean Fabre,

(1) Voici la liste des personnes compromises et signalées par les Pères Capucins : « François Brès, Abraham Prozet, Guinot la Fon, Jean Corriger, Antoine Sevanier, Louis Ayral, notaire, Albaric Liquières, Antoine d'Arnaud, Jean Manen, David Saltet, apoticaire, David Le Blanc, Antoine Meynadié, Antoine Boniol, Pierre Dides, Vidal et Antoine Pellecueil, Pierre Masoyé, Ozias, Jean et Antoine Masoyé, Jean Aiguillon, Antoine Teyssié, Jean Alcays, Claude la Fon, Isabeau Liquières, femme du susdit ministre, Louise Prozet, Claude Bruguère, Marie Paschale, Isabeau Carrière, Jeanne Boucole, Toinette Iberte, et généralement tous les hommes et femmes qui estoient dans le presche. »

bourgeois, Antoine Meynadier et Pierre Dides, seroient pris au corps la part où ils pourroient estre apprehendez dans le royaume, conduits et amenez avec bonne et seure garde, aux prisons de la Conciergerie, pour y ester à droit, et où ne pourroient estre apprehendez seroient criez à trois briefs jours, à la fin de ban, leurs biens saisis et annotez. Et pareillement ordonne que le présent arrest sera exécuté figurativement partout où besoin sera ».

On ne sait pas exactement quelle fut la suite de l'affaire Sauvage. Ce qui paraît certain c'est que l'arrêt de condamnation fut révoqué. Les capucins eurent peut-être la satisfaction d'exécuter leurs ennemis en effigie. Les condamnés auxquels on avait laissé le temps de se mettre à l'abri des poursuites, revinrent tous à Florac et n'y furent jamais inquiétés.

Nous avons vu les capucins se vanter d'avoir converti de 12 à 1300 protestants : n'y a-t-il pas là de l'exagération ? Ils comprennent sans doute, dans ce nombre, les conversions qu'ils ont opérées dans toute la région ; il nous est impossible de nous rendre compte de la véracité de leur assertion, les documents nous faisant défaut, mais nous pouvons affirmer que leur succès à Florac fut des plus médiocres. Aidés du clergé séculier, ils avaient obtenu la conversion de personnes riches ou aisées, qui mues par des sentiments d'ambition ou de vengeance ou déterminées par des promesses d'emplois ou de faveurs, avaient abandonné le culte de leur père. Plusieurs individus besogneux, notamment un sieur Louis Bornie, qui fut plus tard premier consul, avaient vendu leur religion pour des sommes variant de 20 à 100 livres. Ils avaient enfin la troupe des mendiants des environs qui attirés par les aumônes qu'ils distribuaient étaient venus s'établir à Florac. Malgré ces conversions et ces immigrations, sur une population totale d'environ 1200 habitants, on comptait encore à Florac, à la veille de la Révocation, plus de 1000 protestants.

L'Etat civil catholique peut nous fournir des indications précieuses, il commence en décembre 1662 par le baptême d'une fille de Pierre Malbosc et de François Deladille. Les parrains et marraines, d'habitude des parents très rapprochés, sont presque toujours étrangers à la ville, ce qui nous indique bien l'origine de ces catholiques. A ce baptême assistait Claude Quet « maître d'escole » et M. François Ranchin, docteur en médecine. En 1663 nous trouvons 7 baptêmes, administrés par le révérend père Gratien, capucin. Voici celui d'un N. C. Marc de Ranchin « cy devant baptisé » qui, comme dans tous les cas semblables, a pour parrain et marraine

des personnages nobles de la ville et des environs, « Messyre Sylvestre de Fontanille, seigneur de Montbrun et damoiselle Marguerite de Malbosc. Ils baptisent les fils de « père catholique présentement » et de mère « de la R. P. R. » ou « huguenote ». M^{gr} de Mende et Madame de Vareilles consentent à tenir sur les fonts baptismaux un fils de Jérémie Courtois et de Marguerite Boyère qui étaient dans ce cas. L'enfant avait 8 ans. En 1664, 3 baptêmes et 2 décès dont un étranger. En 1665, 8 baptêmes entre autres ceux de deux enfants de Jean Jourdan « lesquels avaient reçu l'eau du baptême par le ministre au temple » ; 4 décès et 1 mariage. En 1666, 6 baptêmes et un décès. En 1667, 3 baptêmes, le dernier est du 10 juillet, nous pouvons admettre que le registre est incomplet. Ce dernier baptême par « le sieur Abrigeon, sacristain, en l'absence de M. le Curé. » 1 mariage, celui de Pierre Portalier et de Marthe Fabresse. Nous ne continuerons pas cette énumération, relevons seulement en 1680, un baptême de père huguenot, Louis Carrière, qui fut tenu par M. le marquis du Roure et par M^{me} de Montvert, et celui d'une fille de Claude de Lapierre, chirurgien et de Dorothee des Oches, huguenote, tenu par M. et M^{me} la marquise de Grisac. En 1682 nous trouvons la première mention du mot *nouveau converti* : « Maurice Coret de Salièges et Jeanne Sabbatiere de Coqures », reçoivent la bénédiction nuptiale en présence de M. le marquis du Roure. En 1683 est baptisé « Jean Compan, fils de Maurice Compan et de Louise Chabrolle, huguenotte, mariés du lieu de Monteils. » C'est ce même Compan N. C. qui fut cause de la démolition du temple. Sa femme était restée huguenote mais il faisait preuve de bon catholique en apportant ses enfants au curé. Enfin, en 1684 il y a eu en tout 11 baptêmes, 3 mariages et 2 décès. En 1685 ce nombre augmente sensiblement : 16 baptêmes, 4 mariages, 4 décès. Les registres sont incomplets pour les années 1686 et 1687, mais en 1688, nous comptons 62 baptêmes, 4 mariages, 22 décès et en 1689 : 47 baptêmes, 19 mariages, 26 décès. (Le registre nous paraît incomplet de février à mars). Ces données sont confirmées par une statistique (1) conservée dans les archives du départe-

(1) Etat et nombre de ceux qui habitent les paroisses des Cévennes qui sont dans le diocèse de Mende avant la Révocation de l'Edit de Nantes : Bédouès, 200 catholiques et 150 huguenots. St-Martin-de-Boubaux, 22 c. et 692 h. St-Etienne-de-Valfrancesque, 57 c. et 1.433 h. St-Julien-d'Arpachon, 0 c. et 495 h. Les Balmes, 17 c. et 92 h. St-Laurent-de-Trèves, 50 c. et 450 h. Vébron, 73 c. 1.127 h. Fraissinet-de-Fourques,

ment. Il y a « dans la ville et paroisse de Florac » 55 familles catholiques qui « font » 183 âmes ; et 214 familles huguenotes qui « font » 886 âmes : à Prunet-Montvaillant une femme et un enfant catholiques et 100 familles huguenotes qui « font » 500 âmes (1).

Une autre conclusion importante peut être tirée du « présage » (revenu imposable à la répartition de la taille). Il était de 823 livres dont 714 livres pour les réformés et 109 livres seulement pour les catholiques. Le nombre et l'aisance étaient donc du côté des protestants.

Tel était le résultat de près de 50 années d'apostolat de la mission des turbulents capucins : ni les offres d'argent ou de faveurs, ni les promesses, ni les menaces, n'avaient pu séduire la masse des fidèles qui se pressait dans le temple. Et cependant on faisait croire au grand roi, qui se laissait volontiers persuader ce qu'il désirait, qu'il n'y avait plus de protestants dans son royaume. Mais la date de la proclamation de l'extinction de l'hérésie en France approchait, il fallait à tout prix obliger les protestants à renoncer à leur culte. L'occasion se présenta bientôt et elle fut saisie avec empressement.

Maurice Compan, de Monteils, que nous avons vu faire baptiser son enfant à l'Eglise, avait embrassé le catholicisme en 1683. L'achat de cette conscience n'avait coûté à la caisse des conversions que 26 livres (2). Après avoir dépensé cette petite somme eut-il regret

360 c. et 435 h. St-Martin-de-Campcelade, 8 c. et 300 h. Le Pompidou, 24 c. et 796 h. Molezon, 55 c. et 353 h. Le Bousquet, 4 c. 100 h. Barre, 18 c. et 508 h. St-Martin-de-Lansuscle, 29 c. et 560 h. Gabriac, 47 c. et 240 h. Ste-Croix, 33 c. et 587 h. N.-D.-de-Valfrancesque, 15 c. et 545 h. St-Germain-de-Calberte, 85 c. et 623 h. St-André-de-Lancize, 14 c. et 386 h. St-Hilaire-de-Lavit, 17 c. et 386 h. St-Michel-de-Dèze, 38 c. et 340 h. Collet-de-Dèze, 60 c. et 740 h. La Melouze, 5 c. et 65 h. St-Julien-des-Points, 100 c. et 118 h. St-Andéol, 2 c. et 300 h. St-Frézal, 4 c. et 556 h. St-Privat, 0 c. 394 h. Frutgères, 4 c. et 825 h. Fraissinet-de-Lozère, 24 c. et 550 h. Les Bondons, 445 c. et 118 h. Cocurès, 134 c. et 134 h. Grizac, 9 c. et 325 h. Cassagnas, 17 c. et 494 h. Marvejols, 1.828 c. et 822 h. St-Léger-de-Peyre, 1.600 c. et 412 h. Serverette et environs, 450 c. et 120 h. — Total : 6.033 catholiques et 17.956 huguenots. (Arch. dép., Lozère G. 1005 et G. 714).

(1) Archives de la Lozère, G. 1000. Ces chiffres sont confirmés par le *Dénombrement des N. C. et des fugitifs du diocèse de Mende*, de 1697. Florac compte 1.027 N. C.; Prunet, 488; Bédouès, 195; Cocuès, 194; St-Laurent-de-Trèves, 484; Vébron, 941, etc., etc.

(2) Archives de la Lozère G. 999.

de son apostasie ? N'était-il pas plutôt de connivence avec le clergé pour fournir à l'autorité un prétexte permettant de faire interdire l'exercice du culte ? Il est difficile de se prononcer entre ces deux hypothèses bien qu'il y ait des raisons sérieuses pour s'arrêter à la seconde. Ce qui paraît établi c'est qu'un jour, peut-être à l'insu du pasteur, Compan s'avisa d'assister au prêche : c'était aux yeux de la législation existante un crime impardonnable. Divers arrêts de 1663 et de 1679 (1), les condamnaient à la confiscation de leurs biens, au bannissement. Le fait ayant été dénoncé à l'intendant de la province, il intervint le 20 août 1685 un jugement (2) qu'on peut résumer ainsi : « condamnation de Compan comme relaps à faire amende honorable, nu en chemise, à être banni du royaume, 50 livres d'amende et ses biens confisqués. Le temple démoli, la religion prétendue Réformée interdite et les habitants condamnés aux frais et dépens solidairement avec Raymond Bastide, ministre. Ordonne que le dit Bastide sera interdit pour toujours, lui défend de résider à Florac ou à six lieues aux environs. » Cet arrêt fut exécuté et le temple tombait bientôt sous la pioche des démolisseurs (3).

Compan, malgré sa condamnation au bannissement, continua à résider à Monteils ; il quittait parfois son lieu d'exil pour venir assister à la messe et pour présenter ses enfants au baptême. En 1688 il fait baptiser son fils Guillaume. On ne lui tint pas rigueur de son infidélité d'un jour, et nous le savons assez attaché au gain, pour penser qu'il reçut une gratification du clergé qui lui aida, et au-delà à payer l'amende à laquelle il avait été condamné.

Vers le milieu d'octobre, Raymond Bastide venait d'être chassé de la ville, le temple avait été démoli, lorsque le duc de Noailles arriva à Florac avec ses dragons convertisseurs. Ils furent logés chez les habitants de la R. P. R. et se livrèrent à leurs excès habituels. C'est dans ce même mois, à une date que nous ne pouvons déterminer, que la population protestante fut trainée à l'Eglise et dut y abjurer en masse la religion évangélique.

Quelques jours après paraissait l'Edit « révoquant celui de Nantes. » Il n'y avait plus de protestants. Le 28 novembre 1685 l'évêque de

(1) V. *Recueil des Edits*.

(2) V. *Bulletin du Protestantisme*, t. XXVI, p. 548.

(3) Le même jour les temples de Mialet, de Meyrueis et de St-Ambroix avaient été condamnés.

Mende, de Baudry de Piencour, écrivant aux Consuls de la ville (1), au sujet de la répartition du « blé de l'aumône », pouvait dire : *« tous les habitants de la R. P. R. sont tous à présent par la grâce de Dieu convertis à la foy de l'Eglise catholique, apostolique et romaine. »*

(1) Archives de la Lozère, G. 974.

CHAPITRE V

LA PÉRIODE DU DÉSERT ET LA RESTAURATION DU PROTESTANTISME

Le temple était démoli, les fidèles avaient été conduits à l'église ; ils en avaient pris le chemin à regret, donnant leur adhésion à la formule qu'on leur faisait signer, mais restant attachés de cœur à leur ancien culte. Plusieurs Floracois ne purent se décider à cette abdication, ils préférèrent l'exil. Un état dressé en 1597 nous révèle le nom de ces fugitifs : Jacques Mazoyer, Barthélemy Meynadier, César Meynadier et Jean Fages. Les villages environnants en fournirent davantage (1).

On a fait sur le nombre des réfugiés et sur les valeurs qu'ils avaient pu emporter à l'étranger les suppositions les plus diverses, mais comment apprécier la perte d'hommes qui formaient l'élite du pays, la partie saine de la nation, celle qui vit du travail de la terre ou qui se livre à un commerce honnête et actif ? Les pays étrangers qui faisaient des sacrifices pour les appeler et pour les retenir, savaient bien quelle riche acquisition ils faisaient en recueillant des hommes qui préféraient l'exil à une abdication de la conscience.

Ce mouvement d'émigration alla croissant aux moments où la persécution sévissait avec plus de rigueur, il ne cessa que vers le milieu du XVIII^{me} siècle.

A partir de la conversion générale, il n'y eut plus, à Florac, que des « nouveaux convertis. » Ils étaient tenus, sous peine de s'im-

(1) Archives de la Lozère, G. 1000. Le nombre des fugitifs est de 342 pour le diocèse de Mende, qui se répartissent ainsi : Marvejols, 10 ; Le Pompidou, 10 ; St-Martin-de-Lansuscle, 10 ; St-Frézal-de-Ventalon, 10 ; Le Collet-de-Dèze, 31 ; St-Privat-de-Vallongue, 21 ; St-Germain-de-Calberte, 27 ; Cassagnas, 7 ; Gabriac, 10 ; Frutgères, 21 ; Mas-Aribal, 15 ; St-Andéol-de-Clerguemort, 6 ; St-Léger-de-Peyre, 7 ; Bédouès, 2 ; Les Balmes, 2 ; Molezon, 6 ; St-Julien-des-Points, 1 ; St-Etienne-Vallée-Française, 17 ; Fraissinet-de-Fourques, 5 ; St-Croix, 1 ; Barre, 13 ; Le Bousquet la Barthe, 5 ; Cassagnas, 7 ; St-Martin-de-Boubaux, 6 ; St-Michel-de-Dèze, 0 ; Fraissinet de Lozère, 12 ; Grizac, 4 ; Vébron, 10 ; St-Julien-d'Arpaon, 13.

poser à de cruels désagréments, de fréquenter les exercices d'un culte pour lequel ils avaient une aversion que leur soumission forcée avait rendue plus violente encore.

L'église et le cimetière catholique furent jugés insuffisants pour un troupeau devenu si nombreux. On agrandit la première et on prit les mesures pour élargir le second. Nous verrons les arrêts du roi fidèlement exécutés par une armée de soldats et de moines plus acharnés les uns que les autres. Ils ne formaient plus qu'un seul et même corps : les soldats faisaient office de moines convertisseurs, et l'on vit des prêtres faire celui de soldats, pis que cela, de bourreaux.

Suivons les N. C. à la messe : les uns, le petit nombre, paraissent s'attacher à leur nouvelle religion et arrivent à la trouver commode, leur conscience s'endort, et ils se persuadent bientôt qu'ils font leur salut en se soumettant aux prescriptions de l'Eglise. D'autres, fidèles au fond du cœur, mais prudents dans leurs actes, s'abstiennent, en attendant des jours meilleurs, de manifester leurs véritables sentiments. D'autres enfin, les plus pauvres en général, ne pouvant se passer de tout culte extérieur, se réunissent dans des lieux écartés, chantent des psaumes et écoutent avec délices la parole incorrecte mais ardente de prédicateurs illettrés. Ce sont eux qui forment ce qu'on est convenu d'appeler « l'Eglise du Désert » Honneur à ces fidèles confesseurs ! Grâce à eux, notre Eglise a pu résister et naître à travers mille dangers, au milieu de ces ruines accumulées (1).

Tous les N. C. étaient étroitement surveillés et ils devaient, sous peine de paraître suspects, participer, la mort dans l'âme, à des sacrements qu'ils abhorraient. Au mois d'avril 1686, un brave homme nommé *Jacques Huc*, maréchal-ferrant, fut surpris dans l'Eglise au moment où il rejetait l'hostie qu'il venait de recevoir du prêtre officiant. Ce malheureux croyant sans doute avoir rempli un devoir de conscience, ne se doutait pas qu'il avait commis un sacri-

(1) Voici une prière touchante extraite d'un *Petit recueil de prières à l'usage de ceux de la R. P. R.* : « Seigneur ! n'oublie pas ta pauvre Eglise que tu vois accablée de douleurs et de tourments en plusieurs endroits ; relève ces temples qui ont été abattus ; rappelle ces pasteurs exilés ; rassemble ces troupeaux désolés ; envoie les saints anges à ceux qui sont dans les bois, dans les forêts, autour des rochers et aux cavernes de la terre ; que l'ange de ta face conduise ces pauvres fugitifs et les mette en lieu de sûreté. » Archives de la Lozère, G. 1007.

lège, crime impardonnable, surtout de la part d'un nouveau converti. Il fut expédié à l'Intendant de la province (1).

Huc échappa cependant à la peine de mort et on crut user envers lui d'une extrême indulgence en ne le condamnant qu'à la déportation. Il fut embarqué sur un navire à destination des colonies américaines où se trouvaient de nombreux condamnés. Il mourut pendant la traversée (1687).

Le curé de Florac était tenu de faire un rapport sur la conduite des N. C. (2). Voici ce qu'il dit : « La paroisse est composée d'environ douze cens communians, dont il y a environ 150 anciens catholiques; des nouveaux convertis, il s'en est présenté à la Pasque environ 500 dont 150 ont communifié. Ils viennent tous assez volontiers à l'Eglise. Les festes ny l'abstinence du caresme, vendredis et samedis n'y sont pas exactement gardés. Il y a une mission de quatre capucins establie par Sa Majesté. Ces religieux sont édi-

(1) Délibération du Conseil politique en date du 14 avril 1686.

(2) Archives de l'Hérault. « Estat des Parroisses des Cévennes du diocèse de Mende, touchant la religion. *Prunet-Montvaillant* : La paroisse est composée de neuf villages, ce qui fait environ 450 communians, dont la moitié s'est présentée à la Pasques et environ cent ont communifié. Il y a une escole pour les garçons et le maistre y fait bien son devoir. — L'église est située toute seule sur une haute montagne éloignée de tous les villages de la paroisse; il serait nécessaire de faire bâtir une chapelle dans le village de la Salle qui est le principal, composé de 42 familles. — Sçavoir si le bien des fugitifs de la paroisse ne pourroit pas être employé à bastir cette chapelle.

« Pierre Meynadier, garçon âgé de 35 ans, est soupçonné de donner retraite à Roman et estre son conducteur, il ne donne aucune marque de religion et est très mal intentionné; il a servi deux ans dans les troupes de France en qualité de soldat. — *Bedouëz* : La paroisse est composée du lieu, six villages et trois hameaux, ce qui fait environ 500 communians dont la moitié sont anciens catholiques. Des N. C. la moitié s'est présentée à la Pasque et plus de 100 ont communifié. Le maistre d'école fait son devoir. — *Cocurez* : La paroisse est composée du seul lieu qui a environ 60 maisons, ce qui fait 200 communians dont la moitié sont d'anciens catholiques. Des N. C. la moitié s'est présentée à la Pasque et a communifié. Il n'y a dans cette paroisse que des paysans qui viennent assez volontiers à l'église. — *St-Laurent-de-Trèves* : Paroisse composée du lieu où il y a 17 maisons, 9 villages ou hameaux, ce qui fait environ 500 communians, dont il y a 5 familles anciennes catholiques. Des N. C. 100 se sont présentés à la Pasque et 50 ont communifié. Ils viennent assez assiduellement à l'église. La moitié de la paroisse parait convertie ou en espoir de l'estre bientôt. »

fians et font leur devoir. Le maistre et la maistresse d'escole y font aussy leur devoir. M^{me} de Saint-Hilaire, veuve sans enfant, fille de M. de la Bastide, âgée de 40 ans, parle mal de la religion. »

Cette campagne odieuse de dénonciations, souvent provoquées par des vengeances particulières, ces enquêtes sur la conduite des N. C., sur leurs conversations, sur leurs démarches vont être organisées par un homme qui porte un nom trop connu dans nos Cévennes, l'abbé François Langlade du Chaila qui, centralisant entre ses mains les pouvoirs les plus absolus, prend le nom d' « Inspecteur des Missions et escolles du diocèse de Mende. » Il va renchérir sur la rigueur des édits par la façon dont il les fera exécuter. Il aura partout des « avertisseurs » qui le tiendront au courant de ce qui se passe dans les paroisses, il pourra ainsi contrôler les rapports des curés eux-mêmes. Les régents des écoles seront ses créatures les plus serviles. Il surveillera étroitement les enfants des écoles : incapables de dissimuler, on saura par eux ce qui se passe dans les familles. Bien plus, comme on n'espère pas convertir sérieusement les parents, on s'efforcera de soustraire à l'influence protestante les enfants dont on veut à tout prix faire de bons catholiques. Nous aurons un « Etat des enfants qu'il est bon de faire élever loin de leurs parents » (1). En voici un exemple. A Florac « David Fieuvail, fils du sieur Fieuvail, marchand. Le curé et l'abbé Cheila ont souvent averti le père et la mère que leur fils n'assistait point ny au catechisme ny aux instructions et allait rarement à la messe. La mère a

(1) Archives de l'Hérault G. « *Prunet*. Jean Gardez, fils de David, âgé de 14 ans, pourrait être envoyé au petit séminaire de Chirac. Jean Durand, fils d'autre Durand, pourrait aller au même endroit. — *Bédouès*. Demoiselle Rozières, vieille fille, âgée de 60 ans, du lieu de la Vernède, est très opiniâtre et ne vient point à l'Eglise. Demoiselle Catherine de Vignolles, sa nièce, entre tout-à-fait dans ses sentiments. On pourrait la mettre au couvent de Langogne. — *St-Laurent-de-Trèves*. Jeanne Pin, fille de Jacques, âgée de 22 ans, du village de Peirastre, pourrait être envoyée à St-Chély, chez la sœur Thérèse. Suzanne Bancelhon, âgée de 25 ans, du village de Ferrières, pourrait être envoyée au même endroit, de même Nancy Atger, âgée de 24 ans, du Bosc. Il est à remarquer qu'il est nécessaire de faire un exemple dans chacun de ces trois villages, savoir : Peyrastre, Ferrières et le Bosc, parce que tous les habitants font très mal leur devoir et sont soupçonnés de donner retraite à Romàn. — Pierre Atger, fils d'autre, du Rey, riche. Le père et la mère ont souvent reçu des avis de changer de conduite eux et toute la famille. M. le comte de Broglie lui en a parlé deux fois à son passage. Ils ne peuvent se résoudre à envoyer leur fils au cathéchisme et à la messe. »

été convaincue plusieurs fois d'avoir été aux assemblées. Le fils a de l'esprit, il faudrait le tenir longtemps éloigné de ses parents. » En marge une note indique qu'il doit être envoyé à Chirac, au petit séminaire. « *Anne Leblanc*, fille du sieur Blanc, bourgeois, âgée de dix-huit ans, pourrait aller à Saint-Chély chez la sœur Thérèse. *Jeanne Pons*, sœur du sieur Théophile Pons, marchand, pourrait aller aux filles de l'Union, à Mende. *Marie Dulure*, âgée de 20 ans, de la religion protestante, mal vivante, pervertit la jeunesse tant pour les mœurs que pour la religion, elle est pauvre et devrait être envoyée à un refuge. *Jeanne Vidale*, âgée de 30 ans, qui est une espèce de prédicante, pourrait être envoyée à Mende, aux filles de l'Union. »

Plusieurs jeunes gens furent ainsi ravis à leur famille et amenés au couvent ou au séminaire où on s'efforça d'en faire de bons catholiques.

Un simple mot suffisait pour faire envoyer au couvent. Jean Velay nous raconte que sa fille Louison se trouvait au Pont-de-Montvert chez sa tante, M^{me} Demarès. Elles arrivèrent, le jour des Cendres, un peu en retard à la messe; le prêtre eut le mauvais goût de leur faire des reproches et même de les menacer. Comme M^{me} Demarès très affectée par cette observation se mit à pleurer, sa nièce lui dit pour la consoler : « qu'elle ne devait pas pleurer et qu'elle savait bien que les enfants de Dieu ont toujours quelque chagrin et sont persécutés. » C'était un langage trop évangélique, qui sentait l'hérésie : Le missionnaire l'entendit et le rapporta à M. l'abbé du Chaila. Celui-ci s'étant trouvé à Florac, pour le passage de Monseigneur l'Evêque de Mende, resta quelques jours chez les capucins. Il vit le père de la jeune fille, et lui communiqua la décision de l'évêque, qui voulait que Louison Velay fut « reléguée à un couvent à Mende et M^{me} Desmarès à celui de Langogne. » Jean Velay s'exécuta. Il conduisit sa fille à Mende où elle fut mise au grand couvent. Elle y resta du 13 mars au 29 avril 1700. Après avoir indiqué le montant de ses frais de voyage il ajoute : « Dieu convertisse mon ennemy quy en ceste occasion et en plus grande a voulu me ruyner et lui hoste la force de réussir. »

Les N. C. ne pouvaient se passer des prédications de l'Evangile auxquelles leurs ministres les avaient habitués. Le clergé aurait dû se préoccuper de donner satisfaction aux besoins religieux de ces âmes qui s'étaient éloignées de l'Eglise parce qu'elles ne s'y étaient pas senties suffisamment nourries et édifiées, mais peut-être aussi

peu zélé et certainement plus intolérant qu'au XVI^{me} siècle, il employa la violence pour convaincre des gens qu'il fallait gagner par la douceur et par la persuasion (1). Comprenant quel danger il y avait à laisser les N. C. assister aux assemblées, il fit prononcer les peines les plus sévères contre ceux qui s'en rendraient coupables : la mort pour le prédicant, les galères perpétuelles pour les simples fidèles. Des peines plus fortes étaient infligées à ceux qui donnaient refuge aux prédicants. Il se trouvait cependant des gens assez courageux et assez dévoués à leur culte pour les recevoir. *Roman* (2) paraît s'être caché pendant longtemps dans les environs de Florac, à la Salle, à Saint-Laurent. Il allait, la balle de colporteur sur le dos, donnant à tous de sages avis, encourageant les tièdes, modérant les exaltés.

Les assemblées furent nombreuses en 1685 et en 1686. Le 23 mars 1687, Nicolas de Lamoignon annonce aux communautés des

(1) *Archives nationales* TT 240. — Le *Mémoire* suivant fut adressé en 1690 à Lamoignon de Bâville qui reconnaît l'exactitude des faits signalés mais compte surtout sur les victoires du roi pour ramener les N. C. (?) : « Les peuples des Sevénes ont besoin de prédicateurs qui leur prêchent une fois ou deux la semaine plutôt que des missions réglées qui les lassent et qui sont faites par toute sorte de gens lesquels bien souvent n'ont guère l'esprit de Dieu, et cherchent d'autres fortunes que celles du ciel. Il serait à désirer que ces prédicateurs ne se mêlassent que du spirituel, ce qu'ils font de plus, donnant de l'éloignement pour eux et pour la religion catholique; qu'ils allassent par les maisons et les petits villages leur apprendre à prier Dieu sans leur parler de controverse mais seulement d'une sainte morale chrétienne. Si on usait ainsi le peuple serait bien tost changé. — *Ce peuple aime la parole de Dieu.* Des gens charitables, désintéressés et sans éclat les gagneroient infailliblement; un petit nombre suffiroit et seroit de petite dépense et sa Majesté en verait bien tost de grands fruits. Il y a beaucoup d'ecclésiastiques mais ils agissent chacun à leur fantesie et selon leurs intérêts; peu ou point de prédicateurs, encore moins de gens qui ne songent qu'au service de Dieu et au salut des âmes, c'est ce qui est cause qu'il y a si peu de véritables convertis. — Si on mettait dans les villages des Sevénes des filles de St-Lazare, qui sont sous la conduite de M. Joly, général des prêtres de feu M. Vincens, en servant les malades comme elles font, ce seroit encore un moyen très excellent pour convertir solidement ces peuples, parce que la charité les touche infiniment. »

(2) Sa tête était mise à prix : 300 livres à qui le prendrait mort ou vif. Voici son signalement : « *Roman* est petit, âgé de 24 ans, les cheveux châtains brun, le visage rond et brun, les yeux gris, le nez médiocre, la bouche grande. » 1692. *Les premiers pasteurs du Désert*, par O. Douen, t. II, p. 204.

Clévannes que le roi les décharge de la subsistance des troupes qui devront à partir de ce jour vivre à la solde du roi « en considération de ce qu'ils ont donné des *marques d'une meilleure conduite* que celle qu'ils avaient eu par le passé et les assurances de ne retomber plus dans même faute, qu'ils avaient commise par les assemblées illicites contre les défenses faites par Sa Majesté. » Le 6 octobre 1689 nous rencontrons la condamnation aux galères perpétuelles de *Jean-Baptiste Bancelhon* « pour avoir assisté à une assemblée. » En 1707, il est prisonnier au Château d'If. Il ne recouvra sa liberté qu'en 1713. Il a décrit les misères des forçats dans un opuscule que nous n'avons pu retrouver. *André Pellecuer*, fils de chantre et chantre lui-même, ne put renoncer à l'exercice d'une profession qu'il aimait. Il continua à remplir ses fonctions dans les assemblées du désert et fut pour ce fait condamné aux galères en 1691. En 1707, il est à Marseille sur la galère l'*Esclatante*. Il fut aussi libéré en 1713. *Jean Menen*, condamné pour fait de religion par M. de Broglie, le 6 octobre 1689, mourut « à la peine. »

Vers 1700, une assemblée est signalée « proche Florac » (1). Il paraît certain qu'aucune assemblée ne s'est tenue dans la ville, la présence de la compagnie de dragons, du curé et des capucins, suffisait pour l'empêcher. On verra un peu plus loin comment étaient convoquées ces assemblées et à quel danger s'exposaient ceux qui s'y rendaient. Celle de 1718 fut surprise, celle de 1721, faillit l'être, mais qui dira combien de ces assemblées purent être tenues qui échappèrent à la surveillance attentive du clergé ou des soldats ?

Après la fin de la guerre des Camisards, la persécution continua plus ou moins violente suivant le caractère des intendants qui se

(1) *Lettre du vicomte du Chaila à M. Du Roc* (sans date). « Je vous rands grâces, Monsieur, je n'ay jamais eu de domestique du nom de Lafage et réellement ce fut le consul de Ste-Marie-d'Albaret, puisque la chose fut vérifiée sur l'information ; et quand au marquis d'Apchier, il est à Paris, et Thoras a acheté des gens de leur paroisse mesme. J'atans ce matin des nouvelles de Montpellier. M. le comte de Broglie m'a escrit qu'après la foire de Bauquaire, il viendrait faire un tour dans ces cartiers. *Il y a eu une assemblée proche Florac*. Songés au cavalier pour M. le comte de Broglie, je vous en prie, qui soit bien faict et propre. On nous a dit que le soldat prisonnier à Mande cestoit tué en voulant se sauver par des cordes. Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur, *Le vicomte du Chaila*. » (C'était le frère de l'abbé). (Communiqué par M. André).

succédaient dans la province. « En 1720, dit Corteiz dans ses Mémoires, les églises de la Lozère, du Pont-de-Montvert, de Castagnols, de Saint-Julhan, de Florac firent de grands progrès et se relevèrent par une merveilleuse assistance de Dieu, étant favorisées par la contagion qui avoit fait retirer toutes les troupes de nos montagnes et des Cévennes... » La peste fit beaucoup de victimes en Gévaudan, « la crainte de la mort que la peste donnoit servoit beaucoup à l'augmentation du courage et du zelle de nos peuples. »

Ce résultat était l'œuvre d'Antoine Court et de ses collaborateurs, Pierre Corteiz, Jacques Roger, Carrière, etc., qui s'efforcèrent de rétablir l'ordre et la discipline dans les Eglises. Court, doué du génie de l'organisation, comprit que les inspirés qui entretenaient la révolte et le désordre, devaient être énergiquement réprimés : il combatta donc le fanatisme, il convoquera les fidèles et s'efforcera de les instruire dans les assemblées religieuses. Rien ne l'arrêtera, ni la haine des prophètes et des prophétesses, ni les poursuites ordonnées contre lui. Le 21 août 1715, date mémorable, il réunit six prédicants dans une carrière abandonnée près de Monoblet, et donna à cette assemblée le nom de premier Synode du désert. La discipline est remise en vigueur ; désormais les colloques, les synodes provinciaux, le Synode national se réuniront au désert pour s'occuper des intérêts de l'« Eglise sous la croix. » Cette œuvre, c'est un jeune homme de 20 ans, plein d'enthousiasme et de foi, qui eut l'honneur de l'accomplir.

C'est sous son impulsion qu'ont lieu les assemblées qui se tiennent dans les environs de Florac. Comme elles persistent, des mesures plus sévères encore sont prises pour les faire cesser. Par la déclaration du 14 mai 1724, Louis XV, devenu majeur, remettait en vigueur les décrets les plus sévères rendus contre les protestants depuis la révocation de l'Edit de Nantes. En 1725, 1726 et 1727, la persécution est à son apogée.

Court profita d'une accalmie pour faire une tournée dans les Cévennes (1). Il visita trente-deux Eglises, présida autant d'assemblées, fit cent lieues et cela dans soixante jours, malgré les difficultés et les dangers encore très grands. Il était accompagné de Claris et des autres prédicants du pays. Le 9 juin il était au Pont-de-Montvert où il avait tenu deux assemblées le dimanche et le

(1) Lettre d'Antoine Court à son ami Duplan juillet 1728. Citée par M. Coquerel : *Les pasteurs du Désert*, t. I, p. 181.

lundi. « Mon Dieu, dit Antoine Court, que de pluie tomba (dans cette dernière assemblée) pendant la prédication et la célébration de l'Eucharistie ! A peine néanmoins auriez-vous aperçu quelque altération dans cette assemblée, tant ces fidèles montagnards sont accoutumés au mauvais temps, ou pour mieux dire, tant leur faim de la sainte parole est grande et leur zèle empressé. Je leur dois ce témoignage que, dans leur pays, il y a en général un grand nombre de bonnes âmes. » Le mardi ils convoquent « l'Eglise de Florac et ses voisines. » A. Court resta le mardi et le mercredi dans les environs de Florac : de là il va tenir des assemblées dans les Eglises de Saint-Julien, du Pradal, de Saint-Germain-de-Calberte. Dans cette dernière Eglise il convoque le Colloque général et le Synode et bénit en leur présence cinq mariages. Le samedi 12 juin, A. Court convoque l'assemblée de l'Eglise de Barre « où assista encore celle de Florac. » La pluie dérange beaucoup, il la supporte avec une bonne humeur qui nous étonne. Il s'abrite sous un rocher avec trois prédicants et une vingtaine de personnes, puis quand elle a cessé, ils se remettent en marche. « Mais, comme si la pluie n'avait diminué que pour nous inviter à partir, et nous faire éprouver ensuite sa rigueur, elle ne nous vit pas plus tôt hors de notre asile que, reprenant son premier train, elle ne nous quitta plus jusqu'à notre rendez-vous » (1).

Le beau temps étant revenu, Court assemble le dimanche matin les Eglises de Vébron, Roussès et une partie de Saint-André-de-Valborgne. Pendant l'administration de l'Eucharistie on vient le prévenir que « le curé de Vébron avait prôné en chaire que, ce jour-là, se tenait une assemblée ; et cet ecclésiastique, qui ne se crut pas moins en droit de porter l'épée que les clés, se mit à la tête du détachement qui se trouvait en ces lieux, et dirigea sa marche où il soupçonnait que se trouvait l'assemblée ; mais, soit qu'il n'en sût pas positivement le lieu, soit qu'il manquât de courage, il s'en retourna du premier hameau sans rien faire ». Le service put se terminer fort heureusement.

La tournée dans les Hautes-Cévennes s'achève par Valleraugue, Meyrueis et l'Aigoual, où Court tient une sorte de Synode des Eglises du Haut-Languedoc.

(1) Il fait des observations climatiques intéressantes. Il a remarqué que « du sein du temps le plus beau naissent de petites nuées qui s'épaississent peu à peu et tombent en torrents d'eau. » Impossible de les prévoir à l'avance et les fidèles arrivent à l'assemblée, quel que soit le temps, et le bravent nous savons comment.

Les fidèles qui avaient eu le privilège d'assister à ces réunions, en revenaient peu disposés à se soumettre aux sacrements de l'Eglise. Les prédicants leur faisaient d'ailleurs une obligation de faire baptiser leurs enfants et bénir leur mariage au désert. Beaucoup manquent la messe. D'Aguesseau écrit en 1721 : « Il ne reste presque plus de traces de religion dans certaines paroisses où les curés se trouvent quelquefois seuls dans leur Eglise. »

En 1728, survient une affaire qui fit grand bruit à Florac et dans les Cévennes. La déclaration du Roy du 14 mai 1724 enjoignait aux ecclésiastiques catholiques de visiter soigneusement les malades protestants, et de les exhorter à recevoir les sacrements de l'Eglise sous peine de bannissement et de confiscation de tous leurs biens. Le curé de Florac et son vicaire eurent l'occasion d'exécuter cette ordonnance.

La famille de Pages de Saint-André avait été obligée d'abjurer, lors de la Révocation, mais ses membres étaient restés fermement attachés à la Réforme. Assez assidus à l'église, ils continuaient à donner à leurs enfants une éducation protestante. Le 13 octobre 1688 fut baptisée, dans l'église paroissiale de Saint-Martin de Florac, demoiselle Charlotte-Louise de Pages, fille légitime de noble Pierre de Pages, seigneur de Pourcares et de dame Suzanne de Bouniol. Le parrain fut Messire Louis de Grimoard de Beauvoir du Roure, marquis de Grizac; la marraine Dame Charlotte-Elisabeth de Ponsonailles de Vareilles, marquise de Grizac. M^{lle} de Pages reçut de sa mère la foi protestante et y resta fidèlement attachée. Le curé ne l'ignorait pas : il voulut profiter d'une maladie qu'elle fit en 1728 pour essayer de la faire revenir de ses prétendues erreurs. Le vicaire Giral est délégué pour lui adresser des exhortations, La malade refuse de l'entendre. Il ne se décourage pas et revient accompagné de deux témoins, les sieurs Bourdon, 1^{er} consul et Bouniol, 2^{me} consul. Ils pénètrent dans la chambre de la malade et trouvent là M^{me} de la Bastide sa sœur, le sieur de Pourcares son frère, M^{me} de Saint-Hilaire sa tante. Aussitôt une dispute s'engage : M^{me} de la Bastide reproche au vicaire ses visites si fréquentes, elle l'accuse de vouloir rendre sa sœur plus malade. M. de Pourcares insiste pour qu'on ne trouble pas son repos; il l'a trouvée si malade « qu'il n'a pas osé lui demander d'aujourd'hui comme elle se portait. » Le vicaire, dans son zèle brutal, ne se laisse pas arrêter par ces avis; il s'approche du lit et recommence ses discours de la veille, la menaçant de l'enfer et du jugement dernier si elle ne revient à la foi catholi-

que. M^{me} de la Bastide supplie encore le vicaire de laisser sa sœur en repos, et elle prie Dieu de la fortifier. Le vicaire l'invite à sortir de la chambre, mais elle se réfugie derrière la porte; le vicaire s'en aperçoit, elle s'éloigne enfin en lui criant qu'il est le « bourreau » de sa sœur. Après avoir laissé longtemps sans réponse les demandes du vicaire, à la question précise si elle voulait vivre et mourir dans la religion C. A. et R., elle répond enfin, qu'elle ne voulait pas mourir dans la religion C. A. et R., *« qu'après avoir vécu 40 ans dans la protestante, il n'y aurait pas apparence qu'elle changeât. »*

C'était la déclaration qu'attendait notre abbé. Il se retire aussitôt en faisant constater le délit aux consuls. Le consul Bouniol dit en passant aux membres de la famille : « M. le Vicaire pourra revenir demain et les choses pourront changer. » — « Demain notre porte sera fermée » répond M^{me} de la Bastide. — « M. le Curé et moi saurons bien la faire ouvrir quand nous le jugerons à propos. » M^{me} de la Bastide ajoute qu'« à l'article de la mort ce n'étoit pas le tems de demander aux malades leur sentiment, qu'on y pensait assez dans la santé, que, pour elle, elle aimerait mieux se faire turque que catholique. » M. de Pourcares et M^{me} de Saint-Hilaire, pour atténuer le mauvais effet de ces paroles, dirent au vicaire : « Notre porte vous sera toujours ouverte, de nuit et de jour. »

Le curé de Florac, M. Comte, écrit aussitôt à l'évêque en lui envoyant le rapport de son vicaire. Il lui dit l'émotion considérable produite par cette affaire à Florac et aux environs, où « le nombre et l'obstination des N. C. ont plus besoin d'être contenus par quelque exemple que dans beaucoup d'autres lieux. » Il exprime à l'Intendant la peine qu'il éprouve, lui prêtre, à dénoncer ses paroissiens qui ne font pas leur devoir. Cela ne peut que les aigrir et les éloigner parce qu'il leur devient odieux : mais l'éclat de M^{lle} de Pages a fait trop de bruit et il a dû porter sa plainte. Cela lui a coûté beaucoup. Ne serait-il pas préférable d'exiger des curés qu'ils fournissent chaque année un état des personnes qui ont été *enterrées à la voirie* et qui par conséquent sont mortes dans l'hérésie? Le procédé permettrait de grossir les biens du royaume.

L'instruction de l'affaire est confiée au sieur Rodier, notaire, qui fit la procédure et l'envoya au Sénéchal de Nîmes. Le curé écrit encore à l'Intendant : il craint que les parents et amis que M^{lle} de Pages possède à Nîmes ne sollicitent un jugement favorable et il supplie l'Intendant d'en écrire au Procureur et à ces Messieurs du Sénéchal. Il vaudrait mieux que cette affaire ne fût pas « suivie »

si elle ne devait pas avoir un succès conforme aux intentions de Sa Majesté. Toutes les Cévennes attendent l'issue du procès et on s'y règlera « sur l'événement. » Il a encore essayé d'obtenir une rétractation, mais ses avances ont été inutiles.

Le procureur du Roi envoie un huissier à Florac pour faire amener la demoiselle de Pages : l'exempt de la maréchaussée de Nîmes arrive le 2 avril, mais il est précédé de gens qui ont prévenu M^{lle} de Pages. Celle-ci avait passé toute l'après-midi à faire des visites avec sa sœur, et cela jusqu'à huit heures. L'exempt se rendit chez elle vers neuf heures; il la trouva dans son lit et prit un certificat du chirurgien, constatant qu'elle ne pouvait aller ni à pied, ni à cheval, et il se retira le 3 avril. Le curé constate que « ces demoiselles sont bien servies partout » et il dénonce l'indulgence coupable de l'exempt Lacroix. « Nos catholiques se répandent en murmures; nos religionnaires, dont cette petite ville est presque remplie, se louent fort de lui et le publient comme un bon frère très-débonnaire. » Il ne s'étonne pas d'une pareille conduite; il a appris que c'est le frère d'un marchand de Nîmes qui est très-huguenot.

Le Parlement de Toulouse en juin 1728 condamna M^{lle} de Pages au bannissement perpétuel et à la confiscation de ses biens; M^{me} de la Bastide à dix livres d'amende « avec deffense d'user à l'avenir de termes scandaleux et méchants. » Un huissier fut envoyé à Florac, mais M^{lle} de Pages était déjà partie depuis plusieurs jours; M^{me} de la Bastide avait devancé sa sœur. Elles allèrent probablement rejoindre l'une de leurs sœurs qui habitait Montpellier ou leur frère M. de Saint-André; établi à la Haye depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, il y jouissait d'un grand crédit (1).

On voit par toute cette affaire combien le temps des rigueurs est éloigné. Le clergé n'a pas désarmé mais il est impuissant, aussi réclame-t-il avec énergie l'exécution des Edits. C'est ainsi que, le 10 août 1736, l'archiprêtre et les curés des Cévennes adressèrent à l'Evêque de Mende une lettre (2) à peine respectueuse, dans laquelle ils se plaignent de l'indifférence complète des nouveaux convertis pour la religion catholique, de leur malveillance à l'égard des ecclésiastiques, de la désertion des Eglises, de la fréquence des assemblées prohibées. Des prédicants « payés avec la dernière exactitude par

(1) Les pièces de ce procès se trouvent dans les Archives de l'Hérault.

(2) *Bulletin de la Société d'agriculture de la Lozère*, 1889, p. 428.

des contributions volontaires », président ces assemblées. « Ces prédicants sont tranquilles, et comment ne le seraient-ils pas ? *leur capture n'est point récompensée comme autrefois.....* Les nouveaux convertis se marient dans les assemblées sans se soucier de l'état de leurs enfants... ni de leurs conjonctions illicites et nulles ». Il ne se fait presque pas d'autres mariages. « Certains zélés qu'ils appellent *consolateurs*, sont appelés pour assister les malades et les exhorter à mourir dans les sentiments de la secte ». Non contents de pratiquer presque ouvertement leur culte, ces protestants opiniâtres ne s'avisent-ils pas de convertir à leurs croyances les ouvriers catholiques étrangers qui viennent chercher du travail dans le pays.

« Tous ces désordres ne viennent que de l'inexécution des édits et des déclarations du roi. Les plus mal intentionnés, ceux qui reçoivent et logent les prédicants, ceux qui convoquent les assemblées, ceux qui s'y marient et ceux qui entretiennent les malades dans l'erreur, sous prétexte de les consoler, ne sont pas recherchés, les troupes et leurs officiers n'ont point d'ordres... »

« Nous vous conjurons de procurer l'exécution des ordonnances royaux dans nos Cévennes.

« Les personnes de la première distinction de ce pays nous ont conseillé de porter *directement* nos justes plaintes à son Eminence (1) et aux Ministres de sa Majesté. Le respect nous arrête, mais dans la suite *notre devoir nous obligera de le faire si nos représentations appuyées de votre crédit restent sans effet.* »

Le clergé de Florac sévit en particulier contre ceux qui se marient ou qui font baptiser au désert. Nous avons pu retrouver le dossier de deux condamnations qu'il avait sollicitées (2). C'est d'abord un jugement du 9 septembre 1751 contre *Jean-David Meynadier* et sa prétendue femme Catherine Rouvière, religionnaires de la ville de Florac, dûment atteints et convaincus de s'être mariés devant un ministre de la R. P. R. et de lui avoir fait baptiser un de leurs enfants. Leur mariage a été béni au désert 9 ans auparavant par *Combes*, ministre. Il répond à l'interrogatoire « qu'il a eu cinq enfants et que 3 sont morts et qu'ils ont été tous baptisés au désert par les nommés *Gabriac*, l'aîné et le cadet, *Combes* et *Teissier*, et le dernier par *Cavalier*, tous ministres, que cependant il en a une qui fut rebaptisée lorsque tous les habitants de la paroisse portèrent le leur

(1) Le Cardinal de Fleury.

(2) Archives de l'Hérault, C. 242.

à l'Eglise. » Il n'a pas fait baptiser à l'Eglise son dernier enfant parce qu'il a été baptisé par celui qui l'a marié. — Il est condamné à 1.500 livres d'amende et à une aumône de 20 livres envers les pauvres de la paroisse de Florac (1).

Guitard, plus coupable que *Meynadier*, avait été marié à l'Eglise, mais, comme lui, il avait refusé ses enfants au curé et déclaré qu'il ne les ferait plus baptiser à l'Eglise. Il fut retenu prisonnier pendant deux mois et condamné à payer les frais.

Les ministres viennent baptiser jusque dans les maisons, l'apostolat du désert est institué et fonctionne régulièrement (2).

La persécution diminue, vaincue par la constance admirable des protestants; dès 1764, elle cesse complètement. Les prisons rendent leurs victimes, les frontières sont ouvertes aux réfugiés qui veulent rentrer dans leurs foyers, les assemblées du désert ne sont plus poursuivies. Enfin l'Etat civil leur est rendu en 1787 : La Révolution française ne fera que consacrer la liberté de conscience.

(1) Archives de l'Hérault, C. 242. Lettre de Comte, curé, à l'Intendant : « Monseigneur. Que les religionnaires qui ont épousé au désert y fassent porter leurs enfants à baptiser, je n'en suis pas tout à fait surpris; ils prennent pour prétexte que nous leur refusons ce qu'ils exigent de nous, et que nous ne pouvons pas leur accorder de mettre dans nos registres leurs enfants légitimes; mais que les religionnaires qui ont épousé à l'Eglise nous les refusent, cela ne peut être qu'un entêtement outré qui les guide. J'ai eu l'honneur dans la lettre que j'eus celui de vous écrire lundy dernier de vous observer, Monseigneur, que *David Meynadier* serait une planche sur laquelle les autres ne manqueraient pas de marcher, l'événement ne prouve que trop que je ne me suis pas trompé. Le nommé *Guitard*, dit le *Cordier*, vient de faire un mauvais exemple en me refusant un enfant qu'il a depuis quelques jours. J'ai tenu à son égard la même conduite de douceur et de charité. Je lui ai parlé et fait parler et nous avons eu les mêmes réponses que le premier nous a données, jusqu'à dire qu'il *n'envoyerait plus des enfants pour baptiser à l'Eglise*. J'ai tout sujet d'espérer que vous couperez le cours du mal dans ses commencements. Je suis persuadé que quelque exemple dans cette paroisse dont j'avais été content pour sa soumission aux ordres du Roy et à ses déclarations produira le meilleur effet et empêchera les ministres de *venir baptiser dans les maisons, comme fit dimanche dernier Teissier, environ une heure après minuit*. »

(2) Archives de la Lozère G. 977. « *Mémoire sur les entreprises des huguenots* » telles qu'assemblées illicites, établissement de maîtres d'école et de catéchisme de leur religion, sous le nom de maîtres d'arithmétique et de plein chant, « ils enseignent dans les villes et dans la campagne le chant des psaumes de Bèze et de Marot et la doctrine de Calvin » (1752).

§ 1. — LA GUERRE DES CAMISARDS

La guerre des Camisards n'est que l'explosion d'une colère sourde trop longtemps contenue, mais elle a été précédée et préparée par de petits mouvements partiels que nous devons brièvement raconter (1).

Une incursion faite, à la fin de septembre 1689, dans les environs de Florac par le prédicant Vivens, suivi d'une centaine d'hommes, amena un redoublement de sévérité. La ville de Florac dont les habitants étaient accusés de connivence avec l'ennemi, faillit être rasée. Les villages de Salièges et de Rampon, qui avaient logé la troupe de Vivens furent détruits. Le nommé Yzac Doullson, domestique de M. Velay, viguier de la baronnie de Florac, étant allé prévenir son père, qui habitait Salièges, que ce hameau devait être pillé et rasé fut arrêté, condamné à mort et pendu sur la place de Florac; Jean Velay lui-même fut emprisonné ainsi que sa femme et sa servante. On les accusait, sans aucune preuve, d'avoir fait passer des vivres aux attroupés. Ils furent conduits au fort de Saint-Hippolyte. Jean Velay y resta 8 jours, sa domestique 2 mois et sa femme 6 mois.

Les Floracois étroitement surveillés par la garnison ne paraissent pas avoir pris une grande part au soulèvement des Camisards. Nous ne relèverons que les faits qui, dans cette guerre, touchent directement notre ville.

On a représenté Florac comme le siège d'une chambre ardente, chargée de juger les rebelles, pendant les troubles. Au moment de l'assassinat de l'abbé du Chaila par la troupe d'Esprit Séguier, le 24 juillet 1702, « Messieurs du Présidial de Nîmes, au nombre de huit, leur greffier, huissier et procureur, allant siéger à Marvejols pour y cognoître des affaires criminelles » se trouvaient de passage à Florac. Ils reçurent l'ordre de s'y arrêter pour juger les coupables. Les accusés furent mis à « la question ordinaire et extraordinaire » mais ils ne voulurent rien révéler. Esprit, Pierre Nouvel et Couderc (2) furent, comme on sait, condamnés à être exécutés sur le

(1) Voir, dans le *Bulletin de la Société d'agriculture, science et arts de la Lozère*, l'extrait du « *Petit livre de mémoires des affaires domestiques* » de Jean Velay, viguier de Florac. Communiqué par M. Aug. Boyer.

(2) Ils avaient été arrêtés « au milieu de la Can de Barre » par un Floracois, Antoine, Hercule Huc, sieur de la Combe, lieutenant d'une compagnie bourgeoise.

lieu de leurs crimes. Il y avait dix-neuf autres prisonniers qui partirent de Florac, le 14 août 1702, pour Saint-Hippolyte, escortés par deux compagnies, commandées par MM. Combe et Pons (1). Messieurs du Présidial partirent aussi le lendemain pour Marvejols : il n'y eut pas de nouvelle « chambre ardente » à Florac.

La troupe des Camisards pille, le 8 octobre 1702, les maisons « clostralles » et les Eglises des environs, entre autres celles de Saint-Laurent-de-Trêves, de Prunet, de Vébron, de Cassagnas, etc. Seules celles de Florac, Bédouès, Saint-Etienne et Saint-Germain échappent à la destruction (2). Florac, pendant tout le temps de la guerre reçoit des troupes de passage qui vont au Pont-de-Montvert ou en reviennent. M. de Julien profite de son séjour, le 1^{er} mai 1703, pour faire « passer par les verges cinq jeunes gens. » Voici leurs noms : « le fils de *Malbosc*, des Salles, accusé d'avoir esté à une assemblée et lui avoir trouvé *psaumes à la poche*; *Jean Saltel*, bridier, *Claude Bancilhon*, *Jean Dombres*, dit Gévaudan et *Antoine Rampon*, de Florac, accusés d'avoir esté faire voir les lettres que M. de Miral avait escrittes à M. de Julien aux attroupés et s'estre fait prendre à eux par intelligence et fait prendre les lettres et par la esvitté que M. de Julien avec ses troupes n'avait pas peu joindre les attroupés. » M. de Miral fait fortifier la ville : il fait construire des palissades et creuser des caves au château. Les nouvelles sont de plus en plus alarmantes : trois muletiers d'Ispagnac, de Molines et de Quézac viennent d'être tués par les attroupés sur la Can de l'Hospitalet, les porteurs de lettres de la messagerie de Mende à Nîmes ont été arrêtés, les chemins ne sont plus sûrs (3). En août 1703, sur la nouvelle que les Camisards sont « fortifiéz, en Bas-Languedoc et que beaucoup estoient montés par les chevaux enlevéz à la palus et Camargue », M. de Miral fait augmenter les fortifications, on double les barrières, et on construit des murailles à « pierre sèche. »

(1) De Broglie écrit le 15 août 1702 au ministre de la guerre : Quant aux autres prisonniers, « nous avons jugé à propos de les faire transférer pour leur procès être fait ; mais *la garde était trop difficile à Florac et les prisons trop peu sûres.* » *Histoire du Languedoc*, t. XIV, p. 1582.

(2) Archives de la Lozère G. 1491. Les garnisons les ont préservées, mais les rentes et les revenus ecclésiastiques « en ont été perdus et jouis par les fanatiques. »

(3) Rappelons que 22 chemins royaux venaient d'être construits dans les Cévennes pour permettre aux troupes et à l'artillerie d'y circuler facilement. Il n'y avait eu jusque là que des sentiers de mulets. Florac fut réuni à Génolhac par Fraissinet de Lozère et au Vigan par Meyrueis.

Le 14 septembre 1703, les habitants des paroisses de Saint-Julien-d'Arpaon, de Prunet-Montvaillant, de Saint-Laurent-de-Trèves, et ceux des villages de Salièges, de Rampon, de Ruas et de Chabrières, reçoivent l'ordre du maréchal de Montrevel, de se retirer à Florac avec leurs bêtes et tout ce qu'ils pourront emporter. Les soldats de Julien, commencent à raser les villages, puis, « comme la démolition fatigait les troupes elles demandèrent l'ordre de brûler qui leur arriva à Florac le 18 ou 19 octobre. » Pendant tout le mois d'octobre, les N. C. de Florac et les réfugiés des villages environnants virent, le soir, avec terreur, des grands feux qui brûlaient plusieurs jours de suite, et l'on se nommait les fermes ou les hameaux qui devenaient ainsi la proie des flammes. C'étaient Cropiliac, Vernagues, le Viala, Tardonnenche, la Rouvière, la Salle, la Valette !

Les deux partis rivalisèrent de sauvage cruauté, et firent des victimes innombrables : on finit par tuer pour l'unique plaisir de verser le sang. Pour donner une idée de cette guerre, il suffira de citer entre mille un fait qui a eu pour théâtre un village situé hors de la paroisse, mais dans le voisinage de Florac.

Les protestants de Runes avaient reçu l'ordre de quitter cette localité et on avait donné leurs maisons à d'anciens catholiques. Ces malheureux ne sachant où aller, ou ne pouvant se résoudre à s'éloigner de leurs foyers, étaient restés dans le village. Au mois de novembre 1703, une compagnie de Miquelets vint les arrêter et les conduisit au Pont-de-Montvert. Les nommés Chapelle, Bertalais, Gout et Bonnet furent impitoyablement fusillés. On se contenta de faire passer par les verges les femmes et les filles. Quelques Camisards du pays résolurent de tirer vengeance de cet acte de cruauté. Dans la nuit du 14 au 15 décembre 1703, ils se rendent à Runes et y allument un incendie qui détruisit, à l'exception de deux, toutes les maisons alors occupées par des catholiques et fit périr plusieurs personnes. Les Miquelets se mirent à la poursuite des incendiaires, parvinrent à les atteindre, près du hameau de l'Hôpital, sur le Mont-Lozère et en massacrèrent 55 ou 60, suivant le témoignage du capitaine de Palmerole qui commandait cette expédition.

Des assassinats dont on ne s'explique la cause que par des vengeances particulières, se commettaient tous les jours : Un fermier de M. Sauvage, officier de cavalerie, fut tué près de sa maison à la Rouvière, « à coups de fusil et de pistolet. » Il fut enterré à Florac, le 22 septembre 1703.

La ville reçoit sans cesse de nouvelles troupes qu'il faut entrete-

nir : le dimanche 30 décembre 1703, arrive le régiment de Tournon, composé de 600 hommes, remplaçant 3 compagnies de fusiliers. Le colonel s'assure un traitement de 90 livres par mois, il exige que ses officiers soient aussi payés par la communauté, enfin il demande une maison et sept lits pour faire un hôpital (1). Survint un ordre de l'intendant le 31 décembre 1703, qui dispensait la ville de fournir de l'argent aux troupes, mais on dut « promettre au colonel pour le bien vivre 40 livres. » Il n'accepta que du linge et « autres ustencilles par billetz. »

Les troupes sont détachées dans les paroisses brûlées « où on a tué hommes et femmes fait des prisonniers fait des choses qui font trembler et qui doivent apprendre à la postérité le grand crime que c'est de se rebeller contre son souverain, *la rébellion des atroupés n'estant que du bas peuple*, cela n'empêche pas que les plus relevés et les plus sages ne souffrent de ce terrible châtiment. » Nous avons souligné à dessein l'appréciation de Jean Velay, elle est à retenir; c'est celle d'un N. C. qui a eu à souffrir beaucoup de la part du clergé catholique, après avoir été emprisonné avec sa femme; nous avons vu l'abbé du Chaila lui enlever sa fille pour la mettre au couvent, malgré tout il n'approuve pas les excès qui se commettent; les hommes sensés comme lui, les plus religieux, d'une manière générale la partie aisée de la population cévenole, ne se sont enrôlés qu'à regret dans la troupe rebelle.

Les habitants de Florac travaillent pendant les mois de février, de mars et avril 1704 aux fortifications. Au mois de mars ils obtiennent la permission de sortir de la ville pour ensemençer leurs champs.

Le 15 mai 1704, au moment de la suspension d'armes provoquée par la trahison de Cavalier, survient une triste affaire. Un détachement du régiment de Tournon, qui avait fait escorte au colonel, part de Saint-Germain pour revenir à Florac. Il est attaqué au plan de Fontmorte (2) par la troupe de Roland, composée de 1.200 hommes. Il y eut 60 morts parmi lesquels, M. de Couberville, lieutenant-colonel, M. de Saly, M. de Sainte-Loy, M. de Ramond, capitaines, M. Viala, subdélégué « aux razements » et son fils âgé de 15 ans,

(1) « La Maizon a esté prize chez M. Bancilhon et les sept litz ont été fournis par les habitantz de Salièges, de Montelz et de Gralhon. »

(2) Un premier combat avait eu lieu à cette même place en 1702. C'est là que s'élève le monument inauguré en 1886 par M. le professeur Viguier.

plusieurs soldats, trois lieutenants ou sous-lieutenants. Il y eut aussi des prisonniers, entre autres Jérémie Boyer, de Florac et, parmi les muletiers chargés de voiturer les équipages du comte de Tournon, David Meyssonnier, de la Valette, réfugié à Florac depuis le brûlement. Ils furent conduits aux Aires puis relâchés. Rentrés à Florac, ils racontèrent le combat et la mort des officiers. Les soldats et les habitants chez lesquels ils étaient logés, les regrettèrent beaucoup. « Et à l'égard de M. Viala et son fils il n'en sera rien dit laissant aux peuples brûlés et razés des Cévennes et du pays de Lozère à faire l'esloge du père, n'ayant pas l'avantage de cognoistre le fils. » Viala s'était montré l'exécuteur impitoyable des ordres qu'il recevait. « Dieu veuille lui faire miséricorde et à tous. Voila mon souait particulier. » (1)

Bientôt le calme reparaît dans le pays : on peut circuler sans escorte. Des « attroupés » viennent jusque dans la ville, mais on ne leur permet pas de sortir des maisons afin d'éviter des querelles avec les soldats. Ceux-ci n'auraient pas manqué de les reconnaître parce qu'ils portaient des « fuzils et *casques* (2) cogneues des soldats quy avoient esté au plan de Formorte. » D'autres camisards viennent « à la barrière » demander des vivres et on leur en donne.

Des nouvelles contradictoires font exécuter plus sévèrement les mesures de rigueur. Une lettre du 1^{er} juin 1704, informant M. de Tournon qu'une partie des troupes assemblées à Calvisson en étaient reparties, fait fermer les portes de la ville et consigner les vivres et les habitants. De meilleures nouvelles le font relâcher de cette rigueur, mais il n'en continue pas moins à fortifier la ville et le château. On entendit le 9 juillet les tambours du comte de Tournon publier que « tous ceux qui seraient trouvés en campagne hors des barrières après la retraite de samedi prochain au soir jusqu'au lundy matin avec ou sans billet seraient tués sans miséricorde. » Par contre, le même jour des ordres arrivaient, autorisant les réfugiés à cueillir leurs foins et leurs blés, mais ils devaient revenir avec leurs récoltes dans tous les lieux de refuge. Deux individus, « l'ainé de Boudon de Tardonnenche et l'ainé de la veuve Maurin d'Artigues », qui n'obéirent pas, furent tués.

Le 27 septembre eut lieu sur la place de Florac l'exécution de

(1) Mémoire de S. Velay déjà cité.

(2) Peut-être la *camisa*, sorte de *blouse*, qui aurait fait donner le nom de Camisards aux attroupés.

Pierre Atgier et d'un nommé Lapierre, prisonniers, qui étaient accusés d'avoir été camisards.

Ce fut l'un des derniers épisodes de cette triste guerre qui avait ruiné tout le pays et fait couler des ruisseaux de sang pour un bien médiocre résultat. La force brutale paraît avoir eu le dessus, mais si les N. C. sont abattus, ils ne sont pas vaincus. Le résultat moral fut énorme ; on sut à la Cour, et Louis XIV put apprendre qu'il y avait encore en France des protestants, qu'ils étaient capables de se défendre et de tenir en échec les troupes royales. Mais désormais ils laisseront de côté les armes charnelles, ils resteront attachés aux armes spirituelles, la prière et la Bible, qui leur assureront la victoire et la liberté.

§ 2. — UNE ASSEMBLÉE DU DÉSERT EN 1718

Les protestants, à la mort de Louis XIV leur persécuteur, espéraient qu'on allait leur accorder la liberté de conscience. Il n'en fut malheureusement rien. Malgré les bonnes intentions du régent Philippe d'Orléans qui, par politique, voulut se montrer indulgent à l'égard de sujets qu'il voulait se concilier, les mesures de rigueur contre les assemblées du désert furent maintenues et exécutées. L'une des assemblées, qui eut lieu en 1718, dans les environs de Florac, fut surprise. Nous avons les pièces du procès qui fut instruit contre les prisonniers ; elles nous permettent de tracer les détails de cette affaire (1).

Le dimanche 14 août 1718, les N. C. des environs qui se rendent à Florac, pour assister à la messe, ou pour leurs affaires, apprennent qu'une assemblée aura lieu, sur la Can de Tardonnenche, à la Rouvière, au Cros de Paradis, à une lieue et demi de Barre, et à une demi lieue de Florac, sur les limites des paroisses de Florac, La Salle et Saint-Julien-d'Arpaon. Le bruit s'en est répandu assez vite ; sur la place, « deux personnes qui parlaient bas » se communiquent la nouvelle, les « avertisseurs » ordinaires des assemblées savent quels sont les fidèles qu'il faut aviser ; les habitants des villages venus à Florac doivent prévenir leurs voisins. A l'heure dite, par petits groupes, pour ne pas attirer l'attention, arrivent les habitants de la Rouvière, de Tardonnenche, de Saint-Laurent, de Ferrières, de Ventajols, de Balazuègues, de Saint-Julien, de La Salle et de

(1) Archives de l'Hérault, C. 197.

Florac. Ils débouchent de tous les côtés : celui qui marche en tête dissimule sous sa blouse une lampe qui lui sert dans les mauvais pas, et l'on voit au loin les petits feux qui marchent, qui se montrent un moment, puis qui disparaissent sous les châtaigniers. L'assemblée commence à se grouper; on cause peu, à peine quelques mots échangés à voix basse; le silence de la nuit et l'impression de terreur qui glace tous les cœurs à la moindre alerte, expliquent la gravité et la tristesse des gens qui sont réunis là. Il y a beaucoup de femmes, les hommes sont moins nombreux; « il n'y a pas de demoiselles ou de messieurs », ce sont des « peisans et des peisannes. » Pendant que les retardataires prennent place dans l'assemblée, « l'ancien » poste les sentinelles : il en établit plusieurs du côté de la route de Barre à Florac; c'est par là que les troupes du roi peuvent arriver et il faut pouvoir être averti à temps pour les éviter. A onze heures toutes les mesures sont prises. Une lampe a été placée près de la chaire improvisée, trois autres sont allumées dans l'assemblée et le service divin commence. Le prédicant est « un homme de 40 ans, habillé de gris, de médiocre taille, portant ses cheveux de couleur châtain clair. » Après avoir prononcé la prière, il invite l'assemblée à chanter des psaumes, entre autres ceux-ci :

Miséricorde aux pauvres visieux
Dès ma jeunesse ils m'ont fait mille maux.

Quand ils sont terminés, il commence aussitôt le prêche.

Tout à coup on entend des cris dans le lointain, ils se rapprochent, on les distingue enfin : « Gare! Gare! Sauve! Sauve! » Ils sont trahis : les dragons sont là. En un clin d'œil l'assemblée est dispersée; les uns suivent les habitants de Tardonnenche qui leur fournissent un abri pour la nuit, d'autres s'enfoncent dans les bois, dans les « vallats » profonds et inaccessibles pour qui n'en connaît pas les sentiers. Seuls quelques malheureux, qui n'ont pu fuir à temps ou qui ont trouvé les dragons sur leur chemin, sont faits prisonniers. Ils sont au nombre de six : 2 hommes et 4 filles. Ce sont les victimes.

D'où vient cette surprise? Un homme de confiance de M. de Campredon, subdélégué de l'Intendant à Barre, séduit par la récompense offerté à « celui qui donne l'avis », est allé vers neuf heures du soir, « à une heure de nuit », l'informer de l'assemblée qui va avoir lieu. M. de Campredon prévient aussitôt M. Dubois, commandant d'e

la garnison à Barre : 25 hommes sont mis sur pied et la petite troupe se dirige vers le lieu de la réunion. Il n'y avait pas de temps à perdre ; on ne pouvait songer à convoquer la garnison de Florac. Vers minuit ils sont arrivés sur les bords du Tarnon, le chant des Psaumes qu'ils ont entendu de fort loin a servi à guider leurs pas. Mais les sentinelles veillent : sur la route de Barre, grâce au clair de lune, elles ont aperçu la petite troupe, l'alarme a été donnée. Ils arrivent pour assister au départ des derniers fuyards : ne pouvant les suivre, dans des sentiers qu'ils ne connaissent pas, craignant aussi de tomber dans un guet-apens, ils se contentent de tirer quelques coups de fusil pour les effrayer et reviennent avec leurs prisonniers. Ceux-ci sont enfermés dans la prison de Barre et, dès le lendemain, le subdélégué les interroge : *Antoine Rouvière* est un travailleur de terre, de Ventajols, paroisse de Saint-Julien-d'Arpaon âgé de 65 ans. N. C. *Louise Pellet*, femme de Louis Rouvière, de la paroisse de Saint-Julien-d'Arpaon, âgée de 35 ans, est la fille d'un ancien catholique. Elle est venue fort tard avec son voisin Antoine Rouvière, lorsqu'elle a entendu le chant des psaumes. *André Serière*, travailleur de terre, du lieu de la Valette, paroisse de Prunet-Montvaillant, âgé de 25 ans. N. C. *Anne Boudonne*, veuve de Jean St-Jullian, natif du lieu de Tardonnenche. Elle avait sur elle un petit livre intitulé « Prières et Méditations pour les fidèles qui se présentent à la Communion » et une paire de lunettes. Elle reconnaît avoir été emprisonnée à Montpellier, pendant quatre mois, au temps de la guerre des Camisards. *Marie Pascal*, fille de Jacques Pascal, de Saint-Julien-d'Arpaon, 30 ans environ. *Marguerite Combes*, fille de Jean Combes, native du lieu du Crouset, paroisse des Bondons, « habitante de Florac » depuis environ 15 ans, N. C.

Les questions qui leur sont posées sont les mêmes et ils y répondent avec beaucoup de prudence, refusant de révéler les noms des « adverteurs », des autres personnes, du prédicant qu'ils « déclarent ne pas connaître. » Ils sont d'accord pour affirmer qu'« il n'y avait point d'armes dans l'assemblée » et qu'on ne les a pas exhortés à s'armer en attendant le secours des puissances étrangères.

Les prisonniers restèrent du 15 au 27 août dans la prison de Barre : de là ils furent transférés à Montpellier.

Avant d'instruire leur procès l'Intendant voulut connaître l'opinion de ses représentants dans le pays. M. Dubois, commandant, lui écrit que « les communautés de Florac, Prunet-Montvaillant et

Saint-Julien-d'Arpaon, sont très coupables dans cette affaire. » M. Campredon estime aussi qu'elles sont « très mauvaises et mériteraient châtement. » Il demande qu'on fasse des exemples pour arrêter le cours de ces assemblées. Quant à la condamnation aux amendes, il lui paraît juste de « les faire retomber sur les plus mauvais sujets et non sur *ceux qui font leur devoir*; les curés et les consuls le savent, *le nombre de ceux-là n'est pas grand*, aussi il n'y en aurait pas beaucoup d'exemp. » Il s'étonne de cette affaire, survenue dans un moment où tout paraissait fort tranquille. C'est sans doute un prédicant qui sera monté de « la plaine » pour la provoquer. Le subdélégué affirme qu'il ne redoute pas « la haine de ce mauvais peuple, au milieu duquel il ne se trouve pas en sûreté », et se déclare prêt à continuer à « agir pour le service du Roy. »

Dans une autre lettre, M. Campredon demande que la communauté de Montvaillant, quelque petite qu'elle soit, supporte aussi une partie des frais. André Serièrre en est originaire. Il fera saisir ses biens « pour l'exemple. » C'est fort utile car les assemblées se multiplient, on vient de lui en signaler une à Saint-Roman. La présence des troupes est indispensable.

Le curé de Florac, Comte, est appelé à donner son avis sur les prisonnières. « Anne Boudonne est un si méchant sujet que je balançais depuis plusieurs mois de vous la dénoncer..... Elle fut traduite dans la citadelle de Montpellier au commencement des troubles des Camisards..... C'est une peste si dangereuse que si elle revient jamais dans ce pays elle y fera des maux incomparables. » Pour être aussi mal notée par le curé, Anne Boudonne n'en était pas moins une fort honnête personne; elle avait seulement le tort d'être trop protestante. Elle allait dans les maisons colporter les livres proscrits, des Bibles, des livres de prières, et, il ne se faisait pas d'assemblée sans qu'elle en fût prévenue. C'est elle qui a convoqué plusieurs des prisonniers. Quant à Marguerite Combes, c'est une servante, « qui ne fait que voltiger de maître en maître pour gagner sa vie. » Le curé Comte entreprend enfin la défense de sa communauté. Il affirme qu'il n'y avait pas d'autres personnes dans cette assemblée; « excepté quelques manants ou quelques femelettes je ne connais aucun habitant de cette ville capable de donner dans de pareilles extrémités. Il y a un très grand nombre d'honnêtes gens, zélés pour la religion et le service du roy, depuis la conversion générale. Il ne s'étoit tenu aucune assemblée dans l'enceinte de leur paroisse, de laquelle ils sont sortis souvent pour tomber sur celles

qui se tenoient ailleurs. » Il croit que les paroisses voisines sont plus coupables : le lieu de la réunion n'est pas dans la paroisse mais il est limitrophe de Saint-Laurent-de-Trèves, de Saint-Julien-d'Arpaon et de Prunet-Montvaillant. Il essaye d'attendrir l'intendant. « Je vous supplie, Monseigneur, d'entrer pour un moment dans les sentiments de charité et de tendresse où doit être pour ses paroissiens, un curé qui les regarde comme ses enfants spirituels qui sent vivement le coup dont on les frappe. » Il ne faut pas punir les innocents pour les coupables, les bons sujets ne doivent pas être confondus avec la « canaille. » Les Floracois ont une garnison et ils se sentiraient à couvert de bien des choses si celle-ci « faisait son devoir au lieu de ne songer qu'à sortir pour piller. »

Les consuls en charge, MM. de Vébron et de Malafosse, ne voulurent pas rester en arrière, ils essayèrent de fléchir l'intendant. Ils se réunirent le 22 août 1718, avec les principaux habitants dans la maison du sieur de Saint-André. L'intendant a annoncé son intention de punir les coupables arrêtés dans l'assemblée et les a invités à veiller à ce que rien ne se fasse dans la paroisse « contre le service du roy. » Ils décident non seulement de « courir sur les assemblées », mais encore de nommer des Inspecteurs dans chaque quartier qui seront chargés de veiller de nuit et de jour, à ce qu'il ne se fasse rien de contraire au bien de la religion. Ils devront arrêter les étrangers inconnus et signaler les personnes suspectes et enfin donner avis de « tout ce qui viendra à leur connaissance. » (1)

Cette preuve de dévouement et de zèle n'empêche pas l'Intendant de comprendre Florac parmi les communautés condamnées à payer l'amende. Le subdélégué ne cesse de la charger dans ses rapports : « c'est la plus coupable et la plus riche, Saint-Julien-d'Arpaon la seconde, et Prunet-Montvaillant la plus petite et la plus pauvre. » Quant aux prisonniers, ce sont des misérables « qui n'ont rien au

(1) Voici les noms de ces inspecteurs *ecclésiastiques* : « Pour le faubourg du Pescher les sieurs Blanc, cordonier, Gréfulhe et Marinet ; pour la Ville : MM. Pons, marchand, Comberousse et Vernet, chapellier ; pour le quartier du Planet, MM. Boudon, Broussoux et Alexandre Sabatier ; pour la Rouvière, Brager et Privat ; Metge pour Tardonnenches ; François Saint-Julhan et David Pin, pour le Viala ; Gleise, pour Croupillac, Estienne Agulhon, baron ; pour Monteils, Barthélemy Meynadier et Jean Compang ; pour Salièges, Labaume et Meissonnier ; pour St-Julian, Antoine Alcais et pour le Causse dépendant de cette paroisse, Estienne Vivens. » Ce sont presque tous des N. C.

monde. » Enfin il recueille des renseignements sur plusieurs « mauvais subjects du voisinage qui ont esté les advertisseurs de cette assemblée et de plusieurs autres qui y ont assisté. »

Le 5 septembre 1718, M. le duc de Roquelaure prononça son jugement : André Serière et Antoine Rouvière seront conduits à Marseille pour y ramer sur les galères du roi leur vie durant. Anne Boudonne ira finir ses jours dans la Tour de Constance « en Aigues-Mortes. » (1) Les autres accusés sont renvoyés absous. Les communautés seront obligées d'avancer, sauf son recouvrement contre les coupables de l'assemblée, pour les différents frais, 879 livres. (2)

L'Intendant fut approuvé par M. le régent qui espérait que ce petit châtement produirait un « bon effet pour l'avenir » mais qui regrettait qu'on n'ait pas « attrapé le prédicant pour en faire un exemple. »

Nous avons vu les Inspecteurs désignés par les consuls disposés à surveiller étroitement les N. C. Le curé Comte paraît avoir été plus zélé qu'eux.

Le 10 juin 1721, veille de la foire de Florac, messire François de Sujol, seigneur de Vébron, se trouvait au Planet devant la porte de M. de Saint-André avec M. de la Can, commandant de la garnison, et M. de Valbelle, lorsque le curé de Florac et celui de Vébron vinrent à passer : ils discutaient avec animation et paraissaient l'un et l'autre fort émus. Qu'y a-t-il de nouveau ? Le curé, en faisant sa tournée habituelle dans les maisons des N. C., s'est aperçu que les plus suspects n'étaient pas chez eux, et les autres membres de la famille n'ont pas pu dire la cause de leur absence à cette heure tardive ; pas de doute qu'une assemblée n'ait lieu dans les environs. La femme André Teissier, dit Martel, se trouve à sa fenêtre, le curé l'interpelle : « Que faites-vous là à cette heure ? Votre mari est sans doute à l'assemblée. » La femme Teissier répond qu'il est à la pêche, « il ne peut donc faire aucun mal. »

Le bruit se répand et tous les zélés catholiques proposent de courir sur l'assemblée. Le commandant dit que « s'il avait 150 hommes il en donnerait 140, mais comme il en a fort peu, il ne peut en faire sortir que 12. » Le détachement se réunit sur la place,

(1) D'après un acte notarié, en 1751, Anne Boudon était encore détenue à la Tour de Constance « depuis longtemps ». Son nom ne figure pas sur la liste de 1754.

(2) Celui qui avait donné l'avis de l'assemblée reçut 100 livres.

les personnages que nous avons rencontrés sur la place du Planet sont rentrés chez eux pour prendre un fusil et viennent grossir la petite troupe. Le curé leur adresse ses dernières recommandations : il ne voudrait pas faire trop de bruit autour de cette affaire afin de ne pas porter préjudice à la ville ; il a cependant prévenu les N. C. qu'ils ne devaient pas quitter leurs maisons pour aller dans les assemblées. Il est onze heures quand ils sortent par « la porte du côté du chemin de Languedoc et se dirigent vers le pont de Barre. Arrivés à « une portée de fusil » de la ville, ils se séparent et se forment par groupes de quatre. M. de Sujol va se poster avec un sergent et deux soldats sur le chemin de la Rouvière et de Tardon-nenche. André Boudon, bourgeois, se rend au « Clos del Baille », vis-à-vis le confluent de la Mimente et du Tarnon, à trois portées de fusil de la porte de la ville. Guilhaume Leblanc, seigneur de Valbelle, va sur le chemin de Montvaillant avec trois soldats. Le sieur Bourdon et deux soldats se cachent à côté du chemin, proche le pont de Barre. La petite troupe pouvait ainsi surveiller les deux vallées et arrêter les N. C. qui reviendraient de l'assemblée.

Deux hommes traversent bientôt le pont ; on les arrête, on les interroge. D'où viennent-ils ? L'un d'eux raconte qu'il a été appelé par son beau-frère pour rechercher une brebis qu'on lui avait confiée et qui s'était égarée. Comme il était nuit, il a prié son ami de l'accompagner. Ils s'étonnent qu'on les arrête ; les soupçonnerait-on de venir d'une assemblée ? Ils n'y ont pas songé, et ils supplient les soldats de dire dans quelles conditions ils ont été arrêtés et ils offrent de leur « payer du vin. » Ceux-ci refusent, « ils ne sont pas gens à rien faire pour du vin ny pour aucun autre intérêt. »

Les soldats qui longent la rivière trouvent trois hommes couchés dans un champ de blé. On les questionne : Ils répondent qu'ils se sont installés là pour passer la nuit. Deux autres individus qui suivaient le bord de la rivière sont également arrêtés : Il y a en tout 7 prisonniers.

Ils comparaissent le 21 juin 1721, dans « la chambre de la geole » devant M. Campredon (1), qui en écrit à l'Intendant. Pour lui, il

(1) L'un des accusés, Anthoine Viala, N. C., avait eu quelque temps auparavant l'intention de se rendre à Genève pour arranger des affaires de famille avec son beau-frère, mais il a été arrêté à Lyon, à cause de la peste.

est convaincu qu'il y a eu une assemblée, mais les preuves manquent. Ce n'est pas d'ailleurs un fait isolé : « les habitants de Florac font des assemblées et assistent à celles qu'on fait au voisinage. » Celle-ci n'a pu avoir lieu ; elle s'est dispersée sur la nouvelle apportée de Florac que M. le Curé avait reconnu l'absence des N. C. et que la troupe allait sortir. M. Comte lui paraît avoir voulu prévenir les religionnaires qu'il « savait leur démarche », mais par charité, il a empêché leur arrestation. Il demande enfin qu'on adresse des éloges aux habitants de Florac qui ont accompagné les soldats.

Que va-t-on faire des prisonniers ? Ils sont depuis le 10 juin « dans une des plus mauvaises prisons qu'on puisse trouver, i ayant de l'eau dans tout le plat fond d'icelle », et ce sont des misérables qui n'ont seulement pas de pain à manger ; à son avis, il faudrait les relâcher et condamner la communauté aux frais de la procédure. On n'en exceptera que ceux qui ont fait leur devoir, car tous les autres sont plus ou moins coupables. On ne saurait avoir d'autres preuves. Il n'a pu savoir que ceci : l'assemblée a été tenue dans la paroisse de Florac, proche la ville.

L'affaire n'eut pas de suite et les prisonniers furent relâchés.

§ 3. — UN PASTEUR DU DÉSERT : J.-P. GABRIAC

Parmi les pasteurs qui exercèrent leur ministère dans les Hautes-Cévennes, nous devons mentionner Claris, Combes, Maroger, Teissier, dit Lafage, Jean de Méjanelle, sieur du Cambon, Figuières, Gabriac cadet, Job Jaffard, dit le pasteur Job, né à Florac, pasteur à Mazamet, célébrait en 1782 des baptêmes et des mariages dans le pays (1).

Mais celui qui a fait le plus pour l'Eglise de Florac et pour les Cévennes en général c'est J.-P. Gabriac (2). Aucune vie ne fut mieux remplie que la sienne. Nous tenons à la raconter en détail.

(1) Vers la mi-juillet 1731, Pierre Corteis, de retour de Zurich, arrive à Florac : « M. Rouvière et moi étant arrivés à l'église de Florac, MM. les anciens auraient souhaité que nous ussions fait une assemblée ; mais comme il n'y avait que quelques jours que M. Combe les avait assemblés et que d'ailleurs ils étaient tous empressés à couper leurs blés, nous passâmes plus avant et nous allâmes jusqu'à l'Eglise du Pompidou..... » *Lettres à Court. Bulletin du protestantisme*, 33^e année, p. 495.

(2) *Archives du Christianisme au XIX^e siècle*, t. II (1818), p. 27 et ss. Notice par Favié, et les registres de l'Etat-civil tenus par Gabriac (mairie de Florac).

J.-P. Gabriac était né dans la commune de Saint-Michel-de-Dèze. Il exerça son ministère dans les Hautes et Basses-Cévennes et en particulier dans le « Quartier » de Florac de 1740 à 1786. D'un zèle infatigable, il ne se livra jamais au repos ; toujours en route, voulant satisfaire à tous les besoins de sa vaste paroisse, il devait aller d'un village à l'autre, presque toujours à pied, pour visiter les malades, instruire des catéchumènes, bénir des mariages, ensevelir des morts et porter des consolations aux affligés. Il ne restait jamais une semaine entière dans le même lieu. Par les registres de l'Etat-civil, nous pouvons le suivre dans ses courses. Le 22 avril 1741 il est à Vialas, de là il se rend dans les lieux suivants : Le Pompidou, Collet-de-Dèze, Genolhac, Chamborigaud, Rousses, Saint-Maurice-de-Ventalon, Frutgères, Saint-Martin-de-Lansuscle, Brenous, Saint-Marcel-de-Fontfouillouse, Saint-Sébastien, Saint-Michel-de-Dèze, Saint-Privat-de-Vallongue, La Salle-Montvaillant, etc. Nous ne pouvons continuer cette énumération beaucoup trop longue. Il va partout où il est appelé, à Saumane, à Valleraugue, à Vallon, puis revient à son quartier dont le siège paraît avoir été La Salle-Montvaillant. Florac en était bien le chef-lieu désigné, mais il ne pouvait y résider ; il aurait été inquiété par le curé ou par la garnison. C'est dans ce petit hameau, à une demi heure de la ville, qui commande cette vallée de la Mimente habitée uniquement par des protestants, que J.-P. Gabriac reçoit les jeunes gens qu'il prépare au saint Ministère, il forme un véritable petit séminaire qui compta jusqu'à 18 élèves. On sait avec quelle sollicitude il les instruisit. Les Synodes lui témoignèrent souvent leur satisfaction et lui votèrent des fonds pour subvenir à leur entretien. Quelle école que celle-là ! Que de fois les cours devaient se tenir en plein air, à l'abri des châtaigniers séculaires, ou bien au chevet d'un malade. Il ne pouvait négliger les devoirs de sa charge et il faisait de ces jeunes gens ses collaborateurs. Il leur confiait l'éducation de la jeunesse, il les envoyait là où il ne pouvait aller lui-même et les chargeait d'adresser de courtes exhortations à leurs frères.

Comment recrutait-il ses élèves ? Il allait dans les familles, il suppliait les enfants qu'il avait remarqués de se consacrer au service du Seigneur. Comme les parents lui objectaient l'impossibilité de subvenir aux frais de l'éducation de leurs fils, il répondait : « Ne vous mettez pas en peine de cela ; Dieu y pourvoira. » Et lui-même faisait des sacrifices considérables pour élever tous ses enfants spirituels, partageant avec eux tout ce qu'il possédait. Quand il les

avait gardés quelque temps auprès de lui il les envoyait à Lauzanne pour y compléter leurs études, et d'autres les remplaçaient. On comprend les services immenses que cette école rendit aux Eglises du pays, qui se seraient forcément trouvées sans pasteurs.

J.-P. Gabriac courut mille dangers ; sa tête fut mise à prix (1), il ne suspendit pas pour cela ses fonctions pastorales. « Ma vie n'est point à moi, disait-il avec calme et résolution, elle est à Dieu qui me l'a donnée, c'est à lui que je dois la consacrer tout entière. » Il avait à desservir l'Eglise de Marvejols : quatre fois par an il allait visiter et consoler les quelques familles protestantes qui s'y trouvaient encore, derniers débris d'une Eglise jadis florissante (2). Il devait passer pour s'y rendre au milieu de populations catholiques et tromper leur vigilance. On le voyait alors habillé en soldat qui rejoint son régiment, en colporteur qui offre ses marchandises ou en paysan qui se rend à la foire. Dans son Eglise même il n'était pas tranquille. Il dut souvent aller passer la nuit, en plein hiver, dans une grotte connue de lui seul et d'un ami sûr qui lui portait sa nourriture.

Sa charité était inépuisable, il n'avait rien et il trouvait le moyen de donner. Un jour, il était malade, il avait passé la nuit à prêcher dans les environs et à visiter ses paroissiens. Un pauvre vient frapper à sa porte demander des vêtements car l'hiver était rude et il grelotait sous ses loques déchirées. Le vénérable pasteur lui fit remettre ses propres vêtements, les seuls qu'il possédât, prétextant qu'avant qu'il fût guéri de son indisposition le tailleur aurait le temps de lui en faire d'autres.

Il eut l'occasion de rendre service à l'un des quêteurs des Pères capucins qui, surpris par l'orage, vint lui demander l'hospitalité. Il le reçut, le fit souper, lui donna un lit, et le lendemain ne le renvoya qu'après lui avoir fait accepter une pièce de trois francs. Le capucin s'en alla ravi et en route il dit à l'un des paroissiens de

(1) Voici son signalement en 1755 : « Taille de 4 pieds environ 8 pouces, marqué de la petite vérole, portant perruque, âgé de 35 ans, le visage rond, les yeux bleus ; son quartier est à St-Jean-de-Valborgne ».

(2) Rappelons que Marvejols, Serverette, St-Léger-de-Peyre et bien d'autres villages du Haut-Gévaudan avaient adhéré à la Réforme. C'est une histoire curieuse que celle de ces Eglises dont il ne reste plus rien aujourd'hui. Les descendants des Huguenots du XVI^e et du XVII^e siècle sont de fervents catholiques qui, ignorant leur passé, ne voient le protestantisme et les protestants que par les yeux de leur curé.

Gabriac : « Vous avez un digne pasteur. Si jamais il avait besoin de moi je me dévouerais pour un si brave homme. »

M. Gabriac donnait, mais il ne pouvait donner de son superflu. Réduit à son simple traitement, il se privait pour faire la charité. Il empruntait de l'argent à ses disciples pour répondre aux sollicitations des pauvres, tant il éprouvait de bonheur à faire le bien ; aussi ses anciens élèves, sur l'initiative de M. Samuël François (1), prévoyant quelle serait sa triste situation lorsqu'il n'exercerait plus, décidèrent-ils de lui faire une pension alimentaire.

Gabriac ne se maria pas ; il n'en eut pas le temps ; un pasteur du Désert devait se consacrer tout entier à son œuvre. Il eut une famille spirituelle, celle de ses disciples et il espérait bien « qu'elle lui ferait honneur ». Une telle vie fut couronnée de la plus belle mort. Après un demi siècle environ de dangers, de travaux et de peines, il remit paisiblement et avec une ferme assurance son âme entre les mains de Dieu et de son divin rédempteur qu' « il lui tardait de voir, de connaître et d'adorer à la manière des anges ». Il laissait, dit M. Favié, auquel nous empruntons tous ces détails, pour tout héritage à ses parents, en particulier à ses quatre ou cinq neveux, tous formés de sa main, sa vie sans tache ».

Le rôle joué par Gabriac dans les Synodes du désert des Hautes-Cévennes fut considérable.

M. Hugues, dans son beau livre *Les Synodes du désert*, a publié les actes qui nous ont été conservés. Nous donnons en appendice ceux qui sont inédits. Nous ne savons malheureusement pas où se tinrent ces réunions. Il était prudent de n'en rien dire. Florac est chef-lieu de colloque et fait partie du Synode des Hautes-Cévennes (2). Le Synode est convoqué par les soins d'un colloque désigné d'avance. A celui de 1756, J.-P. Gabriac est secrétaire-adjoint. On lui fixe comme « quartier » les communautés de Fraissinet-de-Lozère, Grizac, Bédouès, Florac, Cocurès, Saint-Julien, Saint-Laurent, La Salle-Montvaillant, le Bousquet, la Can-de-Barre et les Balmes. Au Synode de 1773 que préside Gabriac, comme modérateur, son « quartier » est un peu différent, il a Florac, Barre, la Salle-Montvaillant, Saint-Julien et Grisac. Saint-Laurent est affecté à M. Molines,

(1) Il fut nommé pasteur à Florac en 1793.

(2) Le Colloque en 1761 prend le nom de Colloque de Lozère et comprend les Eglises de Barre, Meyrueis, Florac, St-Julien, Lozère, Cassagnas, Vébron et le mandement de Rousses.

pasteur de Vébron et du mandement de Rousses. Il y eut même un changement plus important, en 1763 : Gabriac et Pierredon devaient desservir tour à tour, pendant trois mois chacun, « les églises qui composent la ville d'Alais et les communautés de Saint-Sébastien, Saint-Jean-du-Pin, Soustelle, Cendras et Saint-Paul-Lacoste, aussi bien que le quartier de 1756 de Gabriac l'ainé. » Mais Gabriac resta le plus souvent dans son quartier de Florac qui peut le revendiquer comme l'un de ses pasteurs, le dernier de la période du Désert.

Les Synodes jouèrent un très grand rôle et contribuèrent à la reconstitution des Eglises par les mesures qu'ils prirent pour éloigner de la messe les N. C. Ils se montrèrent très sévères à l'égard des parents qui faisaient baptiser leurs enfants dans l'Eglise romaine ; ils devaient être suspendus de la sainte Cène pendant un an. Ceux qui les portaient au prêtre après les avoir faits baptiser par le ministre étaient supendus pendant deux ans. On sait d'autre part quelles peines plus sévères encore l'intendant et les curés infligeaient à ceux qui « faisaient baptiser au désert. » Nous trouvons la sévérité des ministres excessive, n'auraient-ils pas pu être moins sévères ? Non, une pareille discipline était indispensable pour maintenir dans la foi de leur père les protestants disséminés dans les Cévennes. Là où elle ne fut pas en vigueur, à Marvejols, à Serverette, à Saint-Léger-de-Peyre, les protestants disparurent : les fils baptisés par les curés ne se souvinrent plus de ce qu'avaient été leurs pères et ce qu'ils auraient été eux-mêmes sans la persécution. Baptisés dans l'Eglise catholique, élevés par ses soins, ils furent perdus pour l'Eglise protestante. Il est donc bien vrai que le culte public et les sacrements, en particulier celui du baptême, sont indispensables pour maintenir l'unité de la communauté. Là où ils font défaut, où on les néglige, l'Eglise risque fort de voir ses membres lui échapper.

Quel était à ce moment la situation matérielle des pasteurs ? Chaque pasteur est à la charge de son « quartier » qui l'entretient comme il peut. Chaque Eglise le reçoit tour à tour. En 1763 « les pasteurs ayant demandé qu'on leur fournit à l'avenir de quoi pourvoir eux-mêmes à leur entretien dans quelques maisons particulières de leur districts respectifs, MM. les Anciens ayant entendu leurs raisons, ont trouvé leur demande juste et bien fondée, à la pluralité de 17 voix contre 4. Cependant elle a été rejetée par le plus grand nombre sous prétexte que leurs églises ne pourraient pas

supporter avec la taxe ordinaire une telle augmentation. Ce qui n'empêchera pourtant point celles qui sont en état de fournir à cette dépense de prendre l'arrangement dont il s'agit. » Peu à peu les pasteurs arrivent à se fixer dans une Eglise de leur district et reçoivent alors de 400 à 500 livres: cette somme bien modique sera augmentée, car la livre ne représente plus la même somme qu'au XVI^{me} et au XVII^{me} siècles.

Le Synode de 1766, soucieux d'assurer l'expédition des affaires pendant l'intervalle des sessions, nomme une sorte de commission permanente. L'année suivante, elle est présidée par J.-P. Gabriac, assisté de M. Nogaret, de Barre, et à son défaut, de M. Bosquier, de Florac, et des pasteurs de la province, et d'autant d'anciens.

J.-P. Gabriac est remplacé par M. Martin, qui pourra désormais célébrer son culte à Florac, probablement dans une « remise » (1) et travailler à organiser l'Eglise d'une façon définitive. Les services seront célébrés à Grisac et à Saint-Julien qui resteront longtemps encore annexes de Florac. A l'une des « *premières communions* » célébrées à Florac se passa un événement bien touchant. Quatre vieillards, âgés de 70 à 80 ans, (parmi lesquels notre aïeul) avaient suivi le catéchisme, puis avaient demandé à communier avec les catéchumènes. Ils se présentèrent à la Cène versant des larmes de joie de ce qu'enfin ils pouvaient en toute liberté rendre à Dieu un culte selon leur cœur.

(1) Dans les registres du Consistoire de Florac nous trouvons, dès 1807, la mention d'une somme de 50 livres payée à M. Pellet, fermier de M. Malafosse pour la « ferme de la remise ». C'est, croyons-nous, la remise actuelle de l'hôtel Gleyzes.

CONCLUSION

Nous avons essayé de faire revivre l'Eglise de Florac telle qu'elle était pendant ces trois derniers siècles : Nous avons le sentiment de n'y avoir réussi qu'imparfaitement. Que de détails qui nous ont échappé ! Que de fois nous avons interrogé les documents sur tel ou tel point que nous aurions voulu éclaircir, et ils sont restés muets ! Retrouverons-nous ces registres du Consistoire, ce « livre des morts, des mariages et des baptêmes », vieux papiers jaunis par le temps, derniers témoins de si grandes choses ? Mais, ce qui manque pour une Eglise pourra se trouver chez d'autres et, en combinant plusieurs monographies, on pourra un jour, nous l'espérons, reconstituer l'histoire complète d'une église cévenole d'autrefois.

Et maintenant revenons à Florac. Comme le voyageur parvenu au sommet d'un mont, qu'il a gravi non sans peine, embrasse d'un dernier regard le chemin parcouru, il nous faut, arrivé au terme de cette étude, dégager le caractère de nos pères aux différentes périodes de cette histoire.

C'est d'abord le huguenot du XVI^{me} siècle, fier de sa victoire sur le catholicisme, enthousiaste, batailleur, toujours prêt à s'armer pour un nouveau combat, mais pieux et fermement attaché à la Bible qui a été pour sa conscience un moyen d'affranchissement. Florac entièrement gagné à la Réforme, le temple regorgeant de fidèles, et la physionomie de la petite ville transformée par la nouvelle discipline que le Consistoire, soutenu par le Conseil de ville, fait observer sans ménagements.

Au XVII^{me} siècle, après la funeste paix d'Alais (1629), la situation est changée ; c'est la période des démêlés avec le clergé catholique. Les protestants se font remarquer par leur fidélité au culte réformé. Leur piété est plus éclairée ; ils ont appris, au contact de leurs adversaires, ce qui les sépare du catholicisme, comment ils sont protestants et pourquoi ils le sont. Les persécutions loin de diminuer leur foi l'affermirent : Ils ne cèdent enfin qu'à la force brutale. Ce qui caractérise les nouveaux convertis de Florac, pendant la période

du Désert, c'est une prudence que nous ne pouvons pas juger sévèrement. Qu'eussions-nous fait à leur place ? Nous admirons le courage de ceux qui s'enrôlèrent dans les troupes camisardes, mais nous ne pouvons pas condamner ceux qui refusèrent de reconquérir par les armes leur liberté perdue. Les réformés de Florac attendirent avec persévérance le retour de temps meilleurs ; ils surent être à la fois et soumis au clergé qui les épiait, et fidèles à leurs chères croyances. Ainsi s'explique leur retour à leur ancien culte, sous une ère de liberté. Les héros de cette période, Anne Boudon, M^{lle} de Pages, le pasteur Gabriac, et combien d'autres encore, tombés dans l'oubli, mériteraient d'être inscrits sur le livre d'or de notre Histoire protestante.

Le gouverneur de la Tour de Constance indiquait d'un mot frappant quelles étaient, après sa visite et celle du prêtre qui l'accompagnait, les dispositions de chacune de ses prisonnières : « *Sa croyance toujours la même* », inscrivait-il à côté du nom d'Anne Boudon, de la paroisse de Florac. Ces paroles peuvent être reprises comme la caractéristique des huguenots des Cévennes. « *Leur croyance toujours la même* », cela signifie qu'ils étaient coupables d'adorer Dieu suivant leur conscience et de refuser le secours d'un prêtre qui leur promettait des faveurs et le ciel, en échange d'une abjuration. « *Leur croyance toujours la même* », cela veut dire que ni les souffrances, ni la faim, ni la soif, ni la maladie, ni la mort de leurs compagnons, n'ont pu ébranler la confiance en l'Eternel des forçats sur des galères du roy, ou des prisonnières d'Aigues-Mortes. « *Leur croyance toujours la même* », c'est-à-dire enfin, leur réclusion n'a pas assez duré, il faut prolonger leur supplice.

Toutefois cette fidélité à leur croyance, ce zèle à la propager, cette constance à souffrir tout pour la cause et l'honneur de Dieu ne suffisent pas pour expliquer la séculaire résistance des protestants des Cévennes aux persécutions du clergé et aux Dragonnades de Louis XIV. La forte discipline des Synodes a été pour ainsi dire le ciment qui a donné la cohésion et une solidité inébranlable à toutes ces fidélités individuelles. C'est grâce à elle qu'Antoine Court, plus tard, a pu réussir dans l'œuvre si difficile et si périlleuse de la restauration du Protestantisme encore hors la loi. Sans doute la discipline et l'organisation ne donnent pas la vie, la vie vient du Saint-Esprit, qui souffle où il veut. Mais étant donné la vie et le zèle, une discipline librement acceptée par tous est seule capable de coordonner les efforts et de les faire aboutir à des résultats féconds.

« Noblesse oblige ! » Les Eglises réformées du XIX^{me} siècle ont le devoir de rester fidèles aux principes d'une croyance, d'une discipline et d'une organisation qui ont fait la force de leurs pères au temps d'épreuve, en les adaptant dans la forme aux besoins du temps présent. Si nos Eglises (ce qu'à Dieu ne plaise !) désertaient ces principes, si elles abjuraient les croyances fondamentales de la Réforme, c'en serait fait de leur existence et de leur avenir ! Mais non, grâce aux efforts des jeunes générations de pasteurs, étrangers aux funestes discordes du milieu du siècle, cela ne sera pas. Nos églises se maintiendront sur le rocher de la Parole de Dieu pour y vivre, c'est-à-dire s'y mouvoir librement et développer logiquement la réforme de l'Eglise et de la théologie. Jamais d'ailleurs, la mission de notre Eglise ne s'est présentée sous de plus heureux auspices qu'aujourd'hui : Nous jouissons de la liberté, au moment où se manifestent les besoins de tant d'âmes, sorties de l'Eglise romaine ou des rangs de la libre-pensée, parce qu'elles n'y pouvaient trouver ni la paix de la conscience, ni la satisfaction de leurs aspirations religieuses. Pour les attirer et les retenir, donnons à notre Eglise cette autorité qui lui manque, qui en éloigne les esprits les moins prévenus, travaillons à la rendre *une*. Affirmons, en présence des critiques qu'on nous adresse de tous côtés, que les protestants de nos jours, loin d'être réduits à l'impuissance par l'émiettement, savent tous se ranger sous un seul drapeau dont la devise est : « Evangile et Liberté » ; qu'ils forment une grande famille dont tous les membres sont unis parce qu'ils sont les disciples du même Sauveur et les fils du Père céleste. De la sorte, nous travaillerons à élever le temple de l'avenir, édifice à la fois solide et spacieux, qui tiendra du passé ses fondements immuables, du présent son besoin de largeur et de justice, et de l'avenir, cette aspiration à « l'unité d'esprit par le lien de la paix » qui a été recommandé par l'Apôtre et nous hâterons l'avènement de ces temps heureux où « il n'y aura plus qu'un seul troupeau sous un seul berger. »

APPENDICE

I

ARCHIVES DE L'HOTEL-DE-VILLE DE NIMES

Conseil de Direction

Du lundy vingt-deuxième novembre, mil-six-cent-vingt-sept, après-midy, par devant Messieurs Genoyer, Sannier et Pélissier, consuls ; — assistants les sieurs Galli, de Boileau, Derbouze, Duranti, de Salien, Lebon, Carlot, Combé, Tinellis, Aujouin, Beaudinel, Puech, Daunant et Légal, assemblés pour le secours demandé par Florac :

Le sieur Hérail de la part de la ville de Florac, pressée par M. le marquis de Portes qui est proche de ses murailles avec environ quatre mille hommes secourant le château assiégé par la ville. MM. les Consuls depuis hier matin assistés des députés du Conseil, auraient fait tout ce qu'ils auraient pu pour former les quatre compagnies, ordonnées pour la milisse réglée en ceste ville, encore ils n'auroient pas peu réussir, n'ayant peu jusqu'à maintenant, enrôler deux cents hommes, estant bien véritable que toujours que l'on se présente et croit-on que avant le jour passé on pourra grossir la levée pour partir demain 6 au matin.

Néanmoins, s'estant présentés le sieur d'Albenas et de Florencourt, qui désiraient faire ce voyage pour ce secours, ont demandé qu'il leur fusse permis de faire battre le tambour et ramasser autant de gens qu'ils pourroient trouver ; — Arreste, que MM. les Consuls continueront la dite levée et feront marcher au plus tôt jusqu'à deux-cents hommes armés et munitionnés : les armes prises des habitants et les munitions des magasins de la ville, sous la conduite des capitaines déjà nommés et établis voyant le Conseil. — Néanmoins le zele des sieurs d'Albenas et de Florencourt, trouvant bon qu'ils fassent le voyage entrepris déjà avec les *non armés* (?) sans pouvoir les assembler par ban de tambour, pour n'interrompre l'ordre de la levée jà commencée par la ville.

Outre les munitions nécessaires aux soldats de demi-livre chacun de plomb et mèche à l'équivalent a esté accordé à la province des Sévennes trois quintaux de poudre. Après de quoi le deppartement se charge par promesse.

Conseil de Direction

Du judy 25^{me} jour du mois de novembre 1827 après-midy, par devant MM. Genoyer, Sannier et Péliissier, consuls; assistants les sieurs : de Malmont, Galli, de Boileau, Derbouze, Duranti, de Salien, Lebon, Tinellis, Beaudinel, Daunant et Molières.

Sur l'entretenement de la milisse

Pour le secours de Florac, MM. les Consuls ayant armés environ deux-cents hommes et soldizès environ cent-cinquante, à raison de quatre livres chascun, parce que MM. des Sévennes, envoient qu'ils n'ont plus besoin de gens de guerre; MM. les Consuls ont demandé qu'est-ce qu'ils doivent maintenant fère des dits gens de guerre et s'ils ne doivent être entretenus pour la milisse réglée de la ville, arreste que par les commissaires déjà depputés pour l'establissement de la dite milisse, seront prins les moyens et expédiens qui se peuvent prendre pource que les dits gens de guerre déjà enrolés et soldizès servent à la dite milisse à raison de trois ou quatre livres par mois, ce qu'ils ont reçu tenu en compte. Par lesquels commissaires sera aussi pourveu à la seureté des armes qui leur ont été baillées.

*Copié sur l'original par l'archiviste municipal de la ville de Nîmes,
le 26 avril 1896. A. DUCROS.*

II

LETTRE DE HENRI DE ROHAN

Henri de Rohan vint plusieurs fois à Florac. Il avait toujours des secours en hommes et en argent à solliciter. Les archives de l'Hôtel-de-Ville de Millau (Aveyron) possèdent une centaine de lettres de Rohan, récemment découvertes et encore inédites, qui éclairent d'un jour nouveau toute la la période qui nous occupe.

Voici une lettre inédite aussi, datée de Florac de ce capitaine qui était en même temps chef général des Eglises Réformées de France. « *A Messieurs des trois ordres de l'Eglise de Monoblet.* Messieurs, durant le séjour que j'ai fait dans vostre province j'y ay remarqué beaucoup des desfautes et de sujets qui requièrent que je puisse vous voir tous assemblés en corps de provinne, ce que je suis obligé de désirer aussy d'ailleurs par la considération de mon départ sur le point duquel je suis. J'ay donques à cause de ceste grande nécessité convoqué la province en la ville d'Alez à lundy prochain sixiesme du courant pour commencer le lendemain. Je vous prie d'y envoyer vos depputés pris des trois ordres,

un de chacun, sans manquer de temps, car il importe d'avoir promptement expédié à cause du jeusne qui approche lequel jeusne pour tenir plus comodement l'assemblée est différé au jeudy sizieme de ce mois; sur ce je prie Dieu, Messieurs, vous avoir en sa sainte garde, à Florac ce premier de mars 1628. Votre très affectionné et bon serviteur, HENRY DE ROHAN. » (*Bibl. du protestantisme*, Doc. non classé).

III

LES REMPARTS DE FLORAC EN 1704

Ce document (Archives de la Lozère, G. 1502) qui nous est communiqué par M. F. Germer-Durand, architecte départemental, permet de déterminer l'emplacement des anciens remparts.

« Nous, Louis Nougaret et Antoine Melzac, experts ordinaires du présent pays, comis par M. le comte de Tournon, brigadier des armées du Roy, colonel du régiment d'Infanterie, commandant pour sa Majesté dans les Sévenes, et par MM. les Consuls de Florac pour mezzurer les murailles qui ont été faites par ordre du dit Seigneur comte, et celles qu'il a ordonnées estre faites sy après pour clore et fortifier la ville de Florac, outtre et sans comprendre les murailles palissades et barrières qui avaient été faites l'année dernière par ordre de M. du Miral.

Raportons avoir mezzuré par canes de la mezzure de Montpellier les dites murailles bâties à chaux et sable de bonne pierre et massonnerie d'épessueur de trois pans et demi aux fondemans et deux pans au couvert (1).

Et premièrement une muraille de près la maison de Gout, l'*Espérance*, jusques au coin plus bas de la maison d'Antoine Combet, avec une barrière à deux grandes portes au bout pour la sortie, de douze pans d'ouverture avec ses crochets de fer, serrure et clef qui fait en tout vingt-sept canes six pans de batiment (2).

Plus a la double (3) et ruelle dentre la maison de Combet et celle de Richard, une muraille de quatorze pans d'authœur pour une cane qui fait une cane six pans (4).

A la ruelle et double qui est entre la maison du sieur Leblanc, cadet, et celle des hoirs de Pierre Boudon, une muraille de quatorze canes et doutze pans et demi d'authœur qui fait six canes, six pans.

A une ouverture du jardin de Sarande une muraille de doutze pans qui fait trois canes de murailles.

A une ouverture et petite ruelle du jardin du sieur Agulhon de deux pans et demi y a esté fait une bonne muraille, trois pans et demi.

(1) Sommet.

(2) Soit 27 cannes six pans carrés, l'usage étant de mesurer la maçonnerie en surface et non en cube.

(3) Ruelle très étroite entre deux maisons non mitoyennes, pour l'écoulement des eaux du toit.

(4) Une canne six pans carrés.

Depuis le coin du jardin des R. P. Capucins devers le levant jusques à la ruelle ou vial de Prat Mathieu, au levant du jardin du sieur Rodier, notaire, y a esté fait une muraille de dix-neuf canes et demi de long a quatorze pans d'auteur y compris la petite tour, ou garite (1), qui fait trente une cane de batiment.

Depuis ladite tour ou garite jusques au coin de la maison de Bosquier, muletier, on a vingt neuf canes de distance; la muraille qui y a esté faite a doutze pans et demi hors de terre, fait de batiment quarante six canes cinq pans.

Depuis le coin de la maison dudit Bosquier jusques à la ruelle de la maison du sieur Leblanc, advocat, de huit canes de distance fait de batiment doutze canes.

La dite ruelle pour dix pans de large bastie deux fois fait en toutes deux trois canes six pans.

A la double de Grousset de six canes de distance y a esté basti une muraille qui fait de batiment neuf canes.

Depuis la maison de M. de Balcouze jusques à celle de la veuve de Becède, de huit canes et demi de distance, y a esté fait une muraille de l'auteur susdit qui fait de batiment, la barrière (2) comprise, doutze canes six pans.

Depuis la maison de la dite veuve de Becède jusques à celle Delapierre, de dix canes et demi de distance, y a de muraille quinze canes six pans.

Depuis la maison des hoirs de Pierre Boniol jusqu'à celle de Pons, menuziers, passant sur le pont plus bas du Pesquier de la distance de six canes et demi, le batiment est de quinze canes six pans.

Depuis la maison et molin de M. Fabre jusqu'au dessous de la maison du sieur Lafon, de la distance de quinze canes, passant sur le pont, y a esté fait de batiment vingt deux canes six pans.

A la ruelle d'entre la maison de Faye et celles des hoirs de la garde d'une cane y a esté basti une muraille d'une cane quatre pans.

Depuis la maison de Faye jusqu'à celle de M. Pierre Teissier, y a vingt trois canes et douze pans et demi d'auteur font de batiment trente quatre canes et demi.

Depuis la maison dudit Teissier jusques à celle de Couderc y a six canes qui font de muraille neuf canes à la dite auteur et compris les portes (3) qu'on a fermées.

Depuis la maison dudit Couderc jusques au palher de Bros y a dix canes de muraille, quinze canes (de batiment).

A la ruelle sous Bros une muraille dix pans faite à pierre sèche faute d'*achaux*, en hiver et refaire à chaux et sable, qui fait trois canes six pans de batiment.

A la ruelle d'entre la maison de Perette et celle de Turc de six pans

(1) Guérite sur l'angle.

(2) Ouverture ou porte, celle du Pesquier sans doute. — En 1604, porte del Peschier ou del Rymuret, à côté la fontaine del Rymuret. En montant le ravin de Merdarel vers le sud il y a grosse tour de la Claustre tour de Luter, (?) Impression *Bolles* ou *pigneulles*.

(3) Portes particulières.

de large bastie deux fois faite d'achaux, la première fois fait en tout deux canes deux pans.

Au bout du lieu (1) devers le midi du côté des Sévennes une barrière (2) avec ses crochets verroux et une muraille, jusques la maison de la pièce de Blancarde, tirant six canes et demi compris la barrière fait de muraille neuf canes six pans.

Depuis la maison de Puech jusques à celle de M. Sauvage, de treize canes de distance, y a esté fait une muraille à pierre sèche dans l'hiver faite d'achaux qu'il faut reffaire et la conter double et fait trente neuf canes.

Depuis le coin du moulin de M. Sauvage jusques au coin de la maison de M. de Teissonnières passant sur le pont du Pesquier plus haut, de treize canes de distance y a esté fait une muraille de dix neuf canes quatre pans compris la barrière qui dessent au moulin.

Depuis le coin de l'ale (3) jusques à la vieille tour de St-Bernard et icelle comprise de la distance de dix huit canes passant sur ledit pont du Pesquier plus haut y a esté fait de muraille alentour que dessus vingt-sept canes.

Depuis le coin de la maison d'Aleyrette jusques au cimetière de sept canes et demi, compris le Portal (4), et jusques à la maison du nommé Castang jusques au dessous le coin de la pièce du sieur Velay, viguier, souz le cimetière de distance vingt six canes, y a de muraille trente neuf canes.

A l'entour de la pièce dudit Velay tirant quarante deux canes y a soixante trois canes de muraille compris la barrière qui est au bout pour la sortie du Causse.

A esté omis de mettre que la muraille qui va de la maison du sieur de Balcouze à celle des hoirs de Bessede et celle depuis la maison des dits hoirs jusques à celle de Jean Lapierre et encore celle de la maison des hoirs de Pierre Boniol jusques à la maison de Pons, menuizier, aia cet esté basties de pierre sèche faite d'achaux en hiver s'estant démolies ont été rebasties et tous les trois endroits font environ quarante canes de muraille à pierre sèche.

Reste à faire ce 8 mai 1704 :

Depuis la maison de Combet jusques au palher de M. de la Bastide de distance de quinze canes de muraille vingt deux canes.

Depuis le dit palher jusques au jardin des R. P. Capucins de distance de cinq canes et demi y font de bastiment sept canes et six pans.

Soubs le jardin des dits Pères Capucins de dix canes de distance y faut de bastiment quinze canes de muraille.

Soubs la maison du sieur de Balcouze, pour laisser les écuries et *membres*, bas de cinq habitants de la longueur de dix huit canes y faut faire de bastiment à douze pans et demi d'auteur vingt sept canes de muraille.

(1) Porte du Pesquier, chemin venant des Cévennes.

(2) Au bout de la ville.

(3) La halle.

(4) Porte du cimetière.

Pour un tambour pour enfermer la fontaine de Bruide (2), six canes de muraille. Plus fermer la barrière de devant la maison de Planchon y faut deux canes deux pans de muraille.

Et comme les maisons en partie qui sont proche l'église des R. P. Capucins sont basses en sorte que les couverts de derrière touchant terre et qu'il y a plusieurs portes à fermer pour l'aisance et la santé de ceux qui habiteront aux dites maisons, il doit estre fait une muraille à deux canes ou douze pans de distance des dites maisons.

A commencer dans le jardin des hoirs de Prouzet au coin et vis-à-vis de la clé de Velay, viguier, qui a de large cinq canes et la muraille fera sept canes et demi compris la muraille suivra dans la pièce d'Antoine Salièges et a suite dans celle de Pierre Gout où sera fait un *Reden* (1) pour la barrière ou passage de la Fontaine de *Nostre-Dame* (2), on a de distance de vingt quatre canes qui produira de muraille avec les sept canes du jardin des hoirs de Prouzet quarante trois canes.

Depuis la barrière de la fontaine N. D. jusqu'au point plus bas de la maison de M. de la Bastide ou y a vingt canes faisant un autre (reden?) (3) en bas produira de muraille trente canes.

Et depuis le coin de la dite maison jusques à celluy de la maison de Malafosse et ycellui compris tirant seize canes fera de murailles vingt quatre canes.

Pour enfermer l'Esglise sera faite une muraille au-dedans de la grande porte, celle qui est faite par dehors de la dite porte ne suffisant pas, fera deux canes et demi de muraille.

Et ce cas le par dehors de la Sacristie sera fait une muraille au passage de deux canes qui fera de bastiment trois canes.

Les degrès de la dessante du clocher seront ostés et une eschelle mise à la place et enfermée dans le clocher et aux fenêtres sera fait des créneaux pour sortir la vue et pouvoir tirer.

Depuis le coin de l'Esglise du côté du midi jusques à la petite porte du cimetière sur les vieux fondements de la muraille du cimetière sera fait une muraille de vingt deux canes qui de l'autheur qu'il faut fera trente trois canes de bastiment.

Depuis la dite porte jusques au claux de M. le curé tirant cinq canes fera de muraille sept canes et demi.

Et depuis le dit petit point (4) et porte du claux jusques au Pesquier trente canes de distance fera de muraille quarante cinq canes.

Suivant le susdit estat et vérification il y a de murailles faites quatre cent trente deux canes en longueur, et à faire cent huitante huit canes et tout joint fait six cent vingt canes faites où à faire, aient procédé en tout ce dessus et mesuré aussi esquitablement qu'il nous a été possible, en foi de quoi avons dressé notre présent raport ce septième may mille sept cent quatre. NOGARET, *espert*, MELZAC. »

(1) Aujourd'hui Fontaine de Brioude.

(2) Un *redent*.

(3) Il y a un blanc.

(4) Cure actuelle, *point* ou pont?

IV

SYNODES DES HAUTES-CÉVENNES AU DÉSERT 1755

Notre ayde soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre, amen.

Le Synode des Hautes-Cevenes assemblé le vingt-unième aoust mille sept cens cinquante-cinq, au nombre de neuf pasteurs, deux proposans et dix-sept anciens députés. Après avoir imploré le secours de Dieu, et nommé MM. Jean Roux, modérateur, Henri Cavalier, modérateur-adjoint, Jean-Antoine Rieusset, secrétaire et Jean-Pierre Gabriac, secrétaire-adjoint, on a conclu et arrêté les articles suivans :

ARTICLE PREMIER

Un député des Eglises de l'Agenois s'étant rendu dans notre Synode avec une letre de leur part ou l'on sollicite fortement de leur accorder un pasteur. L'assemblée ayant égard au pressant besoin qu'elles en ont leur a prêté pour deux années M. Viala.

ART. 2

La même demande nous ayant été faite par les Eglises du Haut-Languedoc, et avec les mêmes instances, c'est avec un vif regret que l'assemblée s'est vue obligée de la leur refuser.

ART. 3

En conséquence des demandes que M. Gibert a faites à notre Synode, on consent que M. Figuière aille desservir pendant une année, en qualité de proposant, les Eglises de Saintonge, et de Périgord; on consent même qu'il y soit admis à l'examen et receu au saint Ministère s'il en est jugé digne sous la condition expresse qu'il ne pourra point venir l'exercer parmi nous, à moins qu'un Synode de notre province ne le luy permette. De plus, on accorde à sa famille la somme de deux cent livres pendant la dite année.

ART. 4

On charge M. Cavalier d'écrire à M. Teissier pour l'exorter à se rendre au plutôt dans nos Eglises.

ART. 5

On a encore chargé M. Cavalier d'écrire à M. Combes pour le prier et le solliciter fortement de faire remettre à quelqu'un de nos pasteurs les registres des baptêmes et mariages qu'il a fait.

ART. 6

Un pasteur de notre province qui exerce depuis quelques années son ministère dans un autre nous ayant écrit que des gens mal intentionnés avoit porté des plaintes contre lui à des personnes illustres du pays étranger l'accusant d'exercer trop rigoureusement la discipline contre les pécheurs scandaleux et que sur ces plaintes qu'il dit mal fondées, ces personnes illustres l'avaient blâmé, il nous prie de soutenir son droit, veu qu'il n'a fait que se conformer dans sa conduite aux reglemens de notre discipline et de nos actes sinodaux. L'assemblée après y avoir murement réfléchi, a cru qu'il convenait de suspendre encore son jugement sur cet affaire, et qu'il susfisoit pour le present de faire écrire à deux de ses personnes illustres qui leur ont été indiquées pour les prier de nous informer au juste en quoy consistent ses plaintes, et ce qu'elles pensent sur nos dits reglemens, en consequence, M. Dugas a été chargé d'écrire à l'une de ses personnes, et M. Cavalier à l'autre ainsi qu'au dit pasteur pour l'exhorter à prendre garde de n'avoir point outré les choses.

ART. 7

Sur la prière que M. Gibert nous a fait par écrit qu'il lui soit permis d'exercer encore son ministère dans les Eglises de Périgord et de Saintonge à cause de leurs pressans besoins, l'assemblée ayant égard à leur triste état luy a accordé sa demande.

ART. 8

M. Rieusset, pasteur, est chargé d'écrire à MM. Pic et Valat proposans pour les sommer de se rendre au milieu de nous pour le plus tard dans le courant du mois de mai prochain.

ART. 9

M. Dugas nous ayant prié de lui accorder son conget absolu pour aller exercer son ministère dans l'Agenois (ou il est demandé) le Sinode n'a pas jugé à propos de le lui accorder.

ART. 10

Le même nous ayant encore demandé qu'il lui fut permis de s'absenter trois mois, à cause des affaires qui le consernent, sa demande lui a été accordée sous la condition expresse que ce tems expiré, il viendra exercer son ministère dans les Eglises de Saint-Ambroix, de Saint-Jean-de-Maruejols, de Valon, des Vans et de Pierrefmale qui lui ont été affectées pour une année.

ART. 11

L'assemblée a décidé que pendant les trois mois d'absence du susdit M. Dugas, le quartier nommé dans l'article précédent sera desservi le mois

de septembre prochain par M. Roux, celui d'octobre par M. Martin et celui de novembre par M. Ducambon.

ART. 12

Sur la demande qui a été faite sçavoir de quelle manière on doit agir envers une personne qui a l'occasion de son mariage a adhéré au culte de l'Eglise romaine environ l'espace de dix mois et qui a été excommunié en conséquence le Synode a jugé que avant de lever l'excommunication et de luy accorder la Bénédiction nuptiale quelle demande on attendra pour le moins l'espace de trois mois pour s'assurer de la sincérité de la repentance; on laisse ensuite à la prudence du pasteur et du Consistoire du lieu de faire ce qu'on jugera convenable à cet égard.

ART. 13

Un député ayant rapporté qu'un homme s'étant uni par un contract de mariage en a eu deux enfants que cet homme ayant passé un second contract avec une autre fille dont il a eu aussi des enfans, il demande sur ce cas, avec quelle des deux le mariage doit être beni; l'assemblée a décidé que ce ne pouvait être légitimement qu'avec la première qu'ainsi il doit être exhorté de se séparer au plutôt de la seconde, faute de quoi elle est d'avis qu'il soit poursuivi jusqu'à l'excommunication.

ART. 14

Sur la représentation qui a été faite qu'un grand nombre de personnes ne se font pas scrupule d'exiger dans certains cas un interet au-delà des lois, l'assemblée condamnant une telle conduite exhorte ceux qui l'ont tenue non-seulement à y renoncer mais encore à restituer tout ce qu'ils peuvent avoir acquis par un moyen si criminel et à ce conformer ainsi aux loix du royaume et à l'article vingt deuxième du chapitre quatorzième de notre discipline, a défaut de quoi l'on est d'avis qu'ils soient suspendus de la Sainte Cène.

ART. 15

Sentant la nécessité qu'il y a que l'article du Synode national du Bas Languedoc de l'année mille sept cens quarante-quatre qui porte qu'on tiendra dans chaque province un livre ou seront couchez les actes sinodaux, etc., soit exécuté; il a été unanimement convenu de le faire au plutot et de commencer le livre par les arrêtés les plus anciens qu'on pourra trouver.

ART. 16

M. Dugas, membre de notre corps, après avoir été consacré dans une Université du pays Etranger, y ayant reçu une vocation en forme des Eglizes de l'Agenois les notes ce trouvant alors vivement persecutées crut pouvoir accepter cette vocation jusqu'à ce que le Synode de cette

province le rapeleroit : cependant l'assemblée n'a pas trouvé qu'il fut entièrement irrépréhensible d'avoir pris le parti sans son consentement.

ART. 17

On a blâmé un de nos pasteurs qui avait été preté aux Eglizes du Haut Languedoc de n'avoir pas répondu à une lettre de rapel qui lui avait été ecrite au nom de la province.

ART. 18

Sur la plainte portée contre un pasteur pour avoir beni le mariage d'une fille qui n'avait pas atteint l'âge de douze ans, l'Assemblée a jugé à propos de le censurer vivement, et de lui enjoindre très expressément d'être à l'avenir exact à se conformer sur ce sujet aux loix du Royaume, et aux règles de notre Discipline.

ART. 19

Enfin, l'assemblée exhorte fortement les pasteurs et les anciens de ne se relacher point dans l'exercice de la discipline, mais d'en observer et d'en faire observer tous les articles le plus exactement qu'il leur sera possible.

Ainsi a été conclu et arrêté les mêmes jours et an que dessus, 21^e, 22^e aoust 1755.

Roux, pasteur modérateur; Cavalier, pasteur et modérateur; Rieusset, pasteur et secretaire; Gabriac l'ainé, pasteur et secretaire-ajoint.

V

SYNODE DE 1756

Au nom de Dieu soit fait, amen.

Le Synode des Hautes-Sevènes assemblé le dix-septième mars mil sept cens cinquante-six, auquel ont assisté MM. Jean Roux, Jean-Pierre Gabriac, Jacques Gabriac, Henri Cavalier, Jean Martin, Jean Méjanelle, Pierre Dugas, pasteurs de la dite province, MM. Paul Marazel et Paul Dalgues, pasteurs députés de celle des Basses-Sevènes, un proposant et vingt-deux anciens. Après avoir imploré le secours de Dieu et nommé MM. Jean Roux, modérateur, Henri Cavalier, modérateur-adjoint, Pierre Dugas, secrétaire et Jacques Gabriac, secrétaire-adjoint, on a conclu et arrêté les articles suivans :

ARRICLE PREMIER

Qu'on célébrera un jeûne solennel le 11^e aoust prochain, conformément à la délibération qui en a été prise dans le Synode des Basses-Sevènes tenu le 11^e du courant.

ART. 2

Que sans avoir égard à la lettre de MM. Pic et Valat, proposans, datée du 24^e février dernier par laquelle ils demandent la permission de demeurer encore dans le pays étranger, ils seront sommés de nouveau de déférer incessamment à l'arrêté qui fut pris à ce sujet dans notre dernier Synode tenu le 21^e et le 22^e aoust 1755.

ART. 3

Quand ces deux messieurs seront arrivés dans la province, ils s'adresseront à MM. Jacques Gabriac et Henri Cavalier, pasteurs, à qui l'assemblée laisse le soin d'examiner conjointement avec deux anciens, les témoignages qu'ils apporteront et de juger en conséquence s'il doit leur être permis d'exercer la charge de proposant dans les églizes de la province jusqu'au prochain Synode.

ART. 4

Sur la proposition que M. Combes, pasteur, a fait faire au Synode, si nous voulions admettre au nombre de nos étudiants le sieur Jacques Pic, actuellement à Lausanne, l'assemblée n'a pas jugé à propos de le faire, et a chargé M. Cavalier, modérateur-adjoint, d'en dire les raisons audit M. Combes, avec prière d'en informer M. le directeur du Séminaire. On ne s'oppose pas cependant qu'il soit admis audit Séminaire s'ils l'en jugent digne et propre à être dans la suite utile aux églizes de France.

ART. 5

On a confirmé l'arrêté verbal qui fut fait dans le Synode de l'année 1753 et en conséquence on donne pouvoir à tous les pasteurs de la province de délibérer sur les affaires pressantes qui pourroient survenir d'un Synode à l'autre concernant les églizes.

ART. 6

On a blâmé M. Teissier, pasteur, de n'avoir pas différé à la délibération qui fut prise à son égard dans notre dernier Synode et on a chargé le modérateur de lui écrire de nouveau pour le sommer de se rendre incessamment dans le sein de nos églizes à défaut de quoy l'on examinera dans le premier Synode si l'on doit lui accorder le témoignage qu'il demande et de quelle manière l'on doit agir à son sujet.

ART. 7

Les pasteurs et anciens exhorteront les pères et mères d'être attentifs à la conduite et à l'instruction de leurs enfans. On fera en sorte aussi qu'on fonde des sociétés religieuses le plus fréquemment qu'il sera possible dans chaque Eglise et singulièrement les jours de dimanche où l'on demandera régulièrement le catéchisme à la jeunesse ainsi que dans les assemblées publiques.

ART. 8

L'assemblée informée que certains protestans, par un scrupule mal fondé, font baptiser leurs enfans dans l'Eglise romaine quand ils sont en danger de mort, on a trouvé leur conduite extrêmement blamable à cet égard, et elle les exhorte de ne plus tomber dans de pareilles fautes, sous quelque prétexte que ce soit et sous peine d'être poursuivis selon la rigueur de la discipline et de nos arrêtés sinodaux.

ART. 9

En attendant qu'on prenne d'autres arrangemens, il a été convenu que chaque pasteur de la province mènera trois députés de son quartier à chaque Synode qui se tiendra.

ART. 10

La répartition des quartiers a été faite de la manière qui suit : 1^o Celui de M. Cavalier comprend les communautés d'Alais, de Saint-Jean-du-Pin, de Saint-Sébastien, de Saint-Paul-la-Coste, de Soustelle et de Cendras.

2^o Celui de M. Jacques Gabriac comprend les communautés de Saint-Martin-de-Boubaux, de la Melouse, de Blannaves, de Laval, de Sainte-Cécile, du Colet-de-Dèze, de Saint-Andéol, de Saint-Michel-de-Dèze et de Saint-Etienne-de-Valfrancesque.

3^o Celui de M. Roux comprend les communautés de Chamborigaud, de Genolhac, de Vialas, de Saint-Frézal, de Saint-Privat, de Cassagnas, le haut quartier de Saint-André-de-Lancise, de Saint-Maurice-de-Ventalon, de Frutgères et de Saint-Hilaire-de-la-Vit.

4^o Celui de M. Jean-Pierre Gabriac comprend les communautés de Fraissinet-de-Lozère, de Grizac, de Bédouès, de Florac, de Cocurès, de Saint-Julian, de Saint-Sauveur, de La Salle-Montvaillant, du Bousquet-de-la Barte, de Barre et des Balmes.

5^o Celui de M. Martin comprend les communautés de Saint-Marcel-de-Fontfouillouse, de Saint-André-de-Valborgne, de Saint-Martin-de-Campselade, de Fraissinet-de-Fourques, de Vébron, de Gatuzières et de Meyrueis.

6^o Celui de M. Méjanelle du Cambon, comprend les communautés de Saint-Martin-de-Corconas, de Saumane, de Moissac, de Gabriac, de Sainte-Croix, du Pompidou, de Molézon, de Saint-Germain et bas quartier de Saint-André-de-Lancise et celui de Saint-Etienne jusqu'au pont du Brugen; ledit sieur Du Cambon est encore chargé de faire à chaque ronde une assemblée à la Queue-Rouge ou aux environs, excepté dans les tems de communion, sans avoir cependant aucune part au gouvernement de l'Eglise de Saint-André-de-Valborgne.

7^o Celui de M. Dugas comprend les communautés de Saint-Ambroix, de Saint-Florent, de Saint-Jean-de-Valériscle, de Meirannes, de Robiac, de Peiremale, des Vans, de Naves, de Chambonnas, de Bergues, de la Gorce, de Valon, de Salavas, de la Bastide-de-Virac, de Barjac, de Saint-

Jean-de-Marvejols, d'Avejan, de Rivière, de Mennas, de Saint-Etienne, de Serementin, de Saint-Denis, de Saint-Victor, de Tarraux.

ART. 11

On a nommé à la pluralité des suffrages MM. Jean Roux et Jacques Gabriac, pasteurs, pour assister au Synode national prochain et au cas que ces députés, ou par maladie, ou par quelque autre accident, ne puissent assister audit Synode, MM. Dugas et Du Cambon tiendront leur place. La Compagnie a aussi donné pouvoir audit pasteur de nommer, conjointement avec leurs collègues, deux députés d'entre MM. les anciens ou laïques de cette province qu'ils croient les plus propres pour assister aussi audit futur Synode national.

ART. 12

Sur le refus que l'assemblée a fait à M. Dugas de lui accorder son congé absolu pour aller exercer son ministère dans une autre province, où il croit pouvoir produire plus de fruits que dans celle ci, il a déclaré qu'il appelait de ce jugement au premier Synode national. Cependant de quelle manière que ce tribunal décide, ledit sieur Dugas a promis de desservir le quartier appelé du Vivarais, jusqu'à la Saint-Michel prochain.

ART. 13

A cette occasion on a chargé les députés au futur Synode national. d'y proposer et d'y faire décider si les provinces ont droit de refuser le congé à ceux de leurs ministres qui le requièrent instamment, ainsi qu'on l'a déjà fait dans ce Synode et dans d'autres.

ART. 14

Conformément à l'arrêté pris dans le dernier Synode des Basses-Sevènes, de demander au Synode national la réunion de ladite province avec celle des Hautes-Sevènes, l'assemblée désirant ardemment cette réunion charge les députés audit Synode national d'appuyer cette demande pour qu'elle soit accordée.

ART. 15

Elle charge encore les députés de prier instamment la vénérable assemblée qui composera le Synode national, d'obliger la province du Languedoc à reprendre le quartier du Vivarais, dont le Synode national de l'année 1744 nous avait chargés, et d'y joindre aussi les Eglises des Vans et de Pierremale.

ART. 16

Les députés dudit quartier du Vivarais ont déclaré qu'ils ne consentaient point à cette demande, à moins qu'on n'y comprenne point les Eglises des Vans et de Pierremale et prient les députés de notre province qui assisteront audit futur Synode national d'y notifier leur opposition.

ART. 17

Sur la demande qui a été faite, si l'on doit bénir les mariages entre cousins germains, l'assemblée a renvoyé la décision audit Synode national prochain.

ART. 18

Elle prie le meme tribunal de décider d'une manière claire, si l'on doit excommunier ceux d'entre les protestans qui ont fait bénir leurs mariages ou baptiser leurs enfans dans l'Eglise Romaine ; cette question ayant été laissée indécise dans le Synode national de 1748, plusieurs pasteurs ont été embarrassés sur la conduite qu'ils devaient tenir auprès de ceux qui ont consommé leur mariage avant qu'on eut achevé les proclamations prescrites par la discipline des Eglises Réformées de ce royaume contre ceux qui participent à cette occasion au culte de l'Eglise Romaine.

ART. 19

Enfin on a nommé MM. Dugas et Du Cambon pour assister en qualité de députés de notre province au Synode du Bas-Languedoc et MM. Gabriac et Cavalier pour assister à celui des Basses-Sevènes.

Ainsi a été conclu et arrêté ledit jour 17^e mars 1756.

Roux, pasteur et modérateur ; Cavalier, pasteur et modérateur-adjoint ; Dugas, pasteur et secrétaire.

VI

SYNODE DE 1768

Au nom de Dieu, amen.

Le Synode de la province des Hautes-Cevenes assemblé le 20 et 21 avril 1768 auquel ont assisté MM. Jean-Pierre Gabriac, Jacques Gabriac, Jean Mejanelle, Ducambon, Pierre Valat, Charles Bourbon, Antoine Sabatier, Jean-Pierre Roche, André Molines et Pierre-François Samuël pasteurs de ladite province, avec vingt-un anciens ou députés par leurs quartiers respectifs, après avoir nommé pour modérateur M. Ducambon, pour modérateur-adjoint M. Gabriac, aîné, pour secrétaire M. Bourbon et pour secrétaire-adjoint M. Plantier, a arrêté ce qui suit :

ART. 1

Un dérengement de santé ayant engagé M. Pierredon, pasteur, à demander à cette assemblée congé pour un an qu'il souhaite aller passer à Lyon, on n'a accueilli sa demande qu'à regret et en lui rendent les témoignages les plus avantageux, on fait des vœux les plus sincères pour son rétablissement.

ART. 2

MM. Gabriac l'ainé, et Samuël, pasteurs, desserviront les Eglizes de Florac, La Salle, Saint-Julien, Grizac, Fraissinet-de-Lozère, Frutgères, le haut de Saint-Maurice, le bas de Saint-André-de-Lancize, Saint-Germain-de-Calberte, Saint-Martin-de-Lansuscle et la rivière de Saint-Estienne. M. Gabriac, le jeune, celles de Saint-Martin-de-Boubeaux, de Saint-Illaire, de Saint-Michel, le bas du Collet, Blanaves, et le haut de..... qui avec le dit Saint-Illaire fairont le quart des honoraires dudit pasteur. — Ducambon celles de Saint-Martin-de-Corconac, Saumane, Saint-Marcel, Moissac, Sainte-Croix et Gabriac. — M. Bourbon, celles qu'il desservait l'année dernière. — M. Plantier, celles qu'il desservit depuis le dernier Synode avec Saint-Frézal et Saint-Privat. — M. Roche, sur la délibération prise à la pluralité des voix, malgré les protestations du député de Lozère et sa propre résistance, celles d'Alais, Saint-Jean-du-Pin, Saint-Sébastien et Saint-Paul-Lacoste, sous la condition expresse : 1^o qu'il lui sera accordé M. Vincent, proposant, qui sera entretenu et payé aux frais du susdit quartier. 2^o Que le dit pasteur sera libre de revenir l'année prochaine à l'Eglise de Lozère, en suposant quelle le réclame, ce qui lui a été accordé. — M. Molines, celles de mandement de Rousses, de Vébron, de Saint-Laurens, Barre, Cassagnas et le haut de Saint-André-de-Lansise.

ART. 3

M. Combet, proposant, ayant demandé congé pour aller dans l'étranger perfectionner ses lumières, on a répondu favorablement à sa demande.

ART. 4

Vu la mauvaise santé de M. Valat, l'assemblée l'a déchargé de toute fonction pastorale, et lui a assigné une pension de trois cens livres, qui seront payées par la province.

ART. 5

Il a été délibéré d'une voix unanime que les deniers des pauvres seront désormais collectés dans nos assemblées religieuses immédiatement avant le chant du dernier psaume.

ART. 6

MM. les pasteurs sont exortés d'observer autant que faire se pourra l'article sixième du chapitre onzième de la discipline.

ART. 7

Il y aura désormais dans chaque Eglise un registre en forme ou seront inscrits les actes sinodaux, collationnés et signés par le pasteur de ladite Eglise.

ART. 8

Conformément à l'article dix-sept du chapitre treize de la discipline les bans des mariages seront exactement publiés pendant trois dimanches consécutifs dans les assemblées religieuses, laissant cependant à la prudence des pasteurs, et de quelques membres de leurs consistoires, les cas particuliers où il sera nécessaire de violer la loi.

ART. 9

L'assemblée confirme l'article cinquième du Synode de mil sept cens soixante-six.

ART. 10

Elle confirme encore l'article sixième du dernier Colloque de Florac, et déboute l'Eglise de Barre de son appel.

ART. 11

Elle confirme enfin l'article séparé du Synode de l'année 1766 qui porte qu'il sera payé à MM. les Pasteurs, outre leur honoraire et leur entretien, cent cinquante livres à tous ceux d'entre eux qui ne pourront se passer d'un cheval.

ART. 12

Les Eglises de cette province célébreront un jeûne solennel le dimanche qui précède immédiatement celui des Rameaux.

ART. 13

On imposera sur la province, à compter du premier octobre mil sept cens soixante-sept jusques à ce jour, la somme de trois mille cent vingt deux livres et deux deniers, savoir la somme de trente livres pour le proposant de M. Gabriac 30 l.; pour M. Court 10 l.; pour M^{me} la veuve Betrine 10 l.; pour port de lettres 30 l.; pour dépenses imprimés 80 l.; pour la pension au neveu de M. Gabriac 100 l.; pour l'honoraire de sept pasteurs, de six mois, à raison de 350 l. 2.450 l.; pour l'honoraire de M. Valat, de six mois, 250 l.; pour ce que chaque quartier doit supporter de la pension que la province fait à M. Valat, ou au proposant qui le suivait celle de 22 l. 17 s. 2 d. faisant la somme de 160 l. 2 s. En tout : 3.122 l. 2 d. Chaque quartier payera 405 l. 12 s. 2 d. sauf celui de M. Valat qui payera 282 l. 15.

On imposera sur la dite province de ce jour jusqu'à la Saint-Michel prochain, la somme de trois mille deux cens cinquante-deux livres, savoir : la somme de 150 l. pour la pension que fait M. Valat; pour M. Mazaure, à l'exception du quartier d'Alais, 60 l.; pour M. Court 10 l.; pour M^{me} la veuve Betrine 12 l.; pour port de lettres 30 l.; pour dépenses imprimés 90 l.; pour la pension du neveu de M. Gabriac 100 l. Total : 452 l. plus l'honoraire de huit pasteurs à raison de 350 l. : 2.800. Chaque quartier payera 403 l. 11 s. Celui de M. Roche 399 l. 1 d. En tout 3.252 l. 4 s.

ART 14

M. Philip, proposant, desservira jusqu'au prochain Synode, toutes les Eglises de la province à l'exception du quartier d'Alais.

ART. 15

Le Colloque de Florac est chargé de la convoquation du prochain Synode de la province.

Ainsi a été conclu et arrêté ce susdit jour et an que dessus.

VII

SYNODE DE 1773

Au nom de Dieu, amen (1)

Le Synode des Hautes-Sevènes assemblé le 22 et 23 septembre mil sept cents septante-trois, auquel ont assisté MM. Jean-Pierre et Jacques Gabriac, Jean Méjanelle du Cambon, Charles Bourbon, Antoine de Sabatier, Jean-Pierre Roche, André Molines et Pierre-François Samuel, pasteurs de la dite province avec leurs députés respectifs. M. Guillaume Bruguier, pasteur, député de la province du Bas-Languedoc, et M. Isaac Durand, pasteur de la province des Basses-Sevènes, après avoir imploré le secours de Dieu, et nommé pour modérateur, M. Jean-Pierre Gabriac, pour modérateur-adjoint, M. du Cambon, pour secrétaire, M. Bourbon, pour secrétaire-adjoint, M. de Sabatier, a arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Ainsi que nos frères du Bas-Languedoc, il se célébrera un jeûne solennel dans toutes les Eglises de cette province, le premier Dimanche du mois de novembre prochain.

ART. 2

L'Eglise d'Alais aura le soin à l'avenir d'informer de la tenue de son Colloque les pasteurs qui en ressortissent environ un mois à l'avance.

ART. 3

Le sieur Vincent Pierredon cy devant pasteur de l'Eglise de Lozère, atteint et convaincu du crime d'impureté accompagné des circonstances les plus aggravantes comme il conste d'un mémoire dressé à ce sujet dans l'assemblée Sinodale et le sieur Jean-Pierre Philip violemment et publiquement accusé du même crime, convaincu d'ivrognerie, de haine implacable,

(1) Nous donnons en italique les 5 premiers articles de ce Synode qui ont déjà paru dans HUGUES. *Synode du désert* t. III, p. 69 et 70.

menace de meurtre, jurements impiétés et l'un et l'autre de dissipation et de folles dépenses. L'assemblée pénétrée de douleur, les larmes aux yeux, déclare l'un et l'autre vraiment déchus et authentiquement démis du titre sacré de ministres de la Parole de Dieu qui leur avait été conféré par l'imposition des mains, sans qu'ils pussent à l'avenir en exercer aucune fonction, et par ce même acte de déposition elle les déclare encore duement excommuniés jusqu'à ce qu'ils aient donné les marques les plus éclatantes d'un vrai repentir, après quoi ils seront admis à la paix de l'Eglise et à la Table du Seigneur d'après une réparation publique telle que de droit dans les lieux où le délit a été commis. Elle entend enfin que le présent acte soit lu en chaire dans les dites Eglises par le premier pasteur qui y fonctionnera, exhortant en outre ledit Pierredon à épouser incontinent en vrai et légitime mariage la personne qu'il a séduite, et cela dans une assemblée religieuse, avec censure et exhortation selon nos usages et nos statuts.

ART. 4

Messieurs les anciens de ladite Eglise de Lozère percevront exactement et tout de suite les deniers du ministère dûs au dit Vincent Pierredon, pour l'année courante qui echerra à la Saint-Michel prochain, et les emploieront à ce qu'il doit à Jourdan de Runes, au sieur Niel, et au remboursement de six louis d'or que M. Louis Serrière lui prêta. De l'avis du Consistoire le restant sera repartit au sol la livre à ses autres créanciers, et comme il est avéré qu'il y a insuffisance, le sieur Pierredon père est exhorté de faire honneur aux affaires de son fils. Messieurs les anciens de l'Eglise de Saint-Germain et ces annexes percevront aussi avec la même exactitude et la même célérité ce qui reste devoir au sieur Philip pour les repartir sur la même règle et les faire toucher à ces créanciers et comme il est également avéré qu'il y a insuffisance ainsi que le sieur Pierredon, père, le sieur Philip est fortement exhorté à dégager les engagements de son fils.

ART. 5

L'acte portant déposition et excommunication contre les sieurs Jean-Pierre Philip et Vincent Pierredon sera promptement envoyé dans toutes les provinces de ce royaume où la prédication de l'évangile est établie et cela en la forme que la discipline le prescrit, les avertissant très expressement encore de n'avoir aucun égard à l'attestation portant congé expédiée au dit sieur Philip par le dernier Colloque de Saint-Germain qu'on doit regarder comme non avenue.

ART. 6

Sur les pressants besoins de la province, l'assemblée réclame MM. Victor de Gabriac, Pierre Mazauric et Marc Privat, actuellement dans l'étranger et prie les respectables membres du vénérable Comité de les examiner et de leur conférer l'auguste emploi du ministère s'ils les trouvent dignes pour les renvoyer parmi nous le plutôt possible.

ART. 7

Désormais il ne sera permis à aucun pasteur de la province de se charger de sujets pour le saint Ministère sans l'aveu et l'approbation de l'assemblée Synodale.

ART. 8

Nul étudiant de la province ne pourra prêcher publiquement dans nos assemblées religieuses qu'il n'ait été reçu proposant, les sieurs Blanc et Jaffard exceptés pour des raisons de circonstance.

ART. 9

Aucun pasteur en son particulier n'aura le droit de donner ni attestation, ni congé aux disciples qu'il pourrait avoir, soit actuellement ou dans la suite sans le consentement du Synode.

ART. 10

L'Eglise de Lozère refusant avec obstination le paiement de ce qu'elle doit à M. Vialat, ministre, l'assemblée la trouve très répréhensible et digne de censure, et elle lui enjoint de s'acquitter incessamment à cet égard sous peine de privation de pasteur.

ART. 11

L'assemblée réitère à Messieurs nos respectables amis de l'étranger la prière qu'elle eut l'honneur de leur faire l'année dernière de prendre sous leur protection les sieurs Job Jaffard et Jean Blanc, disciples de M. Gabriac, pasteur, et de leur fournir les moyens de parvenir au saint Ministère, retranchant plutôt s'il le faut aux sieurs Mazauric et Latour des avantages que nous n'avons point requis pour eux, n'ayant jamais été reconnus pour étudiants de la province ni envoyés à son nom.

ART. 12

M. Gabriac, l'ainé, desservira les Eglises de Florac, de Barre, La Salle, de Montvaillant, Saint-Julian et Grizac; M. Gabriac, le jeune, la basse partie du Collet de Dèzes, Saint-Michel, Saint-Martin de Corconas, Saumane, Saint-Martin-de-Fontfouillouse et Moissac; M. Bourbon, celles de Saint-André-de-Valborgne, Saint-Martin-de-Campsalade, le Pompidou, Molezon, Sainte-Croix et Gabriac; M. de Sabatier, celles de Genolhac, Vialas, la basse partie de Saint-Maurice, Saint-Andéol, la haute partie du Collet de Dèzes, Saint-Frézal et Saint-Privat; M. Roche, celle d'Alais; M. Molines, celles de Saint-Laurent, de Vébron, Le Mandement de Rousses; M. Samuel, celle de Meyrueis; M. Victor Gabriac, à son arrivée de l'étranger, celles de Frutgères et de Fraissinet-de-Lozère; MM. Privat et Mazauric aussi à leur arrivée de l'étranger seront chargés à l'alternative de celles de Cassagnas, Saint-André-de-Lancise, Saint-Germain,

Saint-Martin-de-Lansuscle, Saint-Etienne, Saint-Paul-la-Coste et Saint-Sébastien. Bien entendu qu'ils ne pourront pas résider ensemble, mais qu'ils seront tenus lorsque l'un d'eux se trouvera du côté de Saint-Germain que l'autre soit au quartier de Saint-Paul.

ART. 13

MM. Du Cambon et Bourbon, pasteurs, assisteront en qualité de députés au prochain Sinode des Basses-Sevènes et MM. de Sabatier et Roche a celui du Bas-Languedoc.

ART. 14

Le sieur Bertézène ayant demandé son congé pour l'étranger en qualité de proposant de la province, l'assemblée n'a pas trouvé bon de lui accorder sa demande, et comme elle n'a point de place à lui donner, elle lui laisse la liberté de se pourvoir ailleurs sur un certificat de bonne vie et mœurs qui lui sera expédié en bonne et due forme.

Ainsi conclut et arrêté les susdits jours 22 et 23 septembre mil sept cens septante-trois.

Signés : GABRIAC, l'ainé, pasteur et modérateur; DU CAMBON, pasteur et modérateur-adjoint; BOURBON, pasteur et secrétaire; DE SABATIER, pasteur et secrétaire-adjoint.

Vu :

Le Président de la soutenance,

G. BONET-MAURY.

Vu :

Le Doyen,

A. SABATIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	5
I. — Florac au XVI ^{me} siècle : Situation du clergé catholique et introduction de la Réforme.....	9
II. — L'organisation et la vie intérieure de l'Eglise.	
§ 1. — Le Consistoire, son budget : le traitement des pasteurs au XVI ^{me} et au XVII ^{me} siècles.....	19
§ 2. — Le Temple et le Cimetière	25
§ 3. — Le Colloque et le Synode provincial.....	28
§ 4. — Les pasteurs de Florac de 1561 à 1685.....	33
III. — Les guerres de Religion de 1562 à 1629.....	42
IV. — Le triomphe du catholicisme.....	54
V. — La période du désert et la restauration du Protestantisme....	67
§ 1. — La guerre des Camisards	81
§ 2. — Une assemblée du désert en 1718.....	86
§ 3. — Un pasteur du désert : J.-P. Gabriac.....	93
Conclusion.....	99
Appendice	102
